

قائمة الصحف



Le Monde

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE N° 12829 - 6 F - Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : André Fontaine - DIMANCHE 27 - LUNDI 28 AVRIL 1986

MENACES TERRORISTES EN EUROPE

Les Américains boudent la France

Un attentat a détruit les bureaux de la société American Express à Lyon

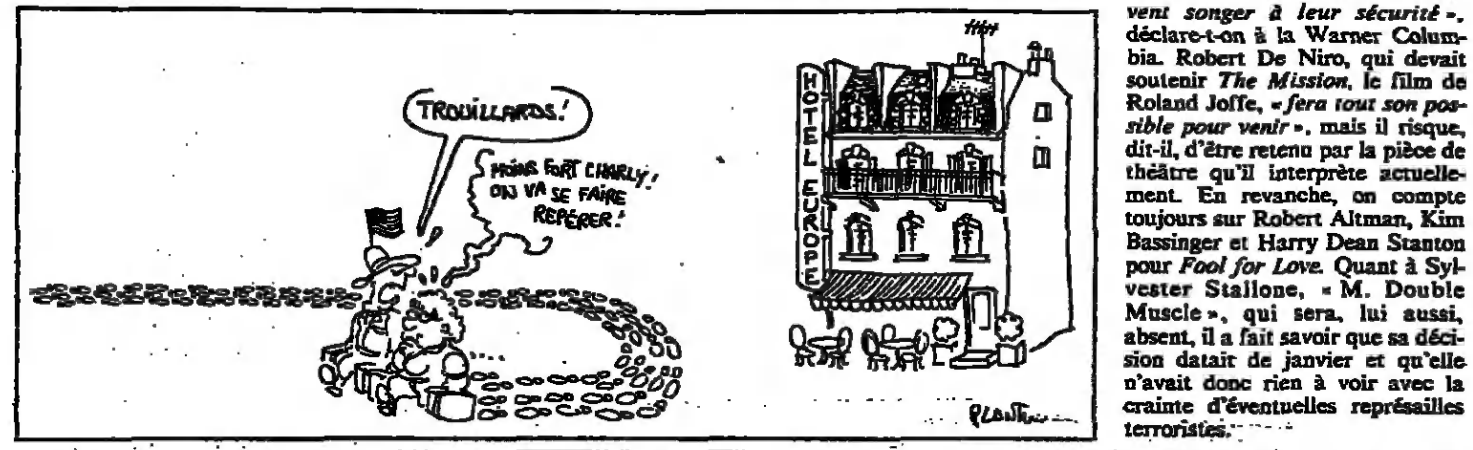
Un attentat a été commis, ce samedi matin 26 avril, un peu avant 4 heures, contre l'American Express à Lyon. Les quatre derniers niveaux de l'immeuble ont été détruits. Au sous-sol, les enquêteurs ont trouvé l'inscription : « US go home - American Express-Control Data » ainsi que la marque Black et Decker, dont le PDG pour la France, M. Kenneth Marston, avait été assassiné la veille. (Lire nos informations page 7.)

Cet attentat ne peut que renforcer la psychose du terrorisme qui s'est emparée des Américains, surtout depuis le raid sur la Libye. Les pays européens apparaissent de plus en plus comme des terres dangereuses, susceptibles d'attirer des représailles. Les récents attentats de Londres et de Vienne en sont de tragiques illustrations (lire page 3).

A Paris même, à la suite des bombardements de Tripoli et de Benghazi, l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Joe Rogers, avait déjà demandé aux institutions américaines de la capitale (hôpitaux, écoles, églises) de redoubler de prudence et de prendre des mesures de sécurité plus strictes. Sans doute, avait souligné un diplomate, la garde de ces bâtiments incombe au gouvernement français, mais deux précautions valent mieux qu'une. En fait, nombre d'Américains de Paris avaient, d'eux-mêmes, adopté un profil bas sans attendre ces recommandations (voir le Monde du 22 avril).

L'explosion de Lyon ne va pas, non plus, faciliter la promotion de la France aux Etats-Unis. Par peur d'attentats ou de détournements d'avion, près de cinquante pour cent des touristes nord-américains ont annulé cet hiver le séjour qu'ils devaient effectuer dans les Alpes. Le refus du gouvernement d'autoriser le survol du territoire français lors du raid sur la Libye a provoqué de vives réactions. La crainte du terrorisme accroît l'inquiétude et l'hostilité des Américains.

Cette inquiétude, elle se manifeste déjà pour le Festival de Cannes, où l'on commence à compter les absents de marque. Steven Spielberg et Martin Scorsese, dont les films *Color Purple* et *After Hours* seront présentés au festival, ont décidé de ne pas venir sur la Croisette. « Ils doivent songer à leur sécurité », déclare-t-on à la Warner Columbia. Robert De Niro, qui devait soutenir *The Mission*, le film de Roland Joffe, « fera tout son possible pour venir », mais il risque, dit-il, d'être retenu par la pièce de théâtre qu'il interprète actuellement. En revanche, on compte toujours sur Robert Altman, Kim Basinger et Harry Dean Stanton pour *Foot for Love*. Quant à Sylvester Stallone, « Double Muscle », qui sera, lui aussi, absent, il a fait savoir que sa décision datait de janvier et qu'elle n'avait donc rien à voir avec la crainte d'éventuelles représailles terroristes.



Avec ce numéro
LE MONDE AUJOURD'HUI
Wenders à Beaubourg : arrêt sur image

La politique agricole commune
Le compromis de Luxembourg ne satisfait pas les paysans français mais préserve les chances d'une réforme globale
PAGE 16

Un universitaire
dans les services secrets
Le témoignage d'un chercheur qui a travaillé avec la DGSE
PAGE 8

Le marché de la télévision
Comment les Européens peuvent financer et réaliser des œuvres communes capables d'intéresser les Américains
PAGE 9

Dates (2) • Etranger (3 à 5) • Politique (6 et 7) • Société (7 et 8) • Culture (9) • Communication (9) • Régions (12) • Economie (13 à 15) • Programmes des spectacles (10) • Radio-télévision (11) • Météorologie (11) • Mots croisés (8) • Carnet (8)

RÉFORME DES HOPITAUX

Le secteur privé de retour

Suppression de la départementalisation des hôpitaux, rétablissement de la médecine libérale à l'hôpital public : l'impulsion - à Palaiseau, à l'occasion d'un congrès de l'Union hospitalière de l'Île-de-France - M^{me} Michèle Barzach, ministre déléguée à la santé, a, le vendredi 25 avril, présenté les grands axes de la politique du gouvernement en matière hospitalière. Elle doit revenir sur le sujet lundi à l'hôpital Necker de Paris, en prononçant un discours sur la « mission spécifique des CHU ».

Retour à la case départ. Ou presque. De mai 1981 à mars 1986, la gauche avait - non sans de sérieuses difficultés - mis en chantier une série de réformes de la structure hospitalière. Les mesures « déposées ou à l'étude » annoncées par M^{me} Barzach laissent penser qu'il n'en restera bientôt que peu de traces.

Le ministre a annoncé, en effet, le rétablissement des services comme cellules de base de l'organisation hospitalière, la suppression de l'élection, le recours au volontariat pour la création des départements et une réintroduction de la médecine libérale au sein de l'hôpital dans des conditions garantissant contre tout abus ou déviation. Ce secteur privé, présenté comme une « sphère de liberté » offerte aux médecins à plein temps hospitaliers et hospitalo-universitaires, avait été supprimé par M^{me} Jack Ralite, ministre (communiste) de la santé dans le gouvernement Mauroy.

L'autre mesure annoncée par M^{me} Barzach vise à associer davantage le corps médical à la gestion hospitalière, à responsabiliser les hôpitaux en rapprochant leur gestion de celle d'une entreprise et en allant vers une utilisation plus globalisée des crédits accordés. Il s'agit là de la confirmation d'une orientation prise par la gauche avec le budget global dont l'un des principaux objectifs vise à contrôler au mieux l'évolution des dépenses de santé.

Tels quels, les projets du gouvernement n'apparaissent pas sans quelques incohérences.

JEAN-YVES NAU.
(Lire la suite page 8.)

LA RÉNOVATION IDÉOLOGIQUE DU PARTI SOCIALISTE

Troisième gauche

M. Michel Rocard réunit ses amis samedi 26 et dimanche 27 avril à Elancourt (Yvelines). Au même moment, la direction du PS lance une campagne d'adhésions et commence à réunir, sur le thème « Mon

club, c'est le PS », des groupes d'experts venus d'horizons divers du socialisme. Elle prépare une convention de la fin mai sur la modernisation des structures et de la pensée du parti.

par ALAIN DUHAMEL

Le Parti socialiste a quitté le pouvoir sur un double malentendu. Son score très honorable (près de 32 % des voix) lui a fait croire que sa défaite était grosse de promesses. Un mois plus tard, il lui faut déchanter : le voici revenu dans l'opposition pour une période indéterminée, sans allié, sans programme, sans stratégie. Et puis son statut préservé de premier parti de France ne doit pas lui cacher la réalité : ce n'est pas le PS qui a gagné en 1981 mais François Mitterrand, et ce n'est pas François Mitterrand qui a perdu en 1986 mais le PS.

En fait, quinze ans après sa renaissance, le PS traverse une crise de croissance. Dans un paysage politique complètement remodelé, il a besoin de se réinventer lui-même, de jeter les fondements d'une « troisième gauche », selon l'expression de Jacques Delors. Les architectes-rénovateurs ne manquent d'ailleurs pas dans ses rangs, de Lionel Jospin à Michel Rocard,

A l'Elysée, une réflexion est engagée, parmi les collaborateurs du président, sur le nouveau visage du socialisme dont devra être porteur le prochain candidat à l'élection présidentielle.

de Laurent Fabius à Pierre Mauroy, de Jean-Pierre Chevènement à Michel Delebarre, de Jean Popperon à Jack Lang. Fin juin, une convention nationale se réunira pour commencer d'examiner la chose. Si elle ose regarder la vérité en face, si elle ne voile pas son miroir, elle constatera qu'il n'y a pas moins de quatre problèmes à résoudre : l'idéologie, l'organisation, les alliances, la direction.

Le Parti socialiste a perdu son idéologie. La disparition date de 1983, année-clé du septennat, lorsque le gouvernement Mauroy-Delors a définitivement choisi la rigueur. Le célèbre « projet socialiste » de 1980 est mort et enterré à ce moment-là. Avec son positivisme suranné, son rationalisme démodé et son ignorance éclatante du monde économique et social, il suscite peu de nostalgie. Encore faut-il le remplacer. Dans ce domaine, tout reste à faire. Le PS évolue vite. Il révoque moins ses anciens vaches sacrées (rupture avec le capitalisme, autogestion, front de

classes, Etat-providence, jacobinisme). Il a moins peur de ses propres tabous : le mot socialisme ne déclenche plus de tempêtes sous les crânes. Mais il apparaît singulièrement en panne d'idées neuves. Il est arrivé au gouvernement avec une culture d'opposition, il retrouve l'opposition avec une culture de gouvernement. Du coup, il a traversé les élections sans une proposition nouvelle digne de ce nom. Il n'a plus de prophète, il n'a plus d'utopie, il ne fait plus rêver. Il a découvert le monde réel, étape nécessaire pour un parti d'alternance mais non point suffisante pour un parti de gauche. Le PS a besoin de nouvelles perspectives intellectuelles. Il manque pour l'instant de faculté d'anticipation.

Son organisation est, elle aussi, archaïque et bien inadéquante. Le Parti communiste rassemble de plus en plus à un parti de militants sans électeurs, le Parti socialiste a un parti d'électeurs sans militants. Si l'on en croit ses chiffres officiels (ce qui serait naïf), le PC compte un adhérent pour quatre électeurs. Au PS, la proportion est de un pour quarante. La victoire de 1981 n'a pas attiré la foule dans ses sections, l'apprentissage du pragmatisme a déçu plus d'un sympathisant. La plupart des autres partis socialistes européens entraînent avec les syndicats, avec les mutuelles, avec les coopératives et avec les associations des liens organiques. En France, la tradition est différente. Le PS n'a jamais été parti de masse et n'a pas l'ouverture vers l'extérieur facile. Dans l'Hexagone, les organisations de gauche non communistes cultivent jalousement leur indépendance, et leurs campagnes de recrutement se heurtent au tempérament individualiste des Gaulois. Là aussi, tout est à réinventer.

Même phénomène à propos des alliances. Le PS n'a plus de partenaire. Il a réussi sa reconstruction d'après Epinay en marginalisant ses acolytes. Électoralement, les radicaux de gauche se meuvent, le PSU est mort, et les écologistes n'apparaissent pas bien vaillants.

(Lire la suite page 6.)

ERICH SEGAL

ERICH SEGAL

LA CLASSE

ROMAN

GRASSI

Love Story à Harvard

« Le grand art, depuis Aristote, est d'émouvoir. »

Erich Segal

DES ISRA�ËLIENS IMPLIQUÉS DANS UN TRAFIC D'ARMES AVEC L'IRAN

Sous-entendus, silences et démentis

De notre correspondant

Jérusalem. - Savait-on en Israël ? Et, si oui, qui ? Telles sont les deux questions que l'on se pose ici trois jours après le démantèlement, par la justice américaine, d'un réseau international de dix-sept trafiquants d'armes destinées à l'Iran et l'arrestation de neuf d'entre eux - dont quatre Israéliens - incarcérés dans l'archipel des Bermudes (le Monde du 24 avril). Ces derniers sont le général de réserve Avraham Baran, deux hommes d'affaires, MM. Israël et Guri Eisenberg (le père et le fils) et William Northrop, un Israëlo-Américain résidant à Tel-Aviv. Officiellement, la cause est entendue : Israël ignorait tout des agissements de ses ressortissants. Jérusalem dégage sa responsabilité avec une remarquable promptitude. Quelques heures seulement après la mise au jour du réseau, les ministères israéliens des affaires étrangères et de la défense affirmèrent dans un communiqué conjoint que l'Etat hébreu n'avait strictement rien à voir avec le trafic illégal en question. Le lendemain, M. Menahem Meron, directeur général du ministère de la défense, publia un second et catégorique démenti : « Des clarifications supplémentaires montrent qu'Israël n'a aucun lien avec cette affaire ni direct, ni indirect, ni tacite. Les Israéliens détenus ont apparemment agi de leur propre initiative. »

Ces rapides mises au point reflétaient avant tout le souci israélien d'éviter une nouvelle « affaire Pollard », du nom de cet agent de la marine américaine accusé en novembre dernier d'espionnage en faveur de l'Etat hébreu (le Monde du 26 novembre 1985). Il avait alors fallu attendre dix jours avant qu'Israël batte sa coulpe.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.
(Lire la suite page 3.)

Étranger

LES EXPULSIONS DE RESSORTISSANTS LIBYENS

Demandée par la Libye le jour même du raid américain contre Tripoli et Benghazi, la réunion d'un sommet arabe extraordinaire pourrait se tenir vers la fin de la semaine prochaine. Elle serait précédée, lundi ou mardi, d'une réunion des ministres des affaires étrangères. De source proche de la Ligue arabe à Tunis, on affirme que c'est à la demande de certains États arabes, dont l'Irak et la Jordanie, qu'il a été décidé de faire précéder la conférence des chefs d'État et de gouvernement d'une réunion préparatoire au niveau des ministres des affaires étrangères. Une divergence à propos de l'ordre du jour entre la majorité des États arabes, qui demandent que soient examinées « toutes les agressions contre la nation arabe », ce qui inclut le conflit du Golfe, et la Libye soutenu par la Syrie, qui a réclamé que la conférence soit exclusivement consacrée à l'« agression américaine » contre Tripoli, a failli faire avorter le projet. Selon un émissaire du roi Hassan II, M. Mohamed Awad, ce litige a été réglé, et le sommet examinera « toutes les ques-

tions intéressant le monde arabe ». Ce compromis dans la formulation de l'ordre du jour permettrait notamment d'éviter de mentionner explicitement la guerre entre l'Irak et l'Iran. A Téhéran, le président du Parlement iranien, l'hojdjatolislam Hachemi Rastadani, a qualifié, vendredi, de « crises » les menaces de représailles militaires contre l'Iran du président Reagan, lançant toutefois un avertissement : les États-Unis apprendraient « ce que signifie la terreur », a-t-il dit, au cas où ces menaces seraient mises à exécution. Le commentateur de la radio a, pour sa part, invité l'armée américaine à « tenter sa chance ». « Nous attendons, a-t-il déclaré, de pied ferme l'armée des États-Unis depuis des années pour pouvoir lui donner une leçon qu'elle n'oubliera jamais. Il faut que les Américains sachent que le détroit d'Ormuz n'est pas le golfe de Syrie, que le Golfe n'est pas la Méditerranée, et que toute tentative d'agression transformera la région en un brasier qui réduira l'orgueil et l'arrogance des États-Unis ».

En attendant, les attentats contre les intérêts américains et britanniques se poursuivent. Au Yémen du Nord, un employé du chiffre de l'ambassade des États-Unis à Sana'a a été blessé, vendredi, par balles alors qu'il circulait en voiture. L'attentat, annoncé à Washington par le département d'État, a été perpétré par un homme qui circulait à bord d'une voiture et qui a tiré plusieurs balles en direction de l'Américain, avant de s'enfuir. La victime, M. Arthur Pollick, a été opérée d'urgence, et son état a été qualifié de stable. Sa vie ne semble plus en danger.

Samedi matin à l'aube, la Banque britannique du Moyen-Orient, située à Beyrouth-Ouest, a été sérieusement endommagée par l'explosion d'une bombe, qui n'a cependant fait aucune victime. L'engin, qui a provoqué d'importants dégâts au rez-de-chaussée de l'immeuble de sept étages, comprenait une charge de 15 kilos d'explosif. La déflagration a soulevé les portes, brisé le mobilier et pulvérisé les vitres de toutes les fenêtres.

A Vienne, une explosion s'est produite, vendredi, au siège de la Compagnie aérienne saoudienne, mais la déflagration, au septième étage d'un immeuble de bureaux proche de l'Opéra, dans le centre-ville, n'a fait que peu de dégâts. L'explosion s'est produite quelques heures après la visite du prince Nayef à un camp d'entraînement de Cobra, la force d'élite d'intervention de la police autrichienne. Le ministre de l'Intérieur saoudien a discuté avec son collègue autrichien d'une possible coopération dans la lutte antiterroriste. Vendredi soir, la police autrichienne a annoncé avoir désarmé une seconde grenade de fabrication soviétique devant le bureau de la compagnie aérienne du Koweït, Kuwait Airways, situé dans le même bâtiment où a été commis dans l'après-midi l'attentat contre la compagnie aérienne saoudienne Sandia. — (AFP, AP, Reuter.)

Grande-Bretagne : 335 élèves pilotes et techniciens « pour des raisons de sécurité »

Londres. — Vingt-deux étudiants libyens expulsés de Grande-Bretagne pour « activités révolutionnaires » ont quitté Londres le vendredi 25 avril, en direction de Tripoli. Cette mesure, prise trois jours auparavant, en annonçant d'autres, comme l'avait alors laissé entendre M. Thatcher. En effet, le gouvernement a fait savoir vendredi que 335 Libyens, qui recevaient en Angleterre une formation de pilote ou de technicien de l'aéronautique, sont susceptibles de partir, eux aussi, au cours des prochaines semaines.

Dans ce cas, il n'est pas question de simplement parler d'expulsion : « la décision a uniquement trait à des raisons de sécurité », a déclaré le ministre des transports, M. Nicholas Ridley, en ajoutant : « Il ne serait pas convenable de laisser les Libyens s'entraîner sur des avions civils ». Nuance donc : cette fois, il s'agit d'une précaution, non d'une sanction.

Parmi les personnes visées par cette nouvelle mesure se trouvent vingt-cinq jeunes gens qui, près d'Oxford, suivent des cours en vue d'acquiescer leur brevet de pilote. Après le raid américain, l'un d'entre eux, qui a été expulsé, avait téléphoné à Tripoli pour déclarer à la

radio libyenne qu'il était volontaire pour une « mission suicide ». Depuis, les vingt-cinq élèves ont été interdits de vol « en solo », c'est-à-dire sans la présence des instructeurs à bord. Comme cet exercice est indispensable pour l'obtention du diplôme, les autorités britanniques en tirent maintenant argument pour conclure que le séjour des intéressés est devenu sans objet et qu'ils n'ont guère d'autre choix que de rentrer chez eux.

Même raisonnement pour leurs camarades qui étaient inscrits dans des écoles de maintenance des compagnies aériennes British Airways et British Caledonian, dans les aéroports londoniens de Heathrow, Gatwick et Stanstead. On les a privés de travaux pratiques sur les appareils, ce qui évidemment réduit leurs études, ou peu s'en faut.

De là à faire comprendre à toutes ces personnes qu'elles sont, en quelque sorte indésirables, il n'y avait qu'un pas, d'autant que, désormais, le contrôle du droit de séjour est très strict pour les sept mille Libyens résidant en Grande-Bretagne : il leur faut un motif très précis pour être autorisés à rester.

FRANCIS CORNILL

France : un nombre de diplomates non encore précisé

La France vient, à son tour, d'annoncer qu'elle allait mettre en application un certain nombre de décisions ou de recommandations adoptées par les ministres des affaires étrangères des Douze. Le ministre des affaires étrangères a, en effet, publié, vendredi 21 avril, le communiqué suivant : « Conformément aux décisions prises par les douze États membres de la CEE lors de leur réunion du 21 avril à Luxembourg, le gouvernement français a décidé la mise en œuvre des premières mesures suivantes : les mouvements des personnels du bureau populaire libyen (ambassade) à Paris et du consulat de Libye à Marseille seront limités, sans autorisation spéciale, à la région périphérique immédiate des villes concernées ; les délais de délivrance des visas seront allongés pour permettre une étude particulièrement attentive des demandes présentées par des ressortissants libyens ; il sera procédé à une diminution des effectifs des représentations diplomatiques et consulaires libyennes en France ».

L'ambassade de Libye compte une vingtaine de membres accrédités et le consulat de Marseille environ le tiers. L'ensemble de la com-

munauté libyenne en France est estimé à quelque cent personnes, contre environ six cents Français résidant actuellement en Libye.

Le ministère des affaires étrangères n'a pas encore précisé le nombre de « diplomates » libyens qui seraient impartis pour quitter la France. Mais le principe de cette décision a été notifié vendredi matin à l'ambassadeur libyen, M. Hamed El Houdeiry, par le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, avant que celui-ci ne gagne Rabat.

On insiste par ailleurs à Paris sur le fait que, comme l'avait indiqué M. Chirac jeudi soir à la télévision lors de l'émission « L'heure de vérité », et contrairement à la situation que connaît la Grande-Bretagne, aucun pilote libyen ne suit actuellement de formation en France.

Espagne : trois diplomates et huit étudiants et professeurs d'une institution islamique

Madrid. — Le ministère des affaires étrangères a annoncé, le vendredi 25 avril, l'expulsion du territoire espagnol de onze ressortissants libyens accusés, suivant les cas, d'activités « incompatibles avec leurs fonctions », ou « contraires à la sûreté de l'État ». Il s'agit de trois membres du « bureau populaire » (ambassade) à Madrid, d'un diplomate, le conseiller commercial et porte-parole M. Ramadan Mohamed Rouheim, et de huit professeurs et étudiants d'une institution d'enseignement islamique destinée aux familles libyennes vivant en Espagne.

La veille, le ministre espagnol de l'Intérieur, M. Jose Barrionuevo, avait affirmé à La Haye, où il participait à la réunion du « groupe de Trevi » de la CEE (le Monde du 26 avril), qu'il disposait de « preuves » quant à l'implication de Libyens dans des « activités terroristes ». Avant l'annonce de la déci-

sion d'expulsion, plusieurs réunions ont été nécessaires entre représentants des ministères des affaires étrangères, de la défense et de l'Intérieur, afin de coordonner leurs positions, les derniers étant apparemment partisans de l'attitude la plus dure face au régime de Tripoli.

Trois membres de la représentation diplomatique libyenne à Madrid avaient déjà été expulsés en décembre dernier. Ils étaient accusés de préparer un attentat contre un opposant de leur pays en exil, M. Magharief. Les diplomates de Tripoli ont toutefois été, eux aussi, victimes du terrorisme au sud des Pyrénées : l'un d'entre eux, M. Mohamed Aïdes Hamed, fut en effet blessé dans un attentat réalisé en septembre 1984 dans la capitale espagnole par des extrémistes chiites.

Th.M.

Des Israéliens impliqués dans un trafic d'armes avec l'Iran

(Suite de la première page.)

Pas question cette fois de tergiverser. « Le gouvernement, ajoute-t-on au ministère des affaires étrangères, ne peut être tenu pour responsable de tous les faits et gestes des ressortissants israéliens dans le monde ». Certes. Mais, comme toujours dans ce genre d'affaires — secrètes par définition, — les choses ne semblent pas si lim-pides.

Il y a d'abord les déclarations lourdes de sous-entendus du général Baram. Ce personnage un peu trouble, âgé de cinquante-trois ans, a derrière lui une belle carrière de baroudeur, prématurément interrompue. Chef d'un bataillon de chars pendant la guerre de six jours, il s'illustra face aux Égyptiens, notamment lors de la bataille de Midva. Décour pour sa conduite exemplaire, il servit ensuite comme attaché militaire en Turquie avant de commander une division blindée. Il dut quitter l'armée en 1980, de manière étrange, après qu'on eut trouvé son arme personnelle au domicile d'un trafiquant d'héroïne. Cette sanction l'empêcha de devenir l'un des chefs de la police nationale. Comme des centaines d'officiers supérieurs retraits à quarante-cinq ans, le général Baram est du mal à se reconstruire à la vie civile. « Je vais chercher du travail à l'étranger », déclarait-il alors. Songerait-il déjà au commerce des armes ?

Réflexe logique, le général Baram tente aujourd'hui, à tort ou à raison, de « charger » l'État d'Israël. Dans une interview au journal *Davar*, qui a pu le joindre par téléphone quelques minutes avant son transfert du commissariat à la prison centrale des Bermudes, il laissait entendre qu'il pourrait se « mettre à table ». « Je n'ai pas agi, dit-il, à titre strictement privé. Beaucoup de gens dans l'establishment militaire étaient au courant des activités du groupe, dont j'étais un conseiller. Si le gouvernement s'interdit pas en ma faveur, si je suis extradé aux États-Unis, je ferai des révélations embarrassantes. Je ne suis qu'un boulet dans la machine ».

Mécanisme sérieux ou coup de bluff ? En fait, le gouvernement des Bermudes envisage de déporter po-

rement et simplement les prévenus vers Washington, sans recourir à une procédure d'extradition. Israël n'apportera pour sa part aucune protection particulière aux trafiquants arrêtés.

Le général Baram a révélé qu'il était détenteur d'un document authentifié par le ministère de la défense et attestant sa qualité de négociant en armes. Les autorités israéliennes confirment qu'il dit vrai. Mais, ajoutent-elles, posséder un tel permis n'a rien d'exceptionnel. Un millier d'Israéliens détiennent cette autorisation, renouvelable chaque année. Elle ne leur permet pas de négocier des contrats d'armement, activité qui exige une approbation expresse et spécifique du ministre de la défense. Cette clause est précisée en toutes lettres sur le permis.

Négociation ou escroquerie ?

S'il est peu probable que des responsables politiques israéliens soient compromis dans cette affaire, il est en revanche vraisemblable qu'elle n'est pas passée inaperçue des services de renseignement. Reste à savoir la véritable nature de l'affaire : s'agit-il d'une tentative authentique de négociation qui eût ensuite été soumise pour aval au gouvernement israélien ? Ou d'une escroquerie aux dépens de Téhéran ? Plusieurs éléments fantaisistes font douter du sérieux d'un « contrat » divulgué par la douane américaine avant même d'être conclu.

Ainsi, les trafiquants auraient promis, entre autres armements, de fournir à l'Iran via Israël des chasseurs Northrop F-5. Mais l'armée israélienne ne possède pas ce type d'avions. En outre, peut-on sérieusement croire que Jérusalem aurait pris le risque de flouer son protecteur américain, en livrant clandestinement à l'Iran des avions « made in USA », alors que Washington connaît, à un appareil près, les effectifs de l'aviation israélienne ? A moins, mais ce serait une autre histoire, de supposer une complicité israélo-américaine au bénéfice de

Téhéran, que rien ne permet pour l'instant de soupçonner. « Même si Jérusalem avait voulu vendre du matériel militaire à l'Iran, note M. Zeev Schiff, le célèbre commentateur de Haaretz, il n'aurait pas utilisé les services d'un groupe d'Israéliens conduit par un général à la retraite ».

Du côté des marchands de canons, on assure que le gouvernement « respecte scrupuleusement ses engagements de ne pas livrer de matériel militaire sans le feu vert de Washington ». Le ministère de la défense aurait refusé d'accorder plusieurs permis de vente pas plus tard que le mois dernier. A différentes reprises ces dernières années, le ministère des affaires étrangères a indiqué qu'Israël ne fournirait plus d'armes à l'Iran depuis la fin de 1981. Ce qui semble confirmer, a contrario, que des livraisons ont eu lieu en 1980 et en 1981, après le début de la guerre du Golfe, au profit du régime islamique et dans le prolongement de l'assistance militaire fournie au chah jusqu'à sa chute.

Tout cela ne veut pas dire, bien sûr, qu'aucun matériel militaire israélien n'arrive en Iran. Bien des trafiquants d'armes — dont sans doute les Israéliens — proposent leurs services aux généraux de Khomeiny. Mais ils le font à titre privé, sans implication directe de l'État juif. Au cours des dernières années, nombre d'allégations, le plus souvent invérifiables, ont attiré les soupçons sur ce trafic. Exemples : un pilote iranien en exil signale que Téhéran reçoit des pièces détachées pour des Phantom F-4 venus d'Israël (janvier 1985). Un DC-8 bourré de missiles Hawk aurait fait escale à Tel-Aviv, avant de s'envoler pour l'Iran (septembre 1985). Un journal jordanien, *al Rai*, rapporte la présence en Iran depuis quelques mois de vingt-cinq conseillers israéliens, des officiers en retraite (avril 1986).

Parmi toutes ces rumeurs, une seule fut officiellement confirmée : la rencontre entre des représentants israéliens et iraniens à l'ambassade de Suisse à Paris en juin 1984. Deux ans après, nul ne sait ce qui s'y est dit.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

AU LIBAN

Les confrères du journaliste britannique Alec Collett doutent de son « exécution »

Beyrouth (AP, AFP). — Des confrères aux Nations unies du journaliste britannique Alec Collett, dont l'Organisation révolutionnaire des musulmans socialistes a revendiqué l'assassinat, ont lancé un appel aux reviseurs pour demander sa libération.

L'appel a été publié dans le journal indépendant *al Nahar*, à qui les reviseurs avaient adressé mardi une cassette vidéo censée représenter la pendaison d'Alec Collett. « Nous vous demandons de laisser Alec Collett poursuivre son travail au service de la paix et de la justice », proclament les signataires de l'appel. Alec Collett était connu pour son action en faveur des droits de l'homme.

Les signataires de l'appel mettent en doute la revendication. Une

déclaration remise avec la cassette vidéo affirmait que l'orage avait été tué en représailles au raid américain contre la Libye.

D'autre part, plusieurs organisations et responsables politiques libanais ont mis en doute vendredi la déclaration faite la veille par M. Samir Geagea, chef de la milice chrétienne des Forces libanaises (FL), selon laquelle les FL ne détenaient plus désormais de personnes enlevées.

Le Comité des parents des personnes enlevées ou disparues a qualifié de « comédie » la mise en liberté jeudi par les FL des trente-trois prisonniers qu'elles détenaient, parfois depuis plusieurs années. Dans un communiqué, ce comité, créé après l'invasion israélienne du Liban en

juin 1982, a affirmé : « Nous poursuivons notre mouvement jusqu'à la libération de tous nos fils des prisons phalangistes et la connaissance du destin de chaque personne enlevée ».

Le comité, qui a établi des listes nominatives de près de deux mille cinq cents personnes enlevées ou disparues et dont les actions ont toujours revêtu un caractère pacifique, invite tous les partis et organisations à mettre un terme aux enlèvements sur la base de l'appartenance communautaire ou politique. Il réitère son indépendance vis-à-vis de tous les partis politiques et précise que « rien ne pourra arrêter son mouvement pour la libération de tous ses fils ».

EN VISITE AU MAROC

M. Raimond s'entretient avec le roi Hassan II de la situation au Proche-Orient

M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, est arrivé, le vendredi 25 avril, à Rabat, pour une visite officielle de deux jours au Maroc. Accueilli par son collègue marocain, M. Abdelkader Filali, il devait avoir un entretien samedi à Fès avec le roi Hassan II et lui remettre un message de M. Jacques Chirac.

La chef de la diplomatie française a choisi pour son premier déplacement en Afrique du Nord le pays où il fut ambassadeur de 1973 à 1977 : connaissant les susceptibilités maghrébines, on précise au Quai d'Orsay qu'il se rendra à Alger les 9 et 10 mai, et on rappelle qu'il a reçu à Paris, le 4 avril, M. Essabai, ministre tunisien des affaires étrangères.

La visite de M. Raimond était prévue avant le raid américain sur la Libye. L'échange de vues sur la situa-

tion nouvelle aura été d'autant plus intéressant que le Maroc, engagé par le traité d'union avec la Libye signé en 1984, se livre actuellement à un difficile exercice d'équilibre. Il doit se garder de contrarier ses alliés naturels en Occident tout en évitant d'avoir l'air de rester passif devant les menaces pesant sur le colonel Kadhafi, avec lequel le roi Hassan II s'est réconcilié essentiellement pour obtenir qu'il cesse d'aider la Polisario.

L'arrivée de M. Raimond a coïncidé avec une visite au Maroc d'une délégation du Parlement européen conduite par M. Christian de La Malène. Celle-ci s'est rendue vendredi au Sahara occidental. Interrogé jeudi, lors d'une conférence de presse à Fès, sur le conflit du Sahara, M. de La Malène a dit qu'il s'agissait d'un « problème du Maghreb », mais qu'il avait constaté « la parité une-nimée des partis politiques nationaux sur la marocanité du Sahara ».

J.G.

Étranger

A travers le monde

ÉTATS-UNIS

Kurt Waldheim interdit de séjour ?

Washington. — Le président américain Ronald Reagan a annoncé mardi qu'il avait décidé d'interdire à Kurt Waldheim, ancien chancelier fédéral autrichien, d'entrer aux États-Unis. Cette décision est la conséquence d'une enquête menée par le département d'État sur les activités de Waldheim pendant la Seconde Guerre mondiale. L'ancien chancelier, qui a été condamné en 1993 pour avoir couvert des crimes de guerre, a été accusé d'avoir aidé des nazis à fuir l'Allemagne nazie.

POLOGNE

L'opposition ne pourra pas manifester le 1^{er} mai

Varsovie. — Le gouvernement polonais a annoncé mardi qu'il avait interdit toute manifestation d'opposition le 1^{er} mai, jour du Travail. Cette décision a été prise en raison de la situation sécuritaire dans le pays, où des tensions existent entre le régime et l'opposition. Les autorités ont déclaré qu'elles ne pouvaient pas garantir la sécurité des participants à de telles manifestations.

URSS

Condamnation de dissidents

Moscou. — Le tribunal suprême de l'URSS a condamné mardi deux dissidents à des peines de prison. Les accusés étaient soupçonnés d'avoir participé à des activités subversives visant à saper le régime soviétique. La condamnation a été prononcée à l'unanimité par le tribunal.

Soudan

Les rebelles sudistes refusent de participer au gouvernement

Khartoum. — Les rebelles sudistes ont refusé mardi de participer au gouvernement national soudanais. Ils ont déclaré qu'ils ne reconnaissent pas l'autorité du régime central et qu'ils continueront de lutter pour l'indépendance du Sud-Soudan. Cette décision a entraîné une nouvelle crise politique dans le pays.

TUNISIE

Une condamnation de M. Achour confirmée en appel

Tunis. — La cour d'appel a confirmé mardi la condamnation de M. Achour à une peine de prison. M. Achour avait été condamné en première instance pour des raisons politiques. La confirmation de la condamnation a été accueillie avec surprise par l'opposition tunisienne.

CHINE

Musulmans envers et contre tout...

Les musulmans chinois sont les oubliés de l'islam. Quand on connaît leur existence et leur nombre — 14 millions de fidèles, — on croit généralement qu'ils ont été « désislamisés » par le communisme et la révolution culturelle. Il n'en est rien.

De notre envoyé spécial

Linxia (province du Gansu). — Jadis appelée la « petite Mecque », la préfecture autonome musulmane de Linxia est un microcosme islamique au cœur du nord-ouest de la Chine. Une fois franchie la chaîne de montagnes enneigées qui a isolé pendant longtemps cette région de la capitale provinciale, Lanzhou, l'atmosphère change du tout au tout. Et pourtant les champs, les habitations et les bâtiments officiels sont les mêmes. Mais il n'est pas un village d'où ne pointe une mosquée, la plupart du temps neuve, car reconstruite après les ravages de la révolution culturelle.

La première chose qui frappe, c'est l'incroyable collection de barbes qui portent, sans exception, tous les hommes musulmans (800 000 croyants sur une population de 1,5 million) : en collier, avec ou sans moustache, à une ou deux pointes, fourrées ou maigrissantes à la Hachim Min, peignées ou bistrées. Tous les hommes portent aussi la calotte blanche des hadjis, bien que rarissimes soient ceux — quelques dizaines — qui ont fait le pèlerinage à La Mecque. On reconnaît les *alongs* (le terme chinois pour imam) et les jeunes étudiants en théologie à leur longue redingote noire, qui ressemble à celle des juifs orthodoxes.

Les femmes, vêtues comme toutes les autres Chinoises d'habits courts, se distinguent par leur voile ; noir pour les mères de famille, guimpe blanche pour les aînées. Elles se promènent timidement à petits pas, les yeux baissés, suivant leur mari, les bras pudiquement serrés et les mains enfouies dans leurs man-

ches. Elles sont vêtues de couleur sombre et un bon nombre d'entre elles portent une sorte de caftan sinisé qui descend jusqu'aux genoux. « Jusqu'à une date récente, elles ne pouvaient voir que les hommes de la famille », nous dit M. Qin Zhong Gyun, responsable des affaires religieuses de Linxia et officier han (d'ethnie chinoise) démobilisé.

Le sort de la femme à Linxia est beaucoup plus difficile que dans le reste du pays. Le régime communiste n'a toujours pas réussi à éliminer profondément les traditions islamiques séculaires : ce sont les parents qui choisissent le conjoint ; depuis peu, les filles ne se marient plus entre treize et quinze ans, mais vers dix-sept ou dix-huit ans, alors que l'âge minimum légal est de vingt ans. A peine 20 % d'entre elles vont à l'école, en dépit des aides de toutes sortes offertes par les autorités.

La foi du charbonnier

Si la polygamie est officiellement interdite, il suffit au mari pour obtenir le divorce — si difficile ailleurs en Chine — de répéter ses femmes par les trois phrases rituelles, comme en pays d'islam. Cependant, précise M. Qin, le mari doit avoir une « raison valable ». Quant à l'épouse, elle peut également divorcer... avec le consentement de son époux.

Trente ans de communisme ont à peine entamé la foi de charbonnier de ces paysans, malgré la campagne contre le « féodalisme » qui suscite en 1958 la révolte des imams (écrasée dans le sang), ou l'interdiction de pratiquer l'édifice par la révolution culturelle. Mais, selon l'abbé Li Ruiyuan, fonctionnaire religieux tout de noir vêtu, à la barbe en franges de sapin, « on pratiquait quand même la religion ».

Depuis 1979, le culte a repris comme avant : prières, ramadans, interdits alimentaires, circoncision. L'islam demeure croyance communautaire et il n'est possible d'y échapper qu'en partant vers la ville. Les jeunes paysans qui veulent boire de l'alcool ou fumer doivent le faire en cachette. Une non-croyance ne

peut épouser un musulman si elle se convertit. Les autorités interviennent peu, sachant qu'elles ne seraient pas entendues ou qu'elles devraient employer la manière forte. Cela ne semble plus de mise en 1986.

La principale restriction officielle est l'interdiction du prosélytisme hors des mosquées et de l'éducation

peuvent avoir deux ou trois enfants, surtout si les premiers-nés sont des filles, les employés de l'État sont obligés de respecter la norme officielle d'un enfant.

Les habitants de Linxia ne représentent que 5 % des musulmans chinois, estimés à 14 millions et demi lors du recensement de 1982. Mais, comme c'est le cas pour les



FRANCKLIN.

religieuses au moins de dix-huit ans. C'est ce qui nous a été rapporté. Car, lors de la visite de la grande mosquée de Linxia — style « Mille et Une Nuits » de pacotille, — nous avons vu derrière le bâtiment des têtes de bambins aux fenêtres : les élèves d'une école coranique ? Le gouvernement compte sur le temps pour réduire le poids de l'islam, qui est plus ici un style de vie qu'une doctrine. Le niveau de connaissances théologiques, y compris chez les religieux, semble très bas. Ainsi l'abbé Li ignore la différence entre chites et sunnites et ne semble pas savoir grand-chose sur le pèlerinage de La Mecque.

Dans les villes, où la pression sociale est moins forte et où vivent beaucoup de Huis, l'influence religieuse s'affaiblit. Fonctionnaires et ouvriers d'usine ne peuvent pas pratiquer pendant leurs heures de travail. Et si les fidèles du prophète

« minorités ethniques », leur nombre augmente plus vite que celui des Huis.

Les quarante-six mosquées de Pékin

La grande majorité d'entre eux vivent dans le nord-ouest du pays. Parmi eux, 6 millions de Ouïgours et 7 millions de Huis ; ces derniers ne se distinguent pratiquement pas physiquement des Chinois et sont originaires d'Asie centrale. Sinisés au cours des siècles, ils auraient été recrutés comme soldats, regroupés en garnisons et se seraient mariés sur place. On trouve aussi des musulmans dans huit autres « minorités ethniques » (1). Quelques-uns même parmi les Huis. Ils ne sont majoritaires que dans deux « régions autonomes », au Xinjiang et au

Ningxia, mais vivent dans beaucoup d'autres parties du pays, y compris à Yunnan, frontalier du Vietnam, ou à Pékin.

Dans la capitale, ils sont près de 200 000. Meilleurs commerçants que les Pékinois, ils vivent essentiellement dans trois quartiers, selon Hadji imam Hilal-Al-Din Chen Guangyuan, vice-président de l'Association des musulmans de Pékin. Nous recevons dans l'une des quarante-six mosquées de la ville, construite au quinzième siècle, sous la dynastie des Ming, il explique que l'islam est arrivé en Chine à partir du septième siècle, par la route de la soie et par mer. A l'en croire, l'âge d'or de l'islam chinois est revenu avec M. Deng Xiaoping, et « les musulmans contribuent à l'édification du socialisme ».

Ce théologien officiel ajoute que tous les musulmans chinois sont sunnites, qu'ils sont unis, que le Coran a été réédité. Mais un diplomate musulman en poste à Pékin nous a raconté que des musulmans rencontrés au Xinjiang lui avaient dit refuser de lire ce « Coran communiste ». Pourtant, selon lui, il s'agit d'une édition fidèle au texte du Livre.

L'imam pékinois a une conception de la pratique religieuse qui surprendrait bien des musulmans et qui, dans un pays islamique, pourrait lui valoir de graves ennemis. « On ne peut s'arrêter de travailler ni pour prier ni pour aller à la mosquée », proclame-t-il. Dans ce cas, les cinq prières sont réduites à trois, avant et après le travail et à l'heure du repas. Pas non plus de prière du vendredi. « Le ramadan est une grande fête, ajoute-t-il, mais ceux qui travaillent, étudient, voyagent, sont malades, n'ont pas besoin de jeûner. » Il est difficile de savoir combien de musulmans jeûnent à Pékin, mais ce sont surtout des personnes âgées.

Un autre religieux affirme, lui, l'incompatibilité de l'islam et du communisme : « On ne peut être les deux à la fois, l'un croit à Allah, l'autre au marxisme-léninisme. » Qu'en est-il alors des dirigeants communistes d'origine hui ou ouïgour ? « C'est pour eux un ou-

blème personnel. S'ils croient au fond de leur cœur en Allah, ils ne peuvent croire en autre chose. Même en prison, on croit toujours en Allah, et si la prière est interdite, on prie dans son for intérieur. »

Depuis quelques années, avec l'ouverture du pays, l'islam chinois a rétabli des contacts avec le monde extérieur. Il s'agit essentiellement de rapports entre organisations plus qu'entre individus. Mais, à la frontière de l'URSS et du Pakistan, comment empêcher les relations avec des coreligionnaires qui sont parfois aussi frères de race ? D'autant que l'islam représente aussi les pétrodollars et que Pékin souhaite attirer un maximum d'investissements étrangers. L'Association des musulmans de Pékin a créé une compagnie commerciale installée dans une mosquée et chargée de contacter les sociétés et les banques des pays islamiques.

Pour le moment, les dirigeants ne semblent guère craindre une vague d'intégrisme en provenance de l'extrémisme chiite iranien ou du militantisme anticomuniste afghan. Ils financent la résistance afghane et sont en bons termes à la fois avec Téhéran et Bagdad. Mais, il y a quelques mois, des manifestations à la fois nationalistes et religieuses ont éclaté au Xinjiang, réclamant plus d'autonomie et un relâchement de la tutelle de Pékin et des Huis.

Pékin décentralise actuellement la gestion des régions autonomes, confiant les rênes à des responsables locaux fidèles. Mais la vicacité de l'islam, la profondeur de traditions souvent rétrogrades, en particulier au Xinjiang et au Ningxia, la survie pendant des siècles de petites communautés totalement isolées en milieu han, comme au Hui, dans la partie méridionale du centre du pays, montrent que, en Chine comme ailleurs, l'islam ne peut être réduit par une idéologie.

PATRICE DE BEER.

(1) Kazakhs, Tadjiks, Ouzbeks, Tatars, Kirghizes, Dongxiang, Sala, Boas.

BELGIQUE

Cette bonne vieille Louvain-la-Neuve !

La « conflit linguistique » fait moins parler de lui, dans la mesure où, en fin de compte, il a cassé en deux la Belgique de papa, et aussi l'illustré, antique et chrétienne université de Louvain. Ses étudiants et professeurs francophones sont allés faire une autre vie ailleurs...

De notre correspondant

Louvain. — Une ville de poupées, une ville « pour rire » : voilà l'impression que le visiteur ressent la première fois qu'il met les pieds à Louvain-la-Neuve. Sa voiture garée dans un des immenses parkings qui entourent la cité, il lui suffit de monter quelques escaliers pour plonger dans un décor où tout semble irréel. Pour le meilleur et pour le pire.

L'absence d'automobiles d'abord. L'uniformité des couleurs et des matériaux ensuite : briques de teinte claire ou sombre, ardoises brunes ou rose nuit, chassés de bois foncé ; la cohérence des bâtiments enfin : ni tours ni HLM, mais un ensemble de structures parfaitement intégrées les unes dans les autres. Et au milieu de ces dans, déboulant dans des rues sans trottoirs, des dizaines, des centaines d'étudiants. Car Louvain-la-Neuve — c'est son originalité et peut-être aussi sa limite — n'est ni un campus ni une ville, c'est un singulier mélange des deux.

Il y a quinze ans, à cet endroit, sur la route de Bruxelles à Namur, s'étendait un immense champ de betteraves balayé par les vents. Vingt kilomètres au nord — mais en Flandre, — la ville de Louvain semblait exister depuis toujours. Célèbre par sa université catholique, une des plus anciennes d'Europe, elle accueillait aussi les brasseries Stella Artois, le plus puissant syndicat agricole belge, et de nombreuses petites industries. L'université se targuait d'une longue liste d'anciens célèbres — d'Erasmus à Wilfried Martens, l'actuel premier ministre belge. Dans l'histoire de l'Eglise,

elle avait joué un rôle important. A propos du concile, un évêque pouvait lancer : « Ce n'est pas Vatican II mais Louvain I ».

Mais voilà : Louvain était en Flandre, et les Flamands décidaient un jour qu'il n'y avait aucune raison pour que l'université ne fût pas entièrement flamande. « *Walen buiten!* » (Wallons dehors!) devint leur cri de guerre. Comme tout ressentiment qui plonge ses racines très loin dans l'histoire — il avait fallu attendre 1909 pour que fussent donnés les premiers cours en flamand et 1932 pour que l'ensemble de l'enseignement fût prodigé dans les deux langues, — celui-ci engendra une crise violente, passionnée, excessive mais efficace.

Le pavé de M. Nothomb

Même l'Eglise se déchira. « Je suis né flamand avant d'avoir été baptisé catholique », dit un jour Mgr De Smedt, évêque de Bruges. Manifestations, contre-manifestations, interpellations à la Chambre, paralysie du gouvernement... Le 7 février 1968, le premier ministre Paul Van den Boeynants, démissionna. A peine sept mois plus tard était annoncée la décision de créer une ville nouvelle pour accueillir la branche francophone de l'université catholique. Louvain-la-Neuve était née.

« Tout le monde était persuadé que nous allions mourir dans l'ambulance », raconte aujourd'hui Simon-Pierre Nothomb ; alors, portés par la Wallonie tout entière, nous avons retrouvé nos manches. Les universitaires sont devenus des bâtisseurs. M. Nothomb, chargé des relations publiques de l'université, conserve toujours dans son bureau un pavé lancé en 1967 par les étudiants flamands.

Tous ceux qui de près ou de loin ont participé à la création de Louvain-la-Neuve en gardent un souvenir ému. « C'est la dernière grande aventure vécue par la Wallonie », va jusqu'à dire un professeur. Toute une génération d'architectes, d'urbanistes, de paysagistes, frais émoulus de mai 68, s'étaient lancés

à corps perdu dans la bataille, avec un objectif : « ne pas refaire Namur ». L'idéal inavoué est de bâtir une nouvelle Louvain. Tout se discute — l'époque le veut — mais très vite il est impossible de faire machine arrière.

« Les rues doivent être pavées pour donner un cachet à la ville », dit l'un. « Attention ! fait remarquer le second, lors des manifestations, on sait à quoi serviront ces pavés. » Il vaut mieux jeter des pavés que des microscopes », conclut le troisième, dont le bon sens emporte la décision : les rues seront pavées.

Le 2 février 1971, le roi Baudouin pose la première pierre du cyclotron qui sera — paradoxe pour un désintégré d'atomes — le « noyau » de Louvain-la-Neuve. Dès la première rentrée de 1972, une vie s'échappe autour des bâtiments de la faculté : une école, un cinéma, quelques commerces. Etudiants et professeurs francophones quittent Louvain. Déchirure tantôt émouvante ; c'est la « dernière classe » pour des professeurs qui enseignaient ici depuis des dizaines d'années ; tantôt grotesque, quand les bibliothèques sont divisées par ordre alphabétique : A pour les francophones, B pour les Flamands.

« Louvain la Neuve ! » « Louvain la Vieille ! » lancent, en s'en allant, les francophones, sans doute pour mieux cacher leur tristesse.

La « guerre 14-18 »

Aujourd'hui, Louvain-la-Neuve abrite 12 000 habitants — le double dans la journée — une centaine de commerces, le plus grand complexe sportif couvert du Benelux, trois salles de cinéma, un théâtre, et, parmi les étudiants, plus personne n'évoque la rupture de 1968. « Ou alors, comme si on parlait de la guerre 14-18 », ironise une étudiante en droit. Tous sont d'accord : il aurait été impossible de rester, compte tenu de la séparation de plus en plus nette entre les communautés du pays. Le débat, maintenant, ne met plus aux prises Flamands ou francophones, mais ceux qui adorent Louvain-la-Neuve et ceux qui la détestent. Seule certitude : cette

« ville sans cimetière » ne peut laisser indifférent.

Mais est-ce vraiment une ville ? Ses promoteurs la voulaient ainsi et tablaient sur 50 000 habitants, dont seulement un tiers d'étudiants, en l'an 2000. Louvain-la-Neuve aurait dû être un pôle de développement économique attirant les industriels. C'était sans compter avec la crise économique qui frappe la Wallonie encore plus durement que beaucoup d'autres régions d'Europe. Quelques entreprises se sont bien installées, on attend avec impatience un gros investissement de Shell, mais l'essentiel reste que Louvain-la-Neuve est peuplée en quasi-totalité par des universitaires.

Is n'habitent pas tous là, et le matin on peut voir des files d'auto-stoppeurs faisant le guet à l'entrée de l'autoroute. « A Bruxelles, je m'amuse mieux, et, surtout, c'est beaucoup moins cher », confie un étudiant en sciences. « Mais tellement moins efficace pour les études ! », rétorque une « Néo-Louvainiste ». « Ici nous avons tout dans un rayon de moins d'un kilomètre : amphithéâtre, bibliothèques, salle d'ordinateurs... Avec trois ans, elle lève un appartement sur la grand-rue, à quelques pas de la place des Wallons. Un appartement « privé » qui appartient à un « vrai » propriétaire.

Les moins privilégiés habitent dans des appartements communautaires loués par l'université. Impossible à Louvain-la-Neuve de trouver une chambre individuelle. C'est un legs des années 68 et des rêves de phalanstère ! Mais l'Eglise veille encore au grain : ces kots — en flamand : petit réduit — ne sont pas mixtes. A moins de constituer un « kot à projet », une vieille tradition louvainiste. Plusieurs étudiants ou étudiantes peuvent en effet se grouper autour d'un idéal ou d'un « hobby » commun. Voisinent ainsi un kot « Amnésie Internationale » et un kot « mécanique », un kot « photo » et un kot « Charleroi ». Dernier-né : un kot « cuisine » où de solides étudiants en communication donnent quelques leçons de pâtisserie.



Autre don de l'évêché : Louvain-la-Neuve est une ville sans... prestidigités. Une étudiante zalrois qui, parait-il, faisait commerce de ses charmes entre deux cours de sciences économiques a été discrètement sommée de s'en aller. « Le week-end, ironise un étudiant tunisien, tous les étudiants belges rentrent chez eux. Alors, les touristes qui viennent visiter Louvain-la-Neuve ne voient que des Africains, des Latins ou des Maghrébins. On se croirait au zoo ! Mais l'hiver, il fait tellement froid que nous ne mettons pas le nez dehors, alors c'est une ville morte. »

Louvain la morte. Louvain la froide, dont les détracteurs disent qu'elle est la seule ville de Belgique édifiée sur un plateau en plein vent. Et d'ironiser aussi sur le lac artificiel, une merveille, mais qui n'arrive pas à retenir l'eau. Surtout le jour de la visite du pape où (miracle ?) il était plein à ras bord. Et de riler contre certains bâtiments qui, déjà, se désolent, contre les mauvaises canalisations, etc.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

France

LES ATTENTATS ET LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

« Il faut empêcher d'agir les porteurs de valises »

déclare M. Robert Pandraud au « Figaro »

« J'ai entrepris une œuvre de sensibilisation générale », déclare M. Robert Pandraud, ministre délégué à la sécurité, dans une interview publiée, samedi 26 avril, par le Figaro. « Le terrorisme n'est pas seulement l'affaire des spécialistes. Chaque gendarme, chaque policier, doit se sentir concerné. Je dirais même chaque citoyen. Chaque citoyen doit avoir conscience que le terrorisme est une menace pour tous. »

M. Pandraud ajoute : « Il nous faut obtenir l'aide de tous les Français. Le combat mené est d'abord pour eux. Par exemple, nous n'avons pas découvert toutes les caches des terroristes arrêtés récemment. Leurs photos sont parues dans la presse. Je souhaite que ceux qui ont vu ces suspects ou croient les reconnaître en informent les forces de l'ordre. Ce n'est pas de la délation, mais de la défense sociale. »

« Le terrorisme interne existe. Principalement d'extrême gauche. Les opérations menées ces derniers jours et les arrestations effectuées nous montrent. On a, à cet effet, parlé de la « mouvance ». D'action directe, de ces milieux de l'extrême gauche composés de militants ou d'anciens militants qui peuvent, à l'occasion, faciliter, même de façon en apparence bénigne, les entreprises terroristes. L'opération conduite récemment dans les locaux de Radio-Mouvance indique clairement, que pour la police, il y aura désormais plus de sanctuaires. Car les terroristes ne sont pas seulement ceux qui passent à l'acte. Ces derniers, dans leur folie meurtrière, condamnable, font parfois cependant preuve d'une forme de courage, bien que leurs actes soient particulièrement lâches. Mais ceux qui les encouragent, les soutiennent, les financent dans l'ombre sont nuisibles et n'ont aucun courage. »

Terroriser le terrorisme, indique encore M. Pandraud, c'est aussi cela : s'attaquer aux réseaux de soutien, empêcher d'agir les porteurs de valise. Je le répète, il y aura plus de sanctuaires, quel que soit le niveau social et culturel des gens qui composent la « mouvance ». Toute personne favorisant la clandestinité des terroristes, leur apportant un soutien logistique effectif, les logant ou leur fournissant un alibi, sera poursuivie. »

« L'assassinat de M. Kenneth Marston, la piste « arabe » n'est pas la seule pour les enquêteurs lyonnais »

De notre correspondant régional

Lyon. — Il ne faut privilégier aucune hypothèse et n'en écarter aucune. La déclaration d'un des enquêteurs lyonnais, vingt-quatre heures après l'assassinat de M. Kenneth Marston, président-directeur général des filiales France et Espagne de l'entreprise américaine Black et Decker, donne la mesure du désarroi des policiers et des gendarmes lyonnais. Le meurtre de M. Marston (le Monde du 26 avril) a certes été revendiqué par deux fois par des appels téléphoniques aux bureaux lyonnais de deux agences de presse : Reuter puis l'Agence France-Presse, à quelques minutes d'intervalle, au début de l'après-midi de vendredi. Mais le correspondant anonyme — dont la voix a pu être enregistrée sur une cassette — ne donnait aucune précision sur les circonstances matérielles du meurtre, commis le matin même à Ecully, dans la banlieue nord-ouest de Lyon.

Les données initiales de l'enquête sont simples : un homme seul, vêtu d'un blouson de cuir noir et le visage masqué par une cagoule, a fait feu à deux reprises sur M. Marston. Touché de près par deux balles tirées par un fusil à canon scélé, la victime de nationalité britannique — le PDG de la multinationale américaine était né à Birmingham le 2 décembre 1943 — avait, selon son voisinage, un mode de vie sans histoire.

En fin de compte, le travail des enquêteurs s'annonce difficile en raison de la minceur des indices, et malgré différents témoignages, faisant état de la fuite de l'assassin en voiture Renault 5.

CLAUDE REGENT.

LA SUITE DE LA PUBLICATION

21 avril d'un article intitulé « Action directe revendiquée l'attentat contre M. Guy Brana », vingt médecins, anciens condamnés, amis ou confrères du docteur Jacques Darmon, inculpé et écroué depuis le 18 avril, nous ont adressé une lettre que nous publions ci-dessous.

Monde s'en est d'ailleurs fait l'écho dans ses articles sur les médecins doux.

2) Le docteur Darmon a été sympathisant de l'extrême gauche dans les années 70, mais beaucoup d'autres l'ont été, même parmi les médecins et les journalistes. Sa « discrétion » actuelle vous semble un facteur aggravant et vous permet d'écrire « qu'il n'aurait pas déchoché » et d'insinuer son appartenance à l'action directe. S'agit-il de l'information ou de désinformation ?

[Cette lettre est signée par les docteurs Besse (radiologue), Bihan (psychiatre), Bijou (ophtalmologiste), Borras (anesthésiste-réanimateur), Coridan (généraliste), Coscas (pédiatre), Costa (pédiatre), Flory (aurologue), Fridman (gynécologue), Le Mar de l'Alzou (immunologiste), Liotier (généraliste), Mal (pneumologue), Mandopoulis (généraliste), Naiditch (oncologue), Novak (gynécologue), Plukwa (anesthésiste-réanimateur), Ract (chef de service en médecine interne), Spielvogel (anesthésiste-réanimateur), Squier (généraliste) et le professeur Marty (oncologue)].

LA SUITE DE LA PUBLICATION

21 avril d'un article intitulé « Action directe revendiquée l'attentat contre M. Guy Brana », vingt médecins, anciens condamnés, amis ou confrères du docteur Jacques Darmon, inculpé et écroué depuis le 18 avril, nous ont adressé une lettre que nous publions ci-dessous.

Sans préjuger des résultats de l'enquête et de l'instruction en cours, nous avons été choqués par les points suivants :

1) Le docteur Darmon est connu pour ses idées dans sa pratique médicale. Après un cursus universitaire habituel, il a exercé pendant trois ans la médecine générale, puis a diversifié son activité en pratiquant la psychothérapie, et ce jusqu'à son arrestation. Cette discipline médicale est enseignée dans certaines facultés et le journal le

Guernesey. Le royaume unique.

Information : BTA, 6 place Vendôme, 75001 Paris. Tél. : 42.96.35.32

Le Monde • Dimanche 27-Lundi 28 avril 1986 - Page 7

POLITIQUE ET TÉLÉVISION

Des progrès constants

La télévision tend-elle à mettre en œuvre, dans le domaine de la politique, le « degré zéro du journalisme » ? Le petit écran apparaît-il le plus démocratique, le transformant-il en spectacle de muséum ou en match de boxe ? Les professionnels de la communication se sont-ils donné pour mission — coûteuse et dangereuse — de faire régresser le fond au profit de la forme pour être mieux assurés du succès de leurs nouveaux « clients », les hommes publics ?

Questions précieuses, à tout le moins épineuses, surtout posées en présence d'un Paul Amar (chef du service politique d'Antenne 2), d'un Albert du Roy, l'événement du jour, mais aussi « l'heure de vérité », d'un Michel Bongrand (conseil en communication politique) ou d'un Pierre de Plas (président de l'agence de publicité DBB).

Les étudiants du séminaire de communication politique (dirigé par M. Jean-Pierre Raffarin) de l'Institut d'études politiques de Paris n'ont cependant pas hésité à se les poser à voix haute, devant semblable auditoire, au cours du colloque qu'ils avaient organisé mardi 22 avril à Sciences-Po.

Si la télévision a transformé le fonctionnement de la démocratie, de la circulation de l'information, elle n'a pas transformé la politique en spectacle, a fait valoir M. Jean-Louis Millaud (Institut national de l'audiovisuel). Pour cette simple raison : toujours la politique a été, en partie, spectacle.

D'autre part, « l'expression politique est-elle affaiblie par la télévision ? Dire cela, c'est oublier ce qu'était l'information politique au début du siècle, indique M. Millaud. Attention à ne pas magnifier le passé pour dénigrer le présent. Car il ne peut être retiré au médium devenu omniprésent d'avoir fait entrer dans la discussion politique des catégories de citoyens qui en étaient exclues ». En fait, sinon en droit.

Le degré zéro... Ce n'est pas le cas, a plaidé Albert du Roy. Mais il a fallu pour y parvenir échapper à une « tare originelle » : « Le lien TV-Etat avait tout faussé au départ. » Vive le régime de concurrence, donc, condition minimale, a-t-on cru comprendre, pour « élever le journalisme politique de télévision de son marasme ».

Degré zéro encore : ne reprochez pas au petit écran, a encore dit Albert du Roy, de vous mon-

Hauts risques

Le spectacle ? Pourquoi pas ? Paul Amar n'a pas horreur d'émissions travaillées pour capter l'intérêt renouvelé des téléspectateurs. Une condition sine qua non de validité, pour lui comme pour Albert du Roy : manifester clairement par diverses formes de participation qui restent largement à l'appréciation de la télévision n'appartient pas à la seule courtoisie des hommes politiques, journalistes et autres universitaires.

La politique-spectacle télévisé, les limites que ce soient pour des raisons structurelles ou techniques du journalisme politique d'images : ce sont des faits qui n'ont rien de l'irréversible nécessité de la nouvelle forme de communication.

Mais ici et là, hauts risques. On le perçoit bien quand, par la voix de M. Pierre de Plas, s'écouvent, avec humour mais aux limites du cynisme, la théorie de la politique marketing avec tout ce qu'elle entraîne derrière elle : primat absolu de la forme, séduction à tout va, sélection « naturelle », renforcée par les prestiges de l'artifice médiatique... et les lois de l'argent.

On le perçoit encore en entendant des députés de base de province (MM. Jérôme Lambert, PS, Charente, et Willy Dimeglio, PR, Hérault) expliquer que, hors Paris et une poignée de grands responsables nationaux, aucune carrière politique ne peut plus se faire ou se maintenir sans l'existence que confèrent ou maintiennent les divers réseaux de FR 3.

Il reste, a conclu Albert du Roy, que depuis 1983 des progrès constants ont marqué les grandes échéances politiques. Au prix, il est vrai, de nombreux petits retours en arrière entre ces diverses échéances. Aussi espère-t-il « qu'on fera de nouveaux pas en avant et qu'on ne reviendra pas sur les progrès accomplis ». Espérons.

MICHEL KAJMAN.

En bref

Mgr Lustiger reçu par M. Chirac. — Le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, a été reçu, le vendredi 25 avril, par M. Jacques Chirac pendant environ trente minutes. Au terme de cette « visite de courtoisie » chez le premier ministre, Mgr Lustiger a indiqué qu'il avait procédé avec son interlocuteur « à un tour d'horizon de la situation intérieure et extérieure ».

M. Schwartzberg (MRG) partisan de l'ouverture au centre. — M. Roger-Gérard Schwartzberg, président d'honneur du MRG, député apparenté PS du Val-de-Marne, a notamment déclaré, le mercredi 25 avril, pendant l'émission « Contact » de Sud-Radio : « La gauche ne doit surtout pas se replier sur elle-même après les résultats du 16 mars. Elle doit choisir, au contraire, une stratégie d'ouverture et d'élargissement vers les électeurs ».

du centre : elle doit ouvrir le dialogue et approfondir les convergences avec les électeurs centristes, qui sont attachés aux valeurs républicaines de liberté, de tolérance et de justice sociale et qui ne peuvent se reconnaître dans le conservatisme flamboyant du gouvernement Chirac, appuyé sur les thèmes de la droite profonde. »

M. Juppé n'est pas un va-et-vient du libéralisme. — M. Alain Juppé (RPR), ministre délégué chargé du budget, a estimé, le vendredi 25 avril, pendant l'émission « Face à la 3 », sur FR 3, qu'une « marche progressive » est nécessaire pour la mise en œuvre du programme gouvernemental. Cette mise en œuvre suppose, selon lui, « courage et rupture » avec le socialisme, mais aussi « prudence ». « Nous ne sommes pas des va-et-vient du libéralisme », a-t-il souligné.

(Publié)

PLUTOT OUFINE - ECOLE DE COMMERCE - EN FRANCE
DIPLOME de BUSINESS aux USA
Dans une grande université de Californie ou de Floride. Durée 12 mois. Il faut avoir de 18 à 35 ans, niveau bac min. Stage anglais préalable si nécessaire. Doc. contre 5 timbres.
U.S.A.-French-Office, 57, rue Ch.-Lafitte, 92000 Neuilly. 47.22.94.94.

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

Les locaux d'American Express à Lyon sont détruits par une explosion

De notre correspondant régional

Lyon. — Une très violente explosion a détruit, samedi 26 avril, peu avant 4 heures du matin, les quatre derniers niveaux d'un immeuble de bureaux situé rue Servient, dans le quartier de La Part-Dieu, à Lyon. L'immeuble abrite notamment la délégation locale de l'agence bancaire américaine American Express et la banque La Héritière.

Selon les inscriptions retrouvées au sous-sol, c'est l'organisme américain qui semble être visé : « US go home », « American Express », « Control Data » étaient « bombés » en rouge sur les murs. Une autre « signature » pourrait accréditer l'hypothèse d'un plan terroriste concerté puisque la marque

Black et Decker apparaît moins de vingt-quatre heures après l'assassinat du président-directeur général de cette firme, M. Kenneth Marston, de nationalité britannique.

La déflagration, de très forte puissance, a blessé légèrement un voisin, touché par la projection d'un persienne. Les dégâts matériels sont très importants : l'engin explosif — dont les enquêteurs essaient de déterminer la nature — a, selon toute vraisemblance, été placé au sixième étage, à proximité d'une cage d'ascenseur, entièrement détruite. Vendredi, en fin de matinée, les membres du personnel d'American Express avaient reçu des menaces téléphoniques.

C. R.

L'ASSASSINAT DE M. KENNETH MARSTON

La piste « arabe » n'est pas la seule pour les enquêteurs lyonnais

De notre correspondant régional

Lyon. — Il ne faut privilégier aucune hypothèse et n'en écarter aucune. La déclaration d'un des enquêteurs lyonnais, vingt-quatre heures après l'assassinat de M. Kenneth Marston, président-directeur général des filiales France et Espagne de l'entreprise américaine Black et Decker, donne la mesure du désarroi des policiers et des gendarmes lyonnais. Le meurtre de M. Marston (le Monde du 26 avril) a certes été revendiqué par deux fois par des appels téléphoniques aux bureaux lyonnais de deux agences de presse : Reuter puis l'Agence France-Presse, à quelques minutes d'intervalle, au début de l'après-midi de vendredi. Mais le correspondant anonyme — dont la voix a pu être enregistrée sur une cassette — ne donnait aucune précision sur les circonstances matérielles du meurtre, commis le matin même à Ecully, dans la banlieue nord-ouest de Lyon.

Les données initiales de l'enquête sont simples : un homme seul, vêtu d'un blouson de cuir noir et le visage masqué par une cagoule, a fait feu à deux reprises sur M. Marston. Touché de près par deux balles tirées par un fusil à canon scélé, la victime de nationalité britannique — le PDG de la multinationale américaine était né à Birmingham le 2 décembre 1943 — avait, selon son voisinage, un mode de vie sans histoire.

En fin de compte, le travail des enquêteurs s'annonce difficile en raison de la minceur des indices, et malgré différents témoignages, faisant état de la fuite de l'assassin en voiture Renault 5.

CLAUDE REGENT.

LA SUITE DE LA PUBLICATION

21 avril d'un article intitulé « Action directe revendiquée l'attentat contre M. Guy Brana », vingt médecins, anciens condamnés, amis ou confrères du docteur Jacques Darmon, inculpé et écroué depuis le 18 avril, nous ont adressé une lettre que nous publions ci-dessous.

Monde s'en est d'ailleurs fait l'écho dans ses articles sur les médecins doux.

2) Le docteur Darmon a été sympathisant de l'extrême gauche dans les années 70, mais beaucoup d'autres l'ont été, même parmi les médecins et les journalistes. Sa « discrétion » actuelle vous semble un facteur aggravant et vous permet d'écrire « qu'il n'aurait pas déchoché » et d'insinuer son appartenance à l'action directe. S'agit-il de l'information ou de désinformation ?

[Cette lettre est signée par les docteurs Besse (radiologue), Bihan (psychiatre), Bijou (ophtalmologiste), Borras (anesthésiste-réanimateur), Coridan (généraliste), Coscas (pédiatre), Costa (pédiatre), Flory (aurologue), Fridman (gynécologue), Le Mar de l'Alzou (immunologiste), Liotier (généraliste), Mal (pneumologue), Mandopoulis (généraliste), Naiditch (oncologue), Novak (gynécologue), Plukwa (anesthésiste-réanimateur), Ract (chef de service en médecine interne), Spielvogel (anesthésiste-réanimateur), Squier (généraliste) et le professeur Marty (oncologue)].

LA SUITE DE LA PUBLICATION

21 avril d'un article intitulé « Action directe revendiquée l'attentat contre M. Guy Brana », vingt médecins, anciens condamnés, amis ou confrères du docteur Jacques Darmon, inculpé et écroué depuis le 18 avril, nous ont adressé une lettre que nous publions ci-dessous.

Sans préjuger des résultats de l'enquête et de l'instruction en cours, nous avons été choqués par les points suivants :

1) Le docteur Darmon est connu pour ses idées dans sa pratique médicale. Après un cursus universitaire habituel, il a exercé pendant trois ans la médecine générale, puis a diversifié son activité en pratiquant la psychothérapie, et ce jusqu'à son arrestation. Cette discipline médicale est enseignée dans certaines facultés et le journal le

Guernesey. Le royaume unique.

Information : BTA, 6 place Vendôme, 75001 Paris. Tél. : 42.96.35.32

Le Monde • Dimanche 27-Lundi 28 avril 1986 - Page 7

M. FRÉDÉRIC DU PONT, ELU DE 1936

Pas d'ennemis à droite

« J'ai entrepris une œuvre de sensibilisation générale », déclare M. Robert Pandraud, ministre délégué à la sécurité, dans une interview publiée, samedi 26 avril, par le Figaro. « Le terrorisme n'est pas seulement l'affaire des spécialistes. Chaque gendarme, chaque policier, doit se sentir concerné. Je dirais même chaque citoyen. Chaque citoyen doit avoir conscience que le terrorisme est une menace pour tous. »

M. Pandraud ajoute : « Il nous faut obtenir l'aide de tous les Français. Le combat mené est d'abord pour eux. Par exemple, nous n'avons pas découvert toutes les caches des terroristes arrêtés récemment. Leurs photos sont parues dans la presse. Je souhaite que ceux qui ont vu ces suspects ou croient les reconnaître en informent les forces de l'ordre. Ce n'est pas de la délation, mais de la défense sociale. »

« Le terrorisme interne existe. Principalement d'extrême gauche. Les opérations menées ces derniers jours et les arrestations effectuées nous montrent. On a, à cet effet, parlé de la « mouvance ». D'action directe, de ces milieux de l'extrême gauche composés de militants ou d'anciens militants qui peuvent, à l'occasion, faciliter, même de façon en apparence bénigne, les entreprises terroristes. L'opération conduite récemment dans les locaux de Radio-Mouvance indique clairement, que pour la police, il y aura désormais plus de sanctuaires. Car les terroristes ne sont pas seulement ceux qui passent à l'acte. Ces derniers, dans leur folie meurtrière, condamnable, font parfois cependant preuve d'une forme de courage, bien que leurs actes soient particulièrement lâches. Mais ceux qui les encouragent, les soutiennent, les financent dans l'ombre sont nuisibles et n'ont aucun courage. »

Terroriser le terrorisme, indique encore M. Pandraud, c'est aussi cela : s'attaquer aux réseaux de soutien, empêcher d'agir les porteurs de valise. Je le répète, il y aura plus de sanctuaires, quel que soit le niveau social et culturel des gens qui composent la « mouvance ». Toute personne favorisant la clandestinité des terroristes, leur apportant un soutien logistique effectif, les logant ou leur fournissant un alibi, sera poursuivie. »

« L'assassinat de M. Kenneth Marston, la piste « arabe » n'est pas la seule pour les enquêteurs lyonnais »

De notre correspondant régional

Lyon. — Il ne faut privilégier aucune hypothèse et n'en écarter aucune. La déclaration d'un des enquêteurs lyonnais, vingt-quatre heures après l'assassinat de M. Kenneth Marston, président-directeur général des filiales France et Espagne de l'entreprise américaine Black et Decker, donne la mesure du désarroi des policiers et des gendarmes lyonnais. Le meurtre de M. Marston (le Monde du 26 avril) a certes été revendiqué par deux fois par des appels téléphoniques aux bureaux lyonnais de deux agences de presse : Reuter puis l'Agence France-Presse, à quelques minutes d'intervalle, au début de l'après-midi de vendredi. Mais le correspondant anonyme — dont la voix a pu être enregistrée sur une cassette — ne donnait aucune précision sur les circonstances matérielles du meurtre, commis le matin même à Ecully, dans la banlieue nord-ouest de Lyon.

Les données initiales de l'enquête sont simples : un homme seul, vêtu d'un blouson de cuir noir et le visage masqué par une cagoule, a fait feu à deux reprises sur M. Marston. Touché de près par deux balles tirées par un fusil à canon scélé, la victime de nationalité britannique — le PDG de la multinationale américaine était né à Birmingham le 2 décembre 1943 — avait, selon son voisinage, un mode de vie sans histoire.

En fin de compte, le travail des enquêteurs s'annonce difficile en raison de la minceur des indices, et malgré différents témoignages, faisant état de la fuite de l'assassin en voiture Renault 5.

CLAUDE REGENT.

LA SUITE DE LA PUBLICATION

21 avril d'un article intitulé « Action directe revendiquée l'attentat contre M. Guy Brana », vingt médecins, anciens condamnés, amis ou confrères du docteur Jacques Darmon, inculpé et écroué depuis le 18 avril, nous ont adressé une lettre que nous publions ci-dessous.

Monde s'en est d'ailleurs fait l'écho dans ses articles sur les médecins doux.

2) Le docteur Darmon a été sympathisant de l'extrême gauche dans les années 70, mais beaucoup d'autres l'ont été, même parmi les médecins et les journalistes. Sa « discrétion » actuelle vous semble un facteur aggravant et vous permet d'écrire « qu'il n'aurait pas déchoché » et d'insinuer son appartenance à l'action directe. S'agit-il de l'information ou de désinformation ?

[Cette lettre est signée par les docteurs Besse (radiologue), Bihan (psychiatre), Bijou (ophtalmologiste), Borras (anesthésiste-réanimateur), Coridan (généraliste), Coscas (pédiatre), Costa (pédiatre), Flory (aurologue), Fridman (gynécologue), Le Mar de l'Alzou (immunologiste), Liotier (généraliste), Mal (pneumologue), Mandopoulis (généraliste), Naiditch (oncologue), Novak (gynécologue), Plukwa (anesthésiste-réanimateur), Ract (chef de service en médecine interne), Spielvogel (anesthésiste-réanimateur), Squier (généraliste) et le professeur Marty (oncologue)].

LA SUITE DE LA PUBLICATION

21 avril d'un article intitulé « Action directe revendiquée l'attentat contre M. Guy Brana », vingt médecins, anciens condamnés, amis ou confrères du docteur Jacques Darmon, inculpé et écroué depuis le 18 avril, nous ont adressé une lettre que nous publions ci-dessous.

Sans préjuger des résultats de l'enquête et de l'instruction en cours, nous avons été choqués par les points suivants :

1) Le docteur Darmon est connu pour ses idées dans sa pratique médicale. Après un cursus universitaire habituel, il a exercé pendant trois ans la médecine générale, puis a diversifié son activité en pratiquant la psychothérapie, et ce jusqu'à son arrestation. Cette discipline médicale est enseignée dans certaines facultés et le journal le

Guernesey. Le royaume unique.

Information : BTA, 6 place Vendôme, 75001 Paris. Tél. : 42.96.35.32

Le Monde • Dimanche 27-Lundi 28 avril 1986 - Page 7

Étranger

RFA

DÉCOUVERTE TARDIVE D'UNE « BAVURE »

En 1978, le gouvernement avait organisé un faux attentat pour infiltrer les milieux terroristes

De notre correspondant

Bonn. — Le célèbre commando anti-terroriste ouest-allemand GSG 9 avait simulé en 1978 un attentat à l'explosif, qui avait partiellement détruit le mur d'enceinte de la prison de Celle, en Basse-Saxe, pour infiltrer un agent dans les milieux terroristes. Cet attentat, qui avait à l'époque été imputé par la police à l'extrême gauche, avait été en fait approuvé par les autorités de Basse-Saxe et par le gouvernement fédéral, dont dépend le GSG 9.

Révisé le vendredi 25 avril par un journal de Hanovre et confirmé par le ministre-président M. Ernst Albrecht (CDU), la nouvelle a relancé en Basse-Saxe une vieille polémique sur les méthodes employées par le Verfassungsschutz local (équivalent des RG) pour combattre la criminalité et le terrorisme. Elle a provoqué des réactions indignées à gauche. Le Parti social-démocrate, qui était pourtant au pouvoir à Bonn à l'époque des faits, a demandé la convocation de la commission des affaires intérieures du Bundestag. Quant aux Verts, ils ont porté plainte pour destruction de bien public contre M. Albrecht, l'ancien chancelier social-démocrate M. Helmut Schmidt et son ministre de l'Intérieur d'alors, le libéral M. Gerhard Baum.

Contrairement à ces deux derniers, qui affirment n'avoir été mis au courant de rien, le ministre-président de Basse-Saxe a défendu l'opération en affirmant que le GSG-9 avait agi avec l'accord de Hanovre aussi bien que de Bonn. « Chacun sait naturellement, a-t-il dit, que pour pouvoir infiltrer les milieux terroristes, la personne en question doit faire ses preuves par des actes ».

C'est ainsi qu'est née l'idée de simuler un attentat contre la prison de Celle. Le gouvernement du Land, le gouvernement fédéral et le gouvernement de Basse-Saxe ont pris ensemble cette grande responsabilité. J'assume pleinement cette responsabilité.

L'explosion, qui n'avait fait aucune victime, avait ouvert une brèche dans le mur d'enceinte de la prison. Pour compléter la mise en scène, le GSG-9 avait placé à proximité, au bord d'un canal, un canot pneumatique dégonflé, qui devait théoriquement servir aux prétendus candidats à l'évasion. Deux terroristes étaient alors dans la prison, Sigmond Debus et Ronald Augustin. L'opération était destinée à faciliter l'entrée en contact avec eux d'un repris de justice, condamné à dix ans de prison, qui avait accepté de collaborer avec la police en échange d'une remise de peine.

Selon les autorités de Basse-Saxe, cette opération a permis d'obtenir de précieux renseignements sur le mouvement terroriste et de prévenir d'autres attentats. En revanche, l'agent ne serait jamais parvenu à approcher le véritable moyen dur de la RFA. « On doit se rappeler dans quelle situation nous nous trouvions », a déclaré l'ancien ministre de l'Intérieur de Basse-Saxe. Il y avait des menaces sérieuses, des faits graves, comme l'assassinat de Hans-Martin Schleyer [chef du patronat ouest-allemand, assassiné en 1977]. Les gens exigent des actes, des résultats. « J'avais approuvé le projet, a-t-il ajouté, il était clair que ce ne serait pas sans problème, mais cela m'apparaissait nécessaire ».

HENRI DE BRESSON.

Espagne

Malgré l'attentat de Madrid

LES NÉGOCIATIONS SE POURSUIVENT AU PAYS BASQUE ENTRE NATIONALISTES ET INDÉPENDANTISTES

Bergara (AFP). — L'explosion de la voiture piégée qui a tué cinq gardes civils et blessé six personnes a été le premier point à l'ordre du jour d'une réunion du Parti nationaliste basque (PNV) au pouvoir au Pays basque espagnol avec la coalition indépendantiste Herri Batasuna (proche de l'ETA-militaire). Les principaux dirigeants de ces deux organisations, M. Xavier Arzalluis, président du PNV, entouré des dirigeants des conseils provinciaux de cette formation, ainsi que les membres de la direction de Herri Batasuna, avec notamment MM. Txomin Zulaiga, Iñaki Etxebarria et Jon Idigoras, participaient à cette réunion, qui a commencé peu après l'attentat sanglant de Madrid.

Cet attentat, qui n'était pas encore revendiqué samedi 26 avril, a été attribué au « commando Espagne » de l'ETA-militaire par la police madrilène. Les participants à la réunion ont pris la précaution de souligner, au cours d'une conférence de presse tenue avant de se séparer, que l'ETA-militaire n'était pas représentée à leur séance de travail.

Commentant l'attentat perpétré à Madrid, le président Arzalluis a qualifié d'« infamie » le soulèvement indépendantiste qu'il avait ressenti comme un coup dur, mais que la réunion avait décidé de poursuivre les conversations, en dépit des actes de violence, puisque aucune condition préalable n'avait été imposée pour qu'elles aient lieu entre toutes les forces politiques ».

■ M. Aquino invitée aux Etats-Unis. — Au cours de son premier entretien téléphonique avec le président des Philippines (le Monde du 26 avril), M. Reagan l'a officiellement invitée à se rendre aux Etats-Unis. — (AFP.)

■ Condamnations en Thaïlande. — Deux membres du PC thaïlandais (interdit) ont été condamnés, le vendredi 25 avril, à douze ans de prison par un tribunal militaire de Bangkok, à l'issue d'un procès qui a duré presque trois ans. M. Damri Rangasuthan, âgé de soixante-trois ans, était accusé d'appartenir au bureau politique du PCT et de subversion. M. Prakhob Thongthuang, âgé de vingt-huit ans, était accusé d'appartenir à la Ligue démocratique et libre de la jeunesse de Thaïlande, organisation créée par le PCT. Les deux accusés ont reconnu leur appartenance au PC clandestin. Leur peine a été ramenée par le tribunal à huit ans en raison de leur coopération. — (AFP.)

URSS

NOMMÉ AMBASSADEUR A LONDRES

M. Zamiatine est écarté en douceur

De notre correspondant

Moscou. — M. Gorbatchev s'est débarrassé en douceur du porte-parole sans doute le plus « contre-productif » que le Kremlin ait connu depuis la seconde guerre mondiale. L'agence Tass a en effet annoncé, le vendredi 25 avril dans la soirée, que M. Leonid Zamiatine avait été nommé ambassadeur en Grande-Bretagne. Ce n'est pas une véritable sanction. Ce n'est pas non plus une promotion pour l'homme que Leonid Brejnev avait désigné en 1978 à la tête du département de l'information internationale du comité central, recruté pour l'occasion, et qui avait conservé cahin-caha cette fonction sous Iouri Andropov.

Pays-Bas

LA RÉVOLUTION DES RÉFUGIÉS TAMOULS

(De notre correspondant.)

Amsterdam. — Des centaines de réfugiés tamouls venant de Sri Lanka, exaspérés par le refus des autorités néerlandaises de les traiter comme les autres demandeurs d'asile, ont défilé cinq centres d'accueil dans l'est du pays où ils avaient été hébergés il y a plus d'un an. Deux bâtiments ont été incendiés par leurs occupants et les autres centres endommagés et rendus inutilisables.

Des scènes de violence se sont déroulées dans la soirée du mercredi 23 avril, après que le ministre du Bien-être social, M. Eelco Brinkman, ait refusé de revenir sur les décisions prises à l'encontre des Tamouls. Ceux-ci, contrairement à d'autres réfugiés, ne reçoivent pas d'allocations. De plus, ils ne sont pas libres de leurs mouvements et il leur est interdit de chercher un travail rémunéré. L'Etat prend en charge leur logement et leur nourriture.

Le gouvernement de centre-droite, en prenant ces mesures restrictives après l'arrivée de plus de trois mille Tamouls il y a un an, comptait ainsi dissuader ces réfugiés de s'installer aux Pays-Bas. Depuis lors, un grand nombre d'entre eux sont partis vers d'autres pays européens. Il en reste un millier, dont très peu peuvent espérer obtenir le statut de réfugié politique. Le gouvernement estime, en effet, que la majorité des Tamouls ont émigré pour des motifs économiques.

R. T. S.

DOMINIQUE DHOMBRES.

La continuité francophone

Le « comité du suivi » créé en février à Paris en conclusion du premier sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays utilisant le français s'est réuni pour la première fois, dans la capitale, jeudi 24 avril. Cet organe, qui est animé par l'ambassadeur Jacques Leprette et qui comporte onze membres (Burundi, Cameroun, Comores, France, Liban, Mali, Maroc, Québec, Sénégal, Wallonie-Bruxelles, Zaïre), devrait à l'avenir se réunir à Paris une fois par mois.

S'il est un domaine où la cohésion politique va de soi, c'est bien la francophonie. M. Mitterrand l'avait manifesté bien avant la lettre en nommant, dès 1984, l'essayiste gaulliste Philippe de Saint Robert à la tête du Commissariat général de la langue française. En février 1986, sans doute frustré de ne pouvoir participer au sommet francophone, M. Chirac avait mis les petits plats dans les grands pour recevoir ses participants à la mairie de Paris.

Plusieurs délégués avaient alors, en privé, corrigé les dirigeants français, socialistes ou néo-gaullistes, de maintenir la francophonie au-dessus des affrontements politiques hexagonaux. La réunion à Paris, cinq semaines après le changement de majorité parlementaire, du comité du suivi chargé de veiller à la mise en pratique de la trinité de décisions prises par le sommet (le Monde du 21 février) confirme qu'il y a volonté de continuité dans la voie déployée par les « états généraux » que M. Mitterrand convoque à Paris.

D'aucuns trouveront qu'il y a aussi volonté d'innover, puisque le gouvernement Chirac comprend, au bénéfice de l'élu gaulliste de choc qu'est M. Lucette Michaux-Chenry, cette nouveauté qu'est le secrétaire d'Etat à la francophonie, au sein placé sous l'autorité directe de Mitterrand. Sur cette

nouvelle structure ministérielle il convient pourtant de rester circonspect, les attributions exactes de M. Michaux-Chenry n'ayant toujours pas été publiquement définies un mois après sa nomination, pas plus que l'enveloppe financière de son département.

Au-delà de ces contingences, le comité du suivi a donc examiné jeudi les dossiers les plus avancés : aide aux frais d'écologie dans les établissements français de l'étranger, institution d'un bac valable dans toute l'aire francophone, appel à des experts (non encore nommés) en matière d'industries culturelles, linguistique, audiovisuelle, etc. Il avait également été indiqué officieusement, avant la réunion, que la création d'une banque d'images francophones devait être prioritaire, près des 100 % de ce marché étant à présent monopolisés par les Anglo-Américains.

Enfin, l'Agence de coopération culturelle et technique, qui regroupe, à Paris, quarante pays francophones et qui avait été un peu tonne à l'écart du sommet, a décidé, à l'instigation de son nouveau secrétaire général, M. Okumba d'Okouatsagué (Gabon), de réunir avant la fin 1986 sa conférence générale, sans doute pour rattraper le train en marche.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

A travers le monde

ÉTATS-UNIS

Kurt Waldheim interdit de séjour ?

Washington. — Le Bureau des enquêtes spéciales (OSI) du département américain de la justice a recommandé que Kurt Waldheim soit interdit d'accès aux Etats-Unis parce que ses déclarations sur son passé « manquent de crédibilité », ont indiqué, le vendredi 25 avril, des responsables américains qui ont demandé à conserver l'anonymat. Le département de la justice tente de déterminer, avec les dossiers dont il dispose, si les accusations de crimes de guerre portées contre Kurt Waldheim sont suffisamment fondées pour justifier une interdiction d'entrée aux Etats-Unis, comme la loi le stipule pour les criminels de guerre. M. Neal Sher, responsable de l'OSI, qui a pris connaissance des dossiers de l'ONU et du Congrès juif mondial (CJM) sur le passé de Kurt Waldheim, indique que ce dernier « était un officier d'état-major pour des missions spéciales dans le domaine de l'espionnage et du contre-espionnage ». L'ancien secrétaire général de l'ONU, qui est toujours candidat à l'élection à la présidence de la République autrichienne du 4 mai prochain, a démenti ces allégations, affirmant qu'il se trouvait bien dans l'armée allemande dans les Balkans, mais à aucun poste de responsabilité. — (AFP.)

POLOGNE

L'opposition ne pourra pas manifester le 1^{er} mai

Varsovie. — La municipalité de Varsovie a interdit à l'opposition démocratique polonaise d'organiser une manifestation à l'occasion du 1^{er} mai et l'a menacée de « sanctions ». Un comité ad hoc d'organisation des cérémonies du 1^{er} mai, créé par l'opposition, avait, pour la première fois depuis 1981, demandé officiellement à la municipalité, mardi dernier, l'autorisation d'organiser une manifestation le 1^{er} mai (le Monde du 25 avril). Les membres du comité convoqués jeudi à la municipalité se sont entendus à dire que « les slogans prévus [en faveur du syndicat interdit de M. Lech Walesa] pour cette manifestation pouvaient représenter un danger pour la sécurité [de la population] et l'ordre public ». Il leur a été ensuite signifié que « la non-respect de l'interdiction entraînera des sanctions prévues par la loi ». — (AFP.)

URSS

Condamnation de dissidents

Deux dissidents soviétiques, le chimiste Kyrill Popov, trente-trois ans, et l'informaticien Sergueï Khodorovitch, quarante-quatre ans, ont été récemment condamnés à de lourdes peines d'internement, a annoncé la Société internationale des droits de l'homme (IGFM), basée à Francfort. Selon l'IGFM, M. Popov, catholique de Moscou et membre du Groupe pour l'instauration de la confiance entre l'URSS et les Etats-Unis, a été condamné à six ans de camp de régime sévère et cinq ans de rélegation pour « propagande antisoviétique ». M. Popov était soumis depuis 1977 à des traitements psychiatriques forcés. M. Khodorovitch, ingénieur IGFM, a vu sa première peine de trois ans d'internement prolongée de trois années supplémentaires, le 15 avril dernier, pour « déobéissance au personnel du camp ». Il avait été condamné pour son soutien au Fonds d'aide pour les prisonniers et leurs familles, et interné à Norilsk (nord de la Sibirie). — (AFP.)

[Sergueï Khodorovitch a été victime du nouvel article de code pénal qui donne à l'administration des camps le pouvoir discrétionnaire de renouveler les condamnations des prisonniers à l'expiration de leur première peine.]

SOUDAN

Les rebelles sudistes refusent de participer au gouvernement

Addis-Abeba. — Les rebelles sudistes de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) ont rejeté, le vendredi 25 avril, une offre de participation à un gouvernement soudanais d'union nationale venue de l'Oumma, le parti centriste arrivé en tête aux élections du début du mois. A l'issue de deux jours de pourparlers entre les deux parties à Addis-Abeba, le commandant Arkon Arok, membre du haut commandement de l'APLS, a estimé que l'offre de l'Oumma revenait à « mettre la charrue devant les bœufs ». Il a déclaré que son mouvement insistait toujours pour qu'une conférence nationale constituante se tienne en juin à Khartoum afin de nommer un gouvernement intérimaire en prélude à une nouvelle consultation populaire. L'APLS a boycotté les élections à l'Assemblée nationale de Sadek Al Mahdi et a retrouvé sa place de première formation politique soudanaise avec quatre-vingt-dix-neuf élus sur trois cent. Le scrutin a cependant dû être reporté dans trente-sept des soixante-huit circonscriptions du sud du pays, en raison des activités du mouvement rebelle. Le projet de conférence nationale a fait l'objet d'un accord signé le mois dernier à Koka, au nord d'Addis-Abeba, entre l'APLS et l'Alliance nationale, coalition de partis et de syndicats proche du pouvoir de Khartoum. De nouvelles négociations sur ce sujet sont prévues en mai, toujours en Ethiopie. Le commandant Arok a reproché aux propositions de l'Oumma de s'éloigner de l'esprit de l'accord de Koka. — (Reuters.)

TUNISIE

Une condamnation de M. Achour confirmée en appel

La cour d'appel de Tunis a confirmé la condamnation en première instance de M. Habib Achour, ancien secrétaire général de l'Union générale des travailleurs tunisiens, à un an de prison, a-t-on appris le vendredi 25 avril à Tunis. Cette peine avait été réduite à huit mois par la cour d'appel de Sfax, statuant dans la première phase d'une procédure complexe (le Monde du 31 janvier). M. Achour a d'autre part été condamné à deux ans de prison le 5 avril pour une autre affaire. Dans un communiqué publié vendredi, la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) proteste contre les différentes condamnations de M. Achour et affirme « sa solidarité ». On apprend d'autre part qu'un grand nombre des jeunes gens interpellés il y a quelques jours sur le campus ou dans la cité universitaire de Tunis ont été relâchés après contrôle d'identité. D'autres, des suspects, seraient incorporés autoritairement. M. Wassel Bourguiba, dont les relations avec le chef de l'Etat sont tendues depuis quelques mois (le Monde des 19-20 janvier), a quitté Tunis jeudi pour la France, où elle aurait besoin de recevoir des soins médicaux.

CHINE

Musulmane

Le 25 avril, l'armée chinoise a lancé une offensive contre les forces musulmanes de la région de Xinjiang. Les combats ont fait au moins 100 morts et 500 blessés. Les autorités chinoises ont déclaré que les forces musulmanes ont commis des crimes de guerre.

Les forces musulmanes ont déclaré que les autorités chinoises ont commis des crimes de guerre. Elles ont demandé la libération des prisonniers et la fin de l'occupation chinoise.

Les forces musulmanes ont déclaré que les autorités chinoises ont commis des crimes de guerre. Elles ont demandé la libération des prisonniers et la fin de l'occupation chinoise.

Les forces musulmanes ont déclaré que les autorités chinoises ont commis des crimes de guerre. Elles ont demandé la libération des prisonniers et la fin de l'occupation chinoise.

Les forces musulmanes ont déclaré que les autorités chinoises ont commis des crimes de guerre. Elles ont demandé la libération des prisonniers et la fin de l'occupation chinoise.

BELGIQUE

Cette bonne

Le conflit linguistique a fait moins parler de lui, dans la mesure où, en fin de compte, il a cessé de dominer la Belgique de papier, et aussi d'actualité.

Les étudiants et professeurs francophones sont satisfaits pour leurs études.

De notre correspondant

L'Université de Louvain est une ville de poudingue, où l'on peut se sentir à l'aise, quel que soit le dialecte que l'on parle.

Le 25 avril, l'armée chinoise a lancé une offensive contre les forces musulmanes de la région de Xinjiang. Les combats ont fait au moins 100 morts et 500 blessés.

Etat d'enfance



Tirage noir et blanc de Lucie Radochowska.

C'est sur la jolie place nette et carrée du Marché-Sainte-Catherine que Jean-Pierre Lambert, ancien technicien en bâtiment, a eu l'idée d'ouvrir une galerie dans un boyau exigü constituant de trois pièces successives dont la première fait office aussi de librairie.

Depuis presque deux ans, son projet est clair : découvrir des photographes voguant sous pavillon de la recherche de manière aussi électorale que José Théry, le tireur Philippe Salatin, Mikael Levin et, tout récemment, Jean-François Malanoud.

Discret, tenace, mordu, Lambert en veut. Il propose actuellement 25 tirages noir et blanc de Lucie Radochowska, Belge d'origine polonaise, captive par les enfants de huit ou neuf ans l'âge où elle a dû quitter son pays d'origine.

C'est à travers le babil de nourrissons sautillant dans les sous-bois, que l'on se sent guère à voir accrochés sur un mur et qui pourtant n'ont pas été conçus pour être collés dans les pages d'un album de famille, qu'elle se remémore les échos du passé.

Il n'y a rien de spectaculaire dans ces clichés simples et sans histoire. Seulement des frimousses non encore façonnées par la vie. Toutes prises en plein air, ces photos sont sans intrigue et sans mystère, mais il est permis d'entrevoir ici et là un tremblement imperceptible, une face voi-

lée on, au second plan, un éclat d'eau qui perce de son jaillissement la surface trop calme d'un étang comme pour s'assurer par l'immobilité, l'attente et le silence, que le malheur ne pourra plus jamais resurgir.

PATRICK ROEGERS.

* Lucie Radochowska, photographes, galerie Jean-Pierre Lambert, 3, place du Marché-Sainte-Catherine, Paris 4, métro Saint-Paul, jusqu'au 17 mai.

Plans-reliefs : la guerre continue

Les plans-reliefs retourneront aux invalides. Le secrétaire d'Etat à la culture, M. Philippe de Villiers, l'a annoncé vendredi au cours d'une conférence de presse. Aux 3 800 m² existant auparavant, il sera immédiatement adjoint une surface de 2 400 m² grâce à l'aménagement des combles de la chapelle et de la galerie Fouchery. D'ici à deux ans, 1 800 m² supplémentaires seront récupérés sur des locaux administratifs actuellement occupés par le ministère des armées. « Le musée des plans-reliefs », a précisé M. Philippe de Villiers, doit ainsi devenir le premier musée mondial des villes-maquettes. « Il a confié à M. Christian Patten, chargé de mission à l'inspection générale de l'administration des affaires culturelles, le soin de réaliser ce projet. Ce dernier envisage de présenter l'ensemble des maquettes à travers une « promenade-spectacle » mise en scène grâce aux technologies sonores et visuelles les plus récentes. En fin de matinée, M. Jack Lang réunissait à son tour la presse pour

M. MARCEL LANDOWSKI EST CHARGÉ DE MISSION POUR LES ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES

M. Marcel Landowski vient de se voir confier par M. Jacques Chirac une mission de réflexion sur la promotion des enseignements artistiques dans le système scolaire. Lors de la cérémonie pour le soixantième anniversaire de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (FPEP), qu'il présidait, le premier ministre a dénoncé la « dégradation continue » des enseignements artistiques à l'école, ajoutant que « tout, dans ce domaine, est à repenser : les horaires, le nombre d'enseignants à former, mais aussi les problèmes pédagogiques de ces enseignements, l'interprétation des disciplines artistiques et des autres, les moyens de former le sens esthétique ».

M. Landowski peut être considéré comme un expert en la matière. Après avoir été directeur de la musique (1970-1974) et avant de devenir « M. musique » à l'Hôtel de Ville de Paris, il avait été nommé inspecteur général chargé des enseignements artistiques au ministère de l'Éducation sous M. Habib. Rappelons que l'enseignement artistique dans les établissements scolaires est l'un des chevaux de bataille de l'actuel directeur de la musique, M. Maurice Fleuret, dont les anciennes divergences avec M. Marcel Landowski sont bien connues.

« AMPHITRYON », de Kleist

Molière pris en traître

La fable d'*Amphitryon* est universellement connue. Le dieu Jupiter, pour tenir une nuit dans ses bras Alcène, l'épouse du général en chef des Thébains Amphitryon, emprunte l'aspect physique d'Amphitryon, absent cette nuit-là parce qu'il conduit une bataille. Jupiter est accompagné de Mercure, lequel emprunte, lui, l'aspect de Sosie, l'ordonnance d'Amphitryon.

La pièce de Molière qui, s'appuyant sur une comédie de Plaute, reprend cette fable est de toute beauté. A l'encontre d'un jugement souvent exprimé, c'est une pièce très sombre, l'œuvre d'un grand mélancolique qui cache son

Amphitryon du poète romantique allemand Heinrich von Kleist.

Kleist, pour une grande part, traduit en allemand le texte de Molière. Sur les vingt et une scènes de l'*Amphitryon* de Molière, quinze sont adaptées quasiment telles quelles, mis à part quelques détails minimes qui, retraduits en français, ne sont pas toujours heureux.

Mais, en même temps, l'œuvre de Kleist n'a rien de commun avec celle de Molière. Ce qui a fasciné Kleist, dans cette fable, c'est le dieu, ce sont des attributs métaphysiques du dieu, c'est l'étendue de sa puissance.

La pièce de Kleist se structure entièrement autour d'une scène au cours de laquelle Jupiter se fait reconnaître par Alcène. Cette scène, très longue, est magnifique. Dans le for intérieur d'Alcène, puis plus tard d'Amphitryon, nous retrouvons les débats de conscience, les illuminations, les tentatives de fuite par évitement, qui figurent dans l'âme du prince de Homberg. Et, de même que le prince de Homberg, par discipline germanique, insiste pour être fustigé, Amphitryon se plie au pouvoir absolu du dieu, rayonne de fierté et de joie de lui avoir « consacré » sa femme. Attitude évidemment impensable

chez Molière, qui, par sa pièce, tenait à hasarder une critique mi-fugitive mi-râle des abus de séduction du roi.

Il faut savoir gré à Michel Dubois d'avoir eu la bravoure de monter l'*Amphitryon* de Kleist. Sa mise en scène, sans faste excessif, a des moments de beauté, dans la mesure où les costumes allemands, bien dessinés et colorés, s'inscrivent fermement dans la lumière, si bien que les protagonistes atteignent une valeur de signes sensibles et spirituels qui s'accroît à la poésie si particulière de Kleist. La traduction française de Henri-Alexis Baatsch est fidèle, un peu pâle. Ce spectacle est pourtant un échec, de par les options trop désinvoltes des comédiens : Alcène (Claire Wauthion) devient une midinette parisienne de l'époque de Marcel Proust ; Amphitryon (Jean-Pierre Bago) devient un matamore qui sort de voir *Rambo* au cinéma ; Jupiter (Gérard Chailou) a un côté bon chien-chien nourri. Seul Jean-Pierre Dubois (Mercure) manifeste l'aisance de style, l'élévation d'esprit, propres à la nature poétique et philosophique de Kleist.

MICHEL COURNOT.

* Maison des Arts de Créteil, 20 à 30.

AU MUSÉE MARMOTTAN

La collection d'un mécène

M^{me} Lila Acheson Wallace est une philanthrope connue en n'en trouve qu'aux États-Unis. Aucun secteur n'a échappé à sa bienfaisance. Elle en avait les moyens. Cette fille de pasteur a fondé, en 1922, avec son mari, le célèbre *Reader's Digest*, qui diffuse dans le monde entier, à trente millions d'exemplaires et en dix-sept langues, une vision condensée du rêve américain.

Au cours de sa longue existence — elle est morte en 1984 à l'âge de quatre-vingt-quatre ans — elle a dépensé plus de 60 millions de dollars en œuvres diverses. Qu'il s'agisse de sauver les temples égyptiens d'Abou-Simbel, de construire un refuge ou une aire de pique-nique dans un parc national, de financer un YMCA pour les ouvriers de Minneapolis, de renflouer les hôpitaux presbytériens de l'État de New York, de construire une nouvelle ville pour le zoo du Bronx ou d'acquiescer en fleurs fraîches le hall du Metropolitan Museum, M^{me} Wallace était toujours prête à sortir son carnet de chèques.

A la fin de sa vie, sa passion des fleurs et des jardins l'a conduite à verser 2 millions de dollars pour la rénovation de la maison et du parc de Monet à Giverny. Une corde manquait à son arc : celle de l'art. Elle commença à combler cette lacune au lendemain de la guerre, et plus encore à partir de 1960. En une vingtaine d'années, elle acquit quelque trois mille œuvres, acquiescentement de la Fondation du Reader's Digest. Aujourd'hui, trente-six d'entre elles sont présentées au musée Marmottan.

Son choix, nous dit-on, n'a dépendu que de son goût personnel. On pouvait, sans préjugé, le redouter un brin, l'art et les bons sentiments ne faisant pas nécessairement bon ménage. Les mauvais esprits seront déçus. Ce qui est exposé ici est largement du niveau de ce que l'on peut voir dans les grands musées. Bien sûr, ce sont les impressionnistes qui ont, avant tout, retenu son attention : à commencer par Monet (à cause des fleurs ?) et Degas, celui des danseuses (autre hobby de M^{me} Wallace, la compagnie des ballets Graham a d'ailleurs bénéficié de sa main). Du premier est présenté un tableau de *Nymphes* que le mécène — une photo le montre — avait accroché dans sa salle à manger, et d'éblouissants *Printemps en fleur* ; du second, deux très beaux pastels. Parmi les autres chefs-d'œuvre, il faut citer le *Paysage à l'estuaire de Cézanne*, les *Chaises de Jargus*, un petit Van

Gogh aux tonalités claires, une charmante *Jeune fille allant au conservatoire*, de Renoir, une *Chairière de Seurat* avant le divisionnisme...

M^{me} Wallace ne s'est pas aventurée très loin dans le vingtième siècle. Un gros bouquet de tournesols, naïfiste et apprécié, par Braque ; deux *Vuillards* quelconques, un Matisse splendide ; des fleurs, encore, qui se détachent sur un miroir au noir profond. Un Bonnard aux couleurs vénéneuses. Elle a choisi un beau Chagall de 1939 : *Les Trois Bougies*, avec deux amoureux flottant sur un tapis rouge. Un Soutine, comme l'aiment les Américains, assez peu expressionniste.

Une sculpture de Picasso, la tête de jeune homme coiffée d'une marotte, de 1905. Aussi est-on presque surpris de voir figurer dans la collection l'humaine et célèbre *Forêt* de Giacometti.

Naturellement, les salles où sont les œuvres acquises par M^{me} Wallace ont été restaurées grâce à la générosité de la Fondation du Reader's Digest.

EMMANUEL DE ROUX.

* Chefs-d'œuvre de la collection du Reader's Digest, musée Marmottan, 2, rue Louis-Boilly, 75016 Paris, jusqu'au 11 mai.

PLASTIC BERTRAND

La vraie voix

Je l'jure !, le dernier maxi 45 tours de Plastic Bertrand, sort à Paris. Chez les « branchés-musique » de Bruxelles, ce cri du cœur suscite quelques ricanements amicaux. Pour beaucoup d'entre eux, en effet, témoins directs ou indirects, Plastic Bertrand — né en 1949 dans la capitale belge sous le nom de Roger Jourat — n'aurait jamais enregistré *Ce piano pour moi*, qui l'a fait connaître (six millions d'exemplaires vendus). Au départ, une double farce (acroscopie ?) concoctée par un autre Belge, Francis de Pricks. Aussi noir que « Plastic » est blond, il chante déjà sous deux pseudonymes une musique qu'il qualifie lui-même de « kitchness ». On l'écoute en la jette ! Avec *Lou and Hollywood Bananas* et *I was Man Sound*, il a, à son actif, quelques beaux succès. N'a-t-il pas été numéro un pendant vingt-six semaines au Mexique — avec une chanson portugaise ?

En 1975, raconte Francis de Pricks, alias Lou, avec deux amis musiciens nous nous sommes amusés à plagier les Sex Pistols et Johnny Rotten, mais en français. D'où *Ce piano pour moi*. Une firme de disques n'a pas trouvé ça si mauvais et a voulu le commercialiser. Sous quel nom ? Moi, j'étais déjà « pris » par deux pseudos, et en plus je n'avais pas le look « néo-punk » qu'il fallait. Alors j'ai cherché. Et puis Jourat est arrivé. Il convenait

parfaitement. « Plastic Bertrand » était né... Et ça a marché. Pour la télé avec un bon play-back, dans les concerts avec une bonne sono et un bon mélange, le public n'y voyait que du feu. Si j'avais su, peut-être que j'aurais signé le disque moi-même.

Le duo va continuer encore quelque temps. Puis ce sera le divorce, aux torts réciproques, et Plastic Bertrand volera alors de ses propres ailes. Seuls les spécialistes apprécieront la différence. A tel point que, en 1985, Lou — cette fois sous le nom de « Searlet » — et Plastic Bertrand enregistreront la même chanson, *Gueule d'amour*, à quelques semaines d'intervalle. Qui est le vrai ? Lou, semble-t-il. Mais Plastic peut être acquiescé au bénéfice du doute.

Le temps a passé. C'est une vieille histoire. Lou m'a piqué mes bandes. Et, jolou, raconte n'importe quoi, déclare Plastic. Aujourd'hui, Lou perséiste et signe tout en s'occupant de sa dernière création, la superbe *Viktor Lazlo*, une quatorzième franco-belge qui vient de recevoir son premier disque d'or. Sha. Apparemment, tout indique que c'est elle et non Lou qui chante à l'heure à Plastic. Il jure dans son dernier disque qu'il dit rien que la vérité, toute la vérité.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

ALBERT SARFATI présentera, du 27 septembre au 27 octobre 1986

au PALAIS DES CONGRÈS

le « BOLCHOI BALLET »

direction YOUNG GRIGOROVITCH

accompagné par l'ORCHESTRE SYMPHONIQUE DU BOLCHOI

Trois programmes différents :

L'AGE D'OR - RAYMONDA - GISELE - MOZART-SALIERI

Location par correspondance : BALLET DU BOLCHOI, BP n° 7

Palais des Congrès, Porte Maillot, 75017 Paris - Réservations : 47-58-14-94

Location aux caisses à partir de 5 m. Palais des Congrès

Porte Maillot, 75017 Paris, ainsi que FNAC et agents.

COMMUNICATION

LE MARCHÉ INTERNATIONAL DES PROGRAMMES DE TÉLÉVISION

L'Europe des clubs

De notre envoyé spécial

Cannes. — « Sommes-nous capables de faire ensemble autre chose que deux guerres mondiales ? » La boutade de Patrick Drowgole, responsable de la chaîne privée britannique de Bristol, résume bien le défi posé aux professionnels de la télévision européenne : celui de la coproduction. Depuis quelques années, les chaînes du Vieux Continent cherchent à financer en commun de grandes séries de fictions ou des documentaires pour concurrencer les programmes américains. Mais la pratique est complexe. Faut-il partager la création artistique au prorata du financement ? Les acteurs français et italiens, dirigés par un metteur en scène britannique sur un scénario allemand, accouchent rarement d'un résultat satisfaisant. Faut-il alors, comme le faisait Pierre Desgraupes, substituer à ces cocktails dangereux des accords de réciprocité ? La solution se révèle à la longue boiteuse : ravies de pouvoir montrer leurs propres projets avec l'aide de leurs partenaires étrangers, les chaînes se font tirer l'oreille dès qu'il s'agit de financer et de diffuser des émissions qu'elles n'ont pas contrôlées.

Pour produire des œuvres homogènes qui donnent satisfaction à tous les publics, les professionnels de la télévision préfèrent aujourd'hui la formule du club. Une structure plus souple, qui sélectionne des projets, tente de faire travailler ensemble des scénaristes de plusieurs nationalités, finance la réalisation d'un pilote. Si le résultat emporte l'adhésion, la coproduction financière peut se mettre en place entre pays intéressés. Le premier club a été fondé l'an dernier par des télévisions publiques. Antenne 2 y cotoie les chaînes italiennes, suisses, autrichiennes

ainsi que la ZDF allemande et la britannique Channel Four. Le groupe travaille aujourd'hui sur trois grandes séries de fiction et deux documentaires. La réplique des télévisions privées ne s'est pas fait attendre avec la création du Consortium européen de télévision autour de M.M. Jérôme Seydoux, Silvio Berlusconi et Robert Maxwell. Mais devant les incertitudes politiques qui menacent la Cinq et les concessions sur le satellite TDF 1, le Consortium semble avoir mis en sommeil les grandes productions annoncées sur Hemingway ou *Adieu Volodia*, de Simone Signoret.

Aujourd'hui, les producteurs suivent le mouvement. Téléciné, l'un des groupes privés français à qui l'on doit le feuilleton « Châteaux de France », annonce la création de Visions, autre club formé avec des partenaires britanniques, allemands, italiens et France-Média-International (la société publique de commercialisation). A leurs programmes, des projets sur la révolution française, saint François d'Assise, des séries policières. Simultanément, un autre producteur privé français, l'éditeur Jean-Pierre Ramsay (FIT Productions) constitue European Production Corporation, avec trois autres producteurs britanniques, allemands et italiens. Sept projets sont en chantier, dont une série très ambitieuse de treize heures sur les croisades.

Même rêve chez tous : créer des œuvres suffisamment fortes pour plaire aux téléspectateurs européens, suffisamment universelles pour être vendues à d'autres pays, voire aux États-Unis. « Les croisades, c'est le *Far West* européen », plaide Jean-Pierre Ramsay. *De l'action, de la violence, une épopée qui peut séduire les téléspectateurs américains*.

Les coûts sont importants. Les chaînes publiques, qui ont peu de

moyens disponibles, hésitent à faire des paris aussi ambitieux. Leurs partenaires européens se tournent alors du côté des chaînes américaines. Mais celles-ci exigent une participation majoritaire pour contrôler le contenu des œuvres. Que reste-t-il de l'enjeu européen ?

Un espoir pourtant : les banquiers entrent dans la danse avec leur propre club. Celui-ci réunit les huit banques françaises spécialisées dans le financement du cinéma (UFCA), l'Institut du financement du cinéma et des industries culturelles (IFCIC), la Banco del Lavoro, en Italie, et la Banco de Crédito Industrial, en Espagne. Ce pool bancaire européen se propose de financer des coproductions cinématographiques et audiovisuelles en assumant une partie des risques de l'aventure.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

« Vers une « Bulle » nationale. — L'hebdomadaire *la Bulle*, créé par le quotidien *l'Est républicain* (Nancy) à destination des douze-quatre ans, fête son premier anniversaire en fanfare. Au bout d'une année, ce journal de douze pages, diffusé essentiellement par abonnements (prix en kiosque : 2,50 F), se vend entre quinze mille et vingt mille exemplaires. La publicité y a été introduite il y a trois mois. Centrée sur les jeunes, elle a permis au service commercial de l'Est républicain de « découvrir des annonceurs totalement inconnus », la publicité destinée aux douze-quatre ans utilisant rarement des journaux comme supports. Deux quotidiens régionaux — *le Matin libre* (Le Mans) et *la Charente libre* (Angoulême) — intéressés par la formule de ce journal et par son succès, en ont racheté les droits de reproduction.

Des progrès

M. Chirac renonce pour l'instant à engager la responsabilité de son gouvernement

vous n'avez été placés dans vos fonctions pour servir de paravents aux intentions profondes de votre majorité. »

La discussion des 127 amendements déposés pour cet article, que l'Assemblée refuse de supprimer par 325 voix (RPR, UDF, FN) contre 247 (PS, PC, peut commencer. La plupart de ceux qui sont débattus, vendredi soir, sont d'origine communautaire.

M. Edouard Pinte (RPR, Yvelines) obtient que la limite d'âge de vingt-cinq ans, au-delà de laquelle on ne peut bénéficier du statut de « jeunes », soit reculée pour les mères de famille. Pour que les employeurs ne soient pas attentistes devant la promulgation des ordonnances, M. Séguin fait préciser que l'allego-

M. Michel Coffinane (PS, Valenciennes) répond au contraire : « *Ce qui est inscrit dans une loi d'habilitation, qui donne de grands pouvoirs au gouvernement, est une garantie.* »

passé en de semblables circonstances dans la précédente législature, l'Assemblée ne siège pas ce week-end. La prochaine séance a été fixée au lundi après-midi 28 avril.

Th. B.

LA RÉNOVATION DU PS

T

15-00001-04, [REDACTED]

France/services

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 26 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 35 **Série noire** : la nuit du flic. De P. Giamblat, après le roman de P. Sinac, adapt. S. Sarda. Avec V. Lacroix, V. Gassot, J.-M. Rivière... Une drôle de nuit, toute une ambiance. Un « casseur » meurt sur un lit d'hôpital, livrant un secret à un autre, mais une jeune infirmière écoute... Une course au trésor où l'amour fait mal, un polar amoureux des « polars », avec une mise en scène soignée, une direction d'acteurs impeccable. Juste ce qu'il faut d'humour pour donner une distance à la violence. On aime !

22 h 10 **Droit de réponse** : A quoi rêvent les étudiants. Émission de Michel Polak.

Après la parution de deux sondages dans le premier numéro de Campus (le Monde) et dans l'Étudiant du 24 avril, Michel Polak a eu l'envie d'inviter une quinzaine d'étudiants et de lycéens pour qu'ils donnent leur point de vue sur les valeurs actuelles, sur l'argent, les études, la politique, la religion... Frédéric Gausman (rédacteur en chef de Campus) et René Silvestre (directeur de l'Étudiant) participent au débat.

0 h Journal.

0 h 15 Ouvert la nuit.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

LIGUE NATIONALE CONTRE LE CANCER

ENVOYEZ VOS DONS A VOTRE COMITÉ DÉPARTEMENTAL

QU BP 2000 - 75013 PARIS

20 h 35 **Variétés** : Champs-Élysées. De M. Drucker.

Autour de Linda de Souza : Jean-Pierre Cassel, Richard Clayderman, Nicolas de Jeunet, Culture Club.

21 h 55 **Histoires de l'autre monde**. N° 3. Douleurs. De H. Beckin, réal. A. Mastroianni. Comment se guérir de douleurs persistantes et inexplicables ? Un médecin suggère à Harvey de tuer sa femme.

22 h 25 **Magazine** : Les enfants du rock. Rock'n'roll graffiti : David Alexander Winter, Vince Taylor, Cilla Black, Lulu ; Musicalforum : Les Lobos, the Crusaders, Wild Cards, les Oldies but Goodies, Violent Femmes. A 23 h 45, Concert Cure à Barcelone, enregistré en juin 1985.

23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 5 **Disney Channel**. Cocktail de dessins animés et divers programmes de

Walt Disney Channel, la grande soirée familiale et une nouvelle série, Les aventures de KH Carson.

22 h Journal.

22 h 26 **Faillite** : Dynastie. Complications : Amanda est kidnappée L.

23 h 10 **Musiklub**. Symphonie n° 2 en do majeur opus 61, de Schumann, par l'Orchestre de Cleveland, dir. C. von Dohnanyi.

FR3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

17 h 30, **Fraggle Rock** ; 18 h, Paris kiosque ; 18 h 55, Croquis ; 19 h 5, Atout PTC ; 19 h 15, Informations ; 19 h 35, Kamikazi impro.

CANAL PLUS

20 h 30, Les démons d'Hollywood ; 22 h, Série : Mike Hammer ; 23 h, Du sang pour Dracula, film de P. Morisey ; 0 h 35, Élie, film de B. Edwards ; 2 h 35, Embury, film de R. Nelson ; 4 h 20, Série : Comix ; 4 h 55, l'Homme de Berlin, film de C. Reed.

LA « 5 »

20 h 30, Les grands films de petit écran : Chroniques policières (n° 1) (et à 1 h 5) ; 22 h 10 Record, le grand show du sport ; 23 h 15 Série : L'homme de l'Atlantide ; 0 h 5, Chag sur chag, programme musical.

TV6

14 h, 6 Tonic (et à 21 h) ; 17 h, Système 6 ; 19 h, NRJ 6 (et à 23 h).

FRANCE-CULTURE

20 h 30 **Nouveau répertoire dramatique** : « Au 6^e étage », d'André Gide. Avec J. Dufillo, D. Doll, M. Pécqueur, M. Pélissier, précédé d'un entretien avec l'auteur.

22 h 10 **Diamant** avec... Marcelle Pignatelli.

22 h 30 **Bourgeois** : nouvelles haut-parlantes. La voix, la femme, l'accueil. Réal. Irène Jarsky, soprano.

0 h 5 **Chair de nuit**.

FRANCE-MUSIQUE

JOURNÉE ARTURO BENEDETTI-MICHELANGELO. Afin de respecter le souhait du pianiste, le programme, indique la chaîne, ne sera pas divulgué. Pianiste légendaire, italienisme, beaucoup plus jeune qu'Hindemith et Arger (il n'a « que » soixante-cinq ans), le plus grand coloriste du clavier vivant, et toutes les caractéristiques extérieures de la star : ancien enfant prodige, passionné d'automobiles, champion de ski, pilote d'avion, maniaque de la justesse au point de régler lui-même ses pianos qui le suivent à chacun de ses concerts. Mais les concerts, il n'y en a plus guère puisque, en vrai monstre sacré, il en annule environ neuf sur dix... Il ne s'est d'ailleurs pas déplacé pour cette journée spéciale au cours de laquelle seront diffusés essentiellement des enregistrements et documents inédits, témoignages de ses activités sur scène et en studio entre 1952 et 1962. La bonne cavée.

Dimanche 27 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 30 **Cinéma** : Au nom de tous les miens. Film franco-canadien de R. Enrico (1983), avec M. York, J. Penot, M. Méral, B. Fostoy, J. Bouise.

En 1970, après la mort de sa femme et de ses trois enfants dans un incendie, un homme revêt son passé tragique. Cette version cinématographique de l'œuvre de Martin Gray est la réduction d'une série de télévisions de huit heures (diffusée en 1985).

23 h Sports dimanche soir.

0 h Journal.

0 h 15 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 **Les enquêtes du commissaire Maigret** : Maigret, Lognon et les gangsters. D'après G. Simenon. Avec J. Richard, B. Lajarrige... Règlement de comptes, en plein Paris, entre gangsters américains... Un Maigret inédit.

22 h 5 **Magazine** : Projection privée. Marcel Julian reçoit François Dolto, psychanalyste d'enfants, écrivain, sur le thème « La naissance et l'enfant ».

23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 **Document** : La puce et les géants. (Libre notre article.)

21 h 25 **Aspects du court métrage français**. Docteur D, de Frédéric Sauvage ; Gare à la douleur, d'Henri Joffé.

21 h 55 Journal.

22 h 30 **Cinéma de minuit** : The Unknown Man. Film américain de R. Thorpe (1951), avec W. Pidgeon, A. Harding, B. Sullivan (v.o. sous-titrée N.). Un homme de loi accepte de défendre un individu accusé de meurtre, dont le cas l'a ému et qu'il croit innocent. Mais il découvre des choses étranges. Fin du cycle des films noirs inédits. Analyse d'un cas de conscience et aperçu sur le syndicat du crime.

23 h 55 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

20 h 30, le Héros sauvage, film de S. Peckinpah ; 23 h, Spécial surprise ; 23 h 45, Ritz amer, film de G. de Santis ; 1 h 30, l'Arme au poing, film de M. Winner.

LA « 5 »

20 h 30, Les grands films de petit écran : Chroniques policières, de Jerry London, 2^e partie (et à 23 h 40) ; 22 h 10, La clé en concert : œuvres de Schumann, par l'Orchestre de la Scala (et à 2 h 15) ; 22 h 50, Série : L'homme de l'Atlantide ; 2 h 30, Série : J'ai vu.

TV6

14 h à 24 h, programme musical.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 **Atelier de création radiophonique** : « Bandes à part », par C. Rosset. Tout sur la BD, à Paris et à Angoulême.

22 h 30 **Musique** : Trois fois un, par M. Legras et J. Erwan.

0 h 5 **Chair de nuit**.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Concert** (donné au Festival de Blois) : Concerto pour piano et instruments à vent, de Scriabin ; Fantaisie hongroise pour piano et orchestre, de Liszt ; Symphonie n° 2 en ut majeur, de Schumann, par l'Orchestre de Cleveland, dir. B. Maderne, sol. E. Wild, piano.

23 h Les soirées de France-Musique : Ex libris.

LES SOIRÉES DE LUNDI

TF1 20 h 30, L'avenir du futur : Population zéro, film de M. Campus ; 22 h 10, Débat ; 23 h 20, Journal ; 23 h 35, C'est à lire.

A2 20 h 35, Les cinq dernières minutes : Meurtre sans pourboire ; 22 h 15, Série documentaire : Le temps des usines ; 23 h 10, Journal.

FR3 20 h 35, le Président, film d'H. Verneuil ; 22 h 25, Journal ; 23 h 55, Tous en scène ; 23 h 50, Prélude à la nuit.

CANAL PLUS 20 h 35, Chicane, chasseur de têtes, film de J. Freedman ; 22 h 20, Étoiles et bais ; 22 h 35, Sports ; 1 h 5, Du sang pour Dracula, film de P. Morisey.

LA « 5 » 20 h 30, Chroniques policières (et à 0 h) ; 22 h 10, Série : la Cinquième dimension (et à 1 h 40) ; 23 h 5, Série : Supercopier.

TV6 20 h, 6 Tonic ; 23 h, NRJ 6.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 27 AVRIL

— M. Jean Le Garrec, député PS du Nord, ancien ministre, répond aux questions des journalistes de l'émission « Forum », sur RMC, à 12 h 30.

— M. Philippe Seguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, est invité à l'émission « Le grand jury RTL-Le Monde », à 18 h 15.

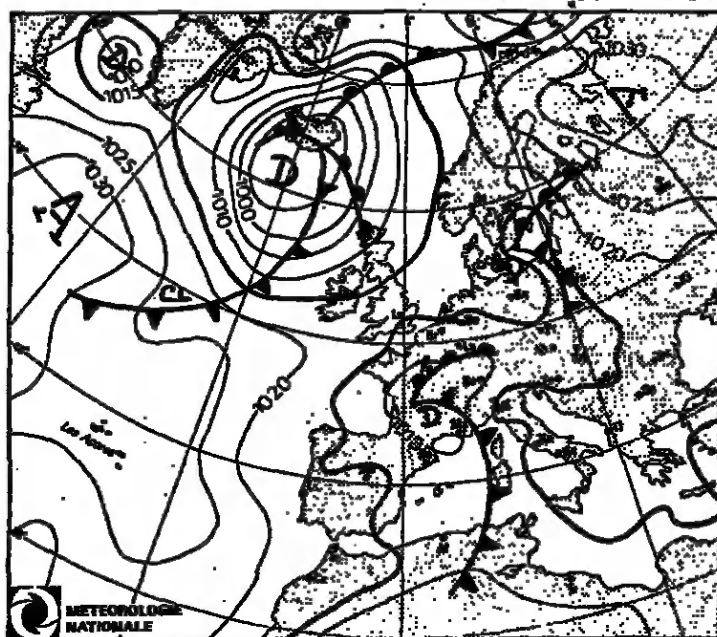
— M. Jean Popper, député PS du Rhône, participe au « Club de la presse », d'Europe 1, à 19 heures.

LUNDI 28 AVRIL

— M. François Guillaume, ministre de l'agriculture, est « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 15.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 26 AVRIL 1986 A 0 h GMT



Évolution probable du temps en France entre le samedi 26 avril à 0 heure et le dimanche 27 avril à minuit.

Situation générale :

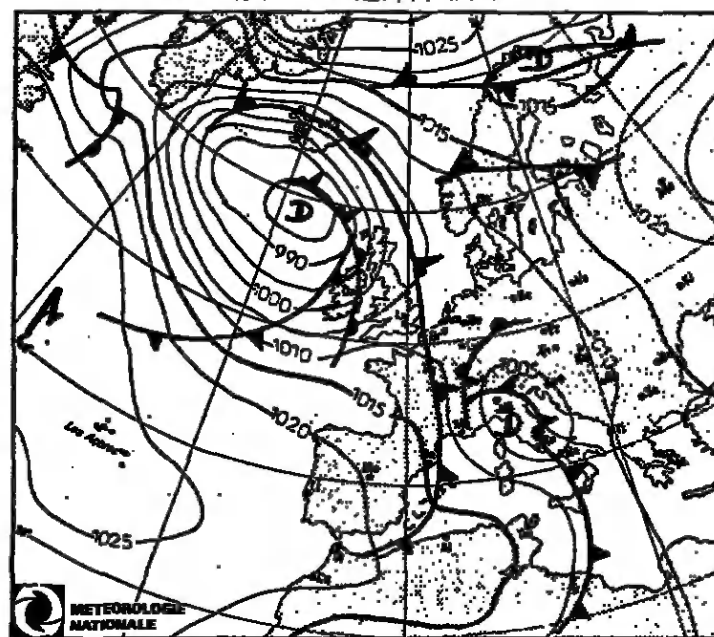
Le minimum dépressionnaire situé sur la Méditerranée se décale lentement vers le nord-est, tandis qu'une nouvelle perturbation aborde l'ouest de la France.

Dimanche matin : une zone de temps couvert et pluvieux affectera un bon quart sud-est du pays : de la Méditerranée aux Pyrénées orientales, au sud-est et à l'est du Massif Central, jusqu'au nord des Alpes. Les pluies seront fortes sur le sud des Alpes. Il gèlera vers 1200-1500 mètres.

Sur le reste du pays, on verra de nombreux brouillards matinaux, surtout de l'Aquitaine au Centre, au Bassin parisien et au Nord-Est. Ces brouillards et ces brouillards se lèveront en cours de matinée et feront place à quelques éclaircies.

En cours de journée, la zone de mauvais temps située sur le Sud-Est gagnera

PRÉVISIONS POUR LE 28 AVRIL A 0 h GMT



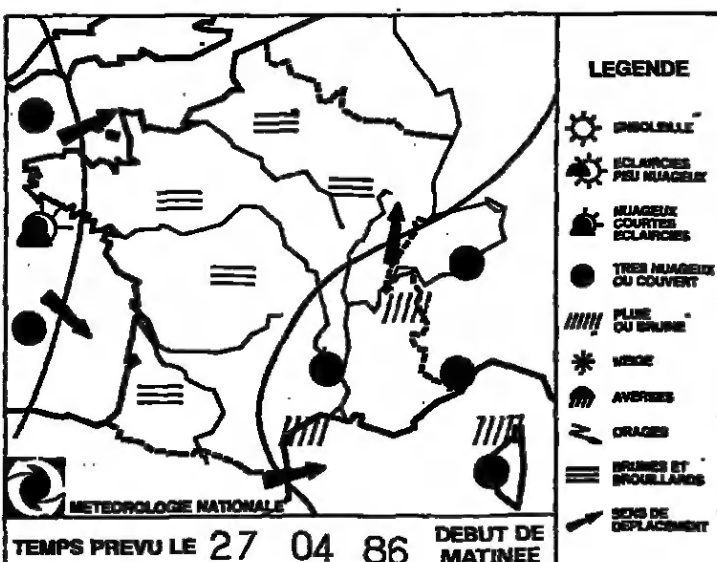
le Nord-Est tandis qu'une anticyclone se développera près des côtes méditerranéennes et en Corse. Il pleuvra modérément des Alpes à l'est du Massif Central, jusqu'à la Bourgogne, la Champagne et les Ardennes, la France-Centre et l'Alsace-Lorraine. Une étroite zone de faible pluie ou bruine abordera les côtes de l'Ouest en matinée pour s'étendre en fin d'après-midi du Centre à l'Aquitaine et au Midi-Pyrénées.

A l'arrière, déjà quelques éclaircies dans l'après-midi sur la Bretagne. Sur

les régions allant du Nord au Centre et au Massif Central, le ciel sera nuageux, mais avec de belles éclaircies en milieu de journée.

Les températures minimales seront voisines de 2 à 5 degrés du Nord au Sud, sur l'ouest de la France, et ailleurs de 5 à 10 degrés du Nord au Sud. Les maximales s'élèveront de 12 à 19 degrés du Nord au Sud.

Le vent d'ouest à nord-ouest sera faible à modéré, soufflant plus fort sur le golfe du Lion.



TEMPS PRÉVU LE 27 04 86

DEBUT DE MATINÉE

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TEMPÉRATURES - maxima - minima - temps observé			
FRANCE			
AMCZ	23 12 P	TOULOUSE	15 8 P
NANTES	10 7 P	TOULON	17 7 C
NORDAUX	13 8 P	PORT-AU-PRINCE	31 20 S
NORD	17 10 P	ÉTRANGER	
RUSS	13 5 C	ALGER	20 11 P
CADIX	15 6 C	AMSTERDAM	17 4 N
CHERBOURG	12 4 C	ATHÈNES	23 12 S
CLERMONT-FERR.	16 8 A	BANGKOK	23 25 C
COCHIN	16 9 P	BARCELONE	15 6 S
GRENOBLE	18 12 P	BERLIN	28 11 S
GRENOBLE-GE	16 7 S	BERLIN	13 9 N
LIÈGE	18 7 N	BRUXELLES	16 5 S
LYON	14 5 N	CAEN	28 14 C
MANCHELLE	19 12 S	CHAMARÉ	18 14 C
NANCY	15 9 P	COPENHAGUE	13 5 P
NANTES	15 9 P	DAKAR	26 18 S
NICE	15 13 P	DEBIA	21 15 S
PARIS-MONT.	18 9 P	GENÈVE	15 9 C
PARIS-MONT.	18 9 P	HONGKONG	27 24 C
PAU	10 6 C	ISTANBUL	16 10 N
PERPIGNAN	17 8 C	JERUSALEM	24 17 C
RENNES	15 6 C	LESKOPING	15 7 A
STRASBOURG	18 10 N	LONDRES	16 5 S
LOS ANGELES	19 12 C		
LUXEMBOURG	12 7 P		
MADRID	13 3 C		
MEXICO	23 6 A		
MILAN	14 12 P		
MONTREUIL	21 5 N		
MOSCOW	20 7 S		
NARONI	24 16 C		
NEW DELHI	28 22 N		
NEW YORK	21 12 N		
OSLO	8 4 C		
PALM-BEACH	18 7 C		
PARIS	14 10 S		
PARIS-CDG	19 23 S		
ROME	21 9 C		
SINGAPOUR	27 25 C		
STOCKHOLM	9 4 A		
STONER	22 20 S		
TOKYO	21 15 N		
TUNIS	25 12 N		
VARSOVIE	26 12 N		
VIENNE	20 11 B		
VIENNE	26 12 C		

A VOIR

La puce et la peur

On se plaint, à juste titre, du détournement de la science à des fins militaires. On apprend que les recherches de pointe dans les grandes universités américaines, de Yale à Harvard en passant par Stanford — sans oublier le prestigieux Massachusetts Institute of Technology (MIT) — sont financées par le Pentagone.

L'excellente série de trois émissions, « La puce et les géants » qui débute dimanche soir sur FR3 remet quelques idées en place. Souvenez-vous que l'ordinateur — ou son gros frère prototype, baptisé Colosseus tellement il promet de place — a été inventé en Grande-Bretagne par les Alliés dans les années 40, pour décoder les messages transmis par les Allemands lors de la bataille d'Angleterre ? Que l'envoi d'Armstrong et d'Aldrin dans la Lune par la NASA, en 1969, doit la réussite à Kennedy au défi lancé par l'URSS en faisant de Gagarine, huit ans auparavant, le premier homme de l'espace ? Autrement dit, que le développement foudroyant de l'informatique

qui a révolutionné nos vies en l'espace de vingt ans est le résultat d'une course à l'espace d'abord militaire avant d'être scientifique ?

La puce est née de la peur ! Les premières ordinateurs ont permis de venir à bout des V-2 de von Braun et des U-Boats allemands. La puce, c'est-à-dire les circuits intégrés dans des mémoires miniaturisées aussi complexes que le cerveau humain, est devenue l'enjeu capital de tout progrès scientifique. Mais — cercle vicieux ! — cette invention a déclenché une nouvelle guerre entre les superpuissances. Guerre qui consiste, pour les Américains, à empêcher le transfert de ces nouvelles technologies vers les pays de l'Est, qui ne les maîtrisent pas encore ; et pour les Soviétiques d'acquiescer ces connaissances par tous les moyens, y compris l'espionnage scientifique.

ALAIN WOODROW.

★ « La puce et les géants. I : la guerre et les étoiles » à partir du dimanche 27 avril, 20 h 35 sur FR3.

Allo le soleil!

43.69 00 00

ALLO METEO

TOUS LES TEMPS, TOUT LE TEMPS.

MÉTÉOROLOGIE NATIONALE (*) 3 jours de base, accessible Paris et zone A PTT

CHEZ PHOX PAS D'INTOX

1650 F

PRAKTIKA BCI avec obj. 1,8 mm/50 mm

Reflex 24x36.

Automatique mémorisable et débrayable.

Test profondeur de champ.

phox

CHEZ PHOX, PAS D'INTOX

350 PHOTOGRAPHES DANS TOUTE LA FRANCE

LES LILAS : PHOTO CINE RECORD - 151, rue de Paris - Tél. 43 82 71 31

PARIS 20 : PHOTO CINE CHOISIE - 87, passage Choiseul - Tél. 42 96 87 59

PARIS 8 : SELECTION PHOTO CINE - 24, boulevard Malesherbes - Tél. 47 42 53 58

PARIS 9 : A.P.S. - 57, rue de Châteaudun - Tél. 48 74 73 61

PARIS 10 : PHOTO CINE - 91, rue La Fayette - Tél. 48 78 07 81

PARIS 14 : PHOTO CINE - 65, avenue Mozart - Tél. 47 42 53 58

SENILS : PHOTO DE LA HALLE - 27, place de la Halle - Tél. 44 53 10 57

France

Une nouvelle carte de santé informatisée est expérimentée dans le Nord-Pas-de-Calais

L'Institut Pasteur de Lille vient d'annoncer le lancement d'une expérience d'utilisation de cartes informatisées de santé. Trois cents habitants du Nord-Pas-de-Calais possèdent aujourd'hui une carte de ce type (carte à puce fabriquée par Bull et Philips), sur laquelle on a intégré la totalité des informations contenues dans leur dossier médical. Deux mille personnes seront bientôt concernées.

Venant après d'autres expériences de même nature (à Blois et à Saint-Nazaire), celle du Nord-Pas-de-Calais possède une double originalité. D'une part, elle est menée au sein des sociétés de secours mutuels de Lens (Pas-de-Calais) et d'Aniche (Nord), qui constituent l'équivalent de caisses d'assurance-maladie. D'autre part, la technique retenue (carte d'une capacité de 8 Kbits, soit l'équivalent de mille cinq cents caractères) permet de stocker de très nombreuses informations. C'est, indique M. Francis Deplancke, directeur administratif de l'Institut Pasteur de Lille, la « carte de toute une vie ». Les plus gros dossiers médicaux ne prennent

que 25 % de la capacité mémoire d'une telle carte.

Cette carte de santé contient des informations sur l'identité des personnes (nom, date de naissance, sexe, numéro d'identification sociale et adresse) et des informations médicales. Ces dernières sont en partie situées dans une « zone d'urgence » (informations sur le groupe sanguin, les éventuelles allergies, etc.). Elles peuvent être utilisées lorsque les personnes sont accidentées ou dans le coma. D'autres informations sont dans une « zone confidentielle », codées. Elles concernent l'essentiel du dossier médical (antécédents personnels et familiaux, maladie professionnelle, pathologies diverses). Seuls les médecins — et dans une certaine mesure, les professionnels paramédicaux — peuvent lire les informations contenues dans cette carte.

L'expérience est, pour l'heure, basée sur le volontariat. Une demande d'avis a été formulée auprès de la Commission nationale informatique et libertés. Mais elle a été lancée avant que cette dernière ait rendu sa réponse.

J.-Y. N.

UN TEST DIAGNOSTIQUE DE LA MALADIE D'ALZHEIMER SERA BIENTÔT MIS AU POINT

Une équipe de chercheurs américains annonce, dans le dernier numéro de l'éthnomédical *Science*, avoir identifié une protéine dans les cerveaux des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou d'émoussement sénile. Cette protéine très fréquente se caractérise par la perte progressive, chez des personnes âgées, de la mémoire et des capacités intellectuelles.

« Nous avons découvert une protéine dans les cerveaux des patients atteints de la maladie d'Alzheimer qui semble être présente uniquement chez ces malades », a déclaré le docteur Peter Davies (Albert Einstein College of Medicine, New York). « Cela arrive pas dans les cerveaux normaux ni dans ceux des malades ayant d'autres problèmes neurologiques ». Cette découverte pourrait permettre la mise au point rapide (dans moins d'un an) d'un test diagnostique de la maladie. L'un des problèmes posés par la maladie d'Alzheimer est en effet de parvenir à la distinguer des démences dues à des troubles vasculaires.

S'agit-il de la « clé » qui permettra de résoudre les mystères de cette maladie ? C'est, a déclaré au *New York Times* le docteur Robert Katzman (université de Californie-San Diego), une très, très importante découverte.

J.-Y. N.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4213 HORIZONTALEMENT

I. S'échappent d'un bûche. — II. Un homme qui n'est certes pas un fauteur de troubles. Peut servir à débiter. — III. Centre de recherches. Vit en « hiver ». Rendait service pour la confection. On ne quitte pas ses sabots avant d'y entrer. — IV. S'écoule près d'une pyramide. Nous a beaucoup donné de ses nouvelles. Tombe dans le lac. — V. Ont les « dents » longues. S'élève inutile pour celui qui met la charrue avant les bœufs. — VI. Ennemis des bigotes. Point américain. Pas autre chose. — VII. Porté par chance de nous. Fit son apparition dans une bête. Peut-être être comploté et mesurés. — VIII. Variété de poire. S'intéressa à la profondeur de champ. De nombreuses espèces de canards s'en préoccupent. Tombe souvent la face contre terre. — IX. Rendait la vie dure. Atteignait des sommets. — X. De quoi se faire crever la peau. Pour lui, on n'hésite pas à « plainer » tout ce que l'on avait en main. Point de départ de nombreuses mises en « retraite ». — XI. Conjonction. Agréable à l'œil. Partie d'un plateau. Ses menus finissent par manquer de variété. — XII. Peut-être être issus de certains mariages. — XIII. Un trait peut le rendre beau. A son nom dans la Bible. En France. — XIV. D'innom-

brables pilotes y font leurs évolutions. Il est souhaitable qu'ils aient quelque chose dans le corps ! — XV. Ne se pèle pas à toutes les fantaisies. Sa tête est mise à prix.

VERTICALEMENT

I. Bien des hommes sont prêts à faire du plat pour la satisfaction sur la pierre ou sur le bois. — II. Difficile à avaler. Nombreux sont ceux qui finissent, un jour ou l'autre, par avoir une dent contre elle. — III. Représent des forces après la douche. Est spécialisé dans les poudres. Fait naître la coquetterie. —

TÉMOIGNAGE

Un universitaire face aux services secrets

Les services secrets français cherchent à recruter des fonctionnaires de qualité, écrivions-nous dans le Monde du 17 avril (« La DGSE recrute »). A la suite de cet article, un universitaire — auquel nous conservons, à sa demande, l'anonymat — nous a adressé le témoignage suivant.

Universitaire plus enclin — par tempérament — à servir l'Etat qu'à prêter main-forte à un parti politique, j'avais répondu favorablement à l'invitation du SDECE (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage), puis de la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) qui m'avaient demandé — au vu de mes travaux scientifiques — de bien vouloir collaborer avec certains de leurs services. Depuis, je n'ai plus de relations avec ces administrations. A l'époque, je pensais pouvoir être utile à mon pays et à la paix, puisque seule une information de qualité est à même de légitimer les décisions. Je crois que le bon usage de ces services peut paraître un tantinet transformé en pays en bunker, tout en évitant les périlleuses bravades des forces armées classiques.

Il est tout à fait illusoire de penser que le recrutement de haut niveau, lorsque l'encadrement n'est pas à la hauteur. Le SDECE/DGSE est mieux introduit chez les troupes que chez les intellectuels ou les chercheurs de renom dont il ne connaît généralement ni les usages, ni les problèmes.

Fonctionnaire de l'éducation nationale, j'ai eu affaire lors de mon expérience limitée mais précise à trois catégories d'officiers traitants — tous militaires de carrière — les sympathiques (la majorité), les incompétents (fort nombreux), les caractériels — toujours en activité. La DGSE n'a pas le privilège de l'immobilité ni de la patrimonialité. Toutefois, dans la structure particulière qui régit les services secrets français, un scientifique, une recrue de haut niveau, ne peut en ce moment que se sentir très mal à l'aise. A moins que des raisons personnelles d'urgence ne soient à l'origine de sa vocation de collaborateur ou agent de la DGSE.

En 1986, il est absolument impossible qu'un jeune étudiant particulièrement prometteur et bien dans sa peau puisse accepter de dépendre d'une hiérarchie profondément marquée par l'esprit militaire — au sens le plus traditionnel et banal de l'expression. Je ne suis pas antimilitariste. L'armée française, comme le clergé et d'autres corps sociaux historiques, a ses propres codes, et surtout, une orthodoxie spécifique. Le propre de l'intelligence est de tendre à se libérer de toute orthodoxie.

Il m'est souvent arrivé de défendre une position que refusait l'autorité. Concrètement, cela a signifié pour moi l'abandon obligé de toute recherche pour laquelle il fallait des fonds spéciaux. Bien sûr, quelques mois, quelques années plus tard, l'autorité m'aurait permis de fournir. Il m'est arrivé une fois de financer moi-même une mission que je jugeais légitime. Cela m'a conduit à démissionner... le temps que je la réussisse.

Au CNRS, il est possible de changer de laboratoire. De directeur de recherche. Pas à la DGSE, en vertu des cloisonnements mis en place essentiellement pour les militaires. Il n'est donc pas de recours possible. Par ailleurs, la

recherche y dépend des exigences des politiques dont on connaît la formule : « Je veux tout, et tout de suite. »

Ette affronté à un « moyen-chef » caractériel, voilà une situation professionnelle banale. Lorsque ce « supérieur » — de par la loi militaire — est votre seul interlocuteur, cela complique les choses. Surtout quand vos occupations comportent du danger.

Le général Imbot devrait savoir que l'irritabilité de la recrue à l'égard de la sottise est proportionnelle à ses qualités morales et intellectuelles. Etudiant des grandes écoles tenté par l'action clandestine, préparez-vous à vivre des actions qui, vues du côté civil, apparaissent comme autant d'épouvantes carnales : réunion préparatoire à une opération dans un restaurant parisien connu pour être un lieu de rendez-vous d'un réseau adverse ; description inattendue d'un agent à son récepteur, par son chef de mission ; « il porte un manteau de tweed vert » (c'est l'hiver en France), et surprise du résident, car le missionnaire porte des shorts (le lieu d'accueil se situant dans l'hémisphère sud, où règne un soleil d'été) ; commande de photos spéciales à un « explorateur » en oubliant de lui dire que les équipements de la DGSE ne permettent pas le développement de toutes les pellicules.

Gâchés : spécialistes de langues rares envoyés dans des secteurs linguistiques qui leur sont étrangers, biologistes idéologiques, recours à des collaborateurs choisis en fonction de critères politiques, etc.

Un lourd appareil

Situation tragique. Une nation, pour survivre, a besoin de toutes ses intelligences. Hélas ! les meilleurs cerveaux ne se battent guère dans les vieilles culottes de peau.

La réforme des services secrets français doit passer par leur démission et leur réaffectation. Il est certain qu'un pays, un Etat, manifeste sa supériorité à l'égard de la classe politique et des citoyens lorsqu'il confie aux militaires la recherche de la documentation nécessaire au maintien de sa position internationale et les actions non publiques de défense qui assurent sa sécurité. L'armée française est un lourd appareil destiné à la guerre chaude. Rien, sinon la défection des civils, ne l'autorise à prendre en charge l'intelligence du monde.

Aux Etats-Unis, bon nombre de mes collègues enseignants-chercheurs sont régulièrement consultés par leur administration — département d'Etat, services spéciaux — sans que cela ne soit jugé infamant par leur pairs. Cela, aussi, fait partie du sens civique à l'américaine. En France, si la magistrature politique, le piston, les parrainages, sort depuis longtemps entrés dans les mœurs, en revanche toute relation avec le SDECE puis la DGSE a été et est encore considérée comme honteuse et nuisible par ceux et celles qui seraient les mieux qualifiés pour le servir.

Carnet

Naissances

— M. Ralph TATU, et M^{me}, née Evelyn Tatu, et Olivier, sont heureux d'annoncer la naissance de

Frédéric

le 27 mars 1986.

22, avenue Krieg, CH-1208 Genève.

Décès

— Françoise, sa femme, Frédéric, Murielle, Charlotte, ses enfants, Et toute la famille, ont le deuil de faire part du décès de

Charly ARQUILLERE,

survenu le 24 avril à son domicile (Nantes), à l'âge de cinquante-sept ans. Ceux qui l'ont connu et aimé sont invités à se rassembler auprès de lui pour son incinération, le mardi 29 avril 1986, à 15 h 45, au funérarium du cimetière des Josselinolles (93 Villemaire).

3, allée de Tas-Mouta, 44300 Nantes.

— M^{me} Nelly Levy, Ainsi que ses enfants, petits-enfants, parents et alliés, ont le deuil de faire part du décès de

Jacques LEVY,

qui selon ses dernières volontés sera enterré en Israël.

Remerciements

— Paris. Nice. Sainte-Lucie de Talana.

M. Baptiste Andreani, M. et M^{me} Jean-Laurent Andreani, Jean-Alexandre et Olivia, M^{me} veuve Pradelle, née Marie de Ortol, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M^{me} veuve Dieudonné, née Eugénie de Ortol, ses enfants et petit-fils, M. et M^{me} Jean-Baptiste de Ortol, leurs enfants et petite-fille, M. et M^{me} Joseph Bagui, leurs enfants et petite-fille, M^{me} veuve Yvette de Ortol, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jean-Louis de Ortol et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Louis Lanson et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Louis Andreani, ses enfants et petits-enfants, M^{me} veuve Yvonne Andreani, M^{me} veuve Donzel, née Delphine Andreani, ses enfants et petit-fils, M. et M^{me} Félix Frauchi, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Paul Nicol et leurs enfants, Parents et alliés, très sensibles aux marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M^{me} Baptiste ANDREANI, née Bastienne de Ortol, vous prient de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

Anniversaires

— En cette journée du souvenir, une pensée est demandée à ceux qui ont connu et aimé

Jean KRÉHER,

disparu le 25 avril 1966 en y associant le souvenir de son épouse

Anne PIC,

rappelée à Dieu en 1970.

— Leur famille et leurs amis rappellent le souvenir de

Lise NOEL,

disparue le 26 avril 1985 et de son frère

Claude DURAND,

disparu le 15 février 1985.

Avis de messes

— Une messe sera célébrée à l'intention de

maréchal de France Philippe PÉTAÏN,

le jeudi 1^{er} mai 1986 à 11 heures, en la basilique Notre-Dame-des-Victoires, place des Petits-Pères à Paris-2. Méro-Bourse ou Palais-Royal.

GALERIE LAHUMIÈRE

DEWASNE DUBUIS
GILLOLI JACOBSEN
LEPPEN MAGNELLI
LOPIAKOFF VASARELY

ŒUVRES DES ANNÉES 50 du 21 février au 30 avril

88, bd de Courcelles (17^e) - 47-82-02-85

Etat d'enfance



Le petit fils de Louis Braille

Le petit fils de Louis Braille, âgé de 10 ans, est un enfant normal. Il a été élevé par ses parents, M. et M^{me} Braille, qui ont veillé à ce qu'il ne soit pas influencé par la cécité de son grand-père.

Le petit fils de Louis Braille, âgé de 10 ans, est un enfant normal. Il a été élevé par ses parents, M. et M^{me} Braille, qui ont veillé à ce qu'il ne soit pas influencé par la cécité de son grand-père.

Le petit fils de Louis Braille, âgé de 10 ans, est un enfant normal. Il a été élevé par ses parents, M. et M^{me} Braille, qui ont veillé à ce qu'il ne soit pas influencé par la cécité de son grand-père.

Le petit fils de Louis Braille, âgé de 10 ans, est un enfant normal. Il a été élevé par ses parents, M. et M^{me} Braille, qui ont veillé à ce qu'il ne soit pas influencé par la cécité de son grand-père.

Le petit fils de Louis Braille, âgé de 10 ans, est un enfant normal. Il a été élevé par ses parents, M. et M^{me} Braille, qui ont veillé à ce qu'il ne soit pas influencé par la cécité de son grand-père.

Le petit fils de Louis Braille, âgé de 10 ans, est un enfant normal. Il a été élevé par ses parents, M. et M^{me} Braille, qui ont veillé à ce qu'il ne soit pas influencé par la cécité de son grand-père.

Le petit fils de Louis Braille, âgé de 10 ans, est un enfant normal. Il a été élevé par ses parents, M. et M^{me} Braille, qui ont veillé à ce qu'il ne soit pas influencé par la cécité de son grand-père.

Le petit fils de Louis Braille, âgé de 10 ans, est un enfant normal. Il a été élevé par ses parents, M. et M^{me} Braille, qui ont veillé à ce qu'il ne soit pas influencé par la cécité de son grand-père.

Le petit fils de Louis Braille, âgé de 10 ans, est un enfant normal. Il a été élevé par ses parents, M. et M^{me} Braille, qui ont veillé à ce qu'il ne soit pas influencé par la cécité de son grand-père.

Le petit fils de Louis Braille, âgé de 10 ans, est un enfant normal. Il a été élevé par ses parents, M. et M^{me} Braille, qui ont veillé à ce qu'il ne soit pas influencé par la cécité de son grand-père.

Le petit fils de Louis Braille, âgé de 10 ans, est un enfant normal. Il a été élevé par ses parents, M. et M^{me} Braille, qui ont veillé à ce qu'il ne soit pas influencé par la cécité de son grand-père.

Le petit fils de Louis Braille, âgé de 10 ans, est un enfant normal. Il a été élevé par ses parents, M. et M^{me} Braille, qui ont veillé à ce qu'il ne soit pas influencé par la cécité de son grand-père.

Le petit fils de Louis Braille, âgé de 10 ans, est un enfant normal. Il a été élevé par ses parents, M. et M^{me} Braille, qui ont veillé à ce qu'il ne soit pas influencé par la cécité de son grand-père.

Le petit fils de Louis Braille, âgé de 10 ans, est un enfant normal. Il a été élevé par ses parents, M. et M^{me} Braille, qui ont veillé à ce qu'il ne soit pas influencé par la cécité de son grand-père.

Le petit fils de Louis Braille, âgé de 10 ans, est un enfant normal. Il a été élevé par ses parents, M. et M^{me} Braille, qui ont veillé à ce qu'il ne soit pas influencé par la cécité de son grand-père.

Le petit fils de Louis Braille, âgé de 10 ans, est un enfant normal. Il a été élevé par ses parents, M. et M^{me} Braille, qui ont veillé à ce qu'il ne soit pas influencé par la cécité de son grand-père.

Le petit fils de Louis Braille, âgé de 10 ans, est un enfant normal. Il a été élevé par ses parents, M. et M^{me} Braille, qui ont veillé à ce qu'il ne soit pas influencé par la cécité de son grand-père.

Le petit fils de Louis Braille, âgé de 10 ans, est un enfant normal. Il a été élevé par ses parents, M. et M^{me} Braille, qui ont veillé à ce qu'il ne soit pas influencé par la cécité de son grand-père.

Le petit fils de Louis Braille, âgé de 10 ans, est un enfant normal. Il a été élevé par ses parents, M. et M^{me} Braille, qui ont veillé à ce qu'il ne soit pas influencé par la cécité de son grand-père.

Le petit fils de Louis Braille, âgé de 10 ans, est un enfant normal. Il a été élevé par ses parents, M. et M^{me} Braille, qui ont veillé à ce qu'il ne soit pas influencé par la cécité de son grand-père.

Le petit fils de Louis Braille, âgé de 10 ans, est un enfant normal. Il a été élevé par ses parents, M. et M^{me} Braille, qui ont veillé à ce qu'il ne soit pas influencé par la cécité de son grand-père.

Le petit fils de Louis Braille, âgé de 10 ans, est un enfant normal. Il a été élevé par ses parents, M. et M^{me} Braille, qui ont veillé à ce qu'il ne soit pas influencé par la cécité de son grand-père.

Le petit fils de Louis Braille, âgé de 10 ans, est un enfant normal. Il a été élevé par ses parents, M. et M^{me} Braille, qui ont veillé à ce qu'il ne soit pas influencé par la cécité de son grand-père.

Le petit fils de Louis Braille, âgé de 10 ans, est un enfant normal. Il a été élevé par ses parents, M. et M^{me} Braille, qui ont veillé à ce qu'il ne soit pas influencé par la cécité de son grand-père.

Le petit fils de Louis Braille, âgé de 10 ans, est un enfant normal. Il a été élevé par ses parents, M. et M^{me} Braille, qui ont veillé à ce qu'il ne soit pas influencé par la cécité de son grand-père.

Le petit fils de Louis Braille, âgé de 10 ans, est un enfant normal. Il a été élevé par ses parents, M. et M^{me} Braille, qui ont veillé à ce qu'il ne soit pas influencé par la cécité de son grand-père.

Le petit fils de Louis Braille, âgé de 10 ans, est un enfant normal. Il a été élevé par ses parents, M. et M^{me} Braille, qui ont veillé à ce qu'il ne soit pas influencé par la cécité de son grand-père.

Le petit fils de Louis Braille, âgé de 10 ans, est un enfant normal. Il a été élevé par ses parents, M. et M^{me} Braille, qui ont veillé à ce qu'il ne soit pas influencé par la cécité de son grand-père.

Le petit fils de Louis Braille, âgé de 10 ans, est un enfant normal. Il a été élevé par ses parents, M. et M^{me} Braille, qui ont veillé à ce qu'il ne soit pas influencé par la cécité de son grand-père.

Le petit fils de Louis Braille, âgé de 10 ans, est un enfant normal. Il a été élevé par ses parents, M. et M^{me} Braille, qui ont veillé à ce qu'il ne soit pas influencé par la cécité de son grand-père.

Le petit fils de Louis Braille, âgé de 10 ans, est un enfant normal. Il a été élevé par ses parents, M. et M^{me} Braille, qui ont veillé à ce qu'il ne soit pas influencé par la cécité de son grand-père.

Le petit fils de Louis Braille, âgé de 10 ans, est un enfant normal. Il a été élevé par ses parents, M. et M^{me} Braille, qui ont veillé à ce qu'il ne soit pas influencé par la cécité de son grand-père.

Le petit fils de Louis Braille, âgé de 10 ans, est un enfant normal. Il a été élevé par ses parents, M. et M^{me} Braille, qui ont veillé à ce qu'il ne soit pas influencé par la cécité de son grand-père.

Économie

20 avril 1986 - Page 38

us-marins

Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Gall, a annoncé hier que le gouvernement envisageait de créer une armée de 100 000 hommes, contre 110 000 actuellement. Cette réduction s'effectuerait progressivement, d'ici 1990, et serait compensée par une augmentation des effectifs de réserve.

Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Gall, a annoncé hier que le gouvernement envisageait de créer une armée de 100 000 hommes, contre 110 000 actuellement. Cette réduction s'effectuerait progressivement, d'ici 1990, et serait compensée par une augmentation des effectifs de réserve.

Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Gall, a annoncé hier que le gouvernement envisageait de créer une armée de 100 000 hommes, contre 110 000 actuellement. Cette réduction s'effectuerait progressivement, d'ici 1990, et serait compensée par une augmentation des effectifs de réserve.

Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Gall, a annoncé hier que le gouvernement envisageait de créer une armée de 100 000 hommes, contre 110 000 actuellement. Cette réduction s'effectuerait progressivement, d'ici 1990, et serait compensée par une augmentation des effectifs de réserve.

Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Gall, a annoncé hier que le gouvernement envisageait de créer une armée de 100 000 hommes, contre 110 000 actuellement. Cette réduction s'effectuerait progressivement, d'ici 1990, et serait compensée par une augmentation des effectifs de réserve.

Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Gall, a annoncé hier que le gouvernement envisageait de créer une armée de 100 000 hommes, contre 110 000 actuellement. Cette réduction s'effectuerait progressivement, d'ici 1990, et serait compensée par une augmentation des effectifs de réserve.

Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Gall, a annoncé hier que le gouvernement envisageait de créer une armée de 100 000 hommes, contre 110 000 actuellement. Cette réduction s'effectuerait progressivement, d'ici 1990, et serait compensée par une augmentation des effectifs de réserve.

ENTREPRISES

Une direction tricolore chez Michelin

Le groupe Michelin, numéro deux mondial du pneumatique, aura bientôt une direction tricolore. M. François Michelin, président du groupe et gérant de la Compagnie générale des établissements Michelin, a décidé, en accord avec M. François Rollier, son bras droit, de nommer M. René Zingraff, quarante-neuf ans, cogérant de la compagnie. Cette nomination, dont le conseil de surveillance vient d'être informé, sera soumise à l'approbation des actionnaires convoqués en assemblée extraordinaire le 20 juin prochain. M. Zingraff aura les mêmes pouvoirs et les mêmes responsabilités que MM. Michelin et Rollier. Ainsi donc M. François Michelin aura deux cogérants. Fidèle au mystère qui l'entoure, la firme de Clermont-Ferrand ne fournit aucune explication. S'agit-il d'une banale affaire de succession ? Ou M. F. Michelin a-t-il décidé de prendre un peu de recul ? Ingénieur chimiste, M. Zingraff a fait toute sa carrière chez Michelin. Il a été notamment responsable « qualité » des usines du Royaume-Uni, puis responsable de la gestion des carrières des ingénieurs et cadres du groupe et enfin directeur de la division industrielle de Michelin Tire Corporation aux États-Unis.

La SNCF s'associe avec Avis

Le service d'exploitation des trains à grande vitesse (TGV) de la SNCF, a mis fin au contrat qui le liait à la compagnie Avis. Elle a décidé avec la SNCF, un accord qui entrera en vigueur le 1^{er} juin. Les 200 voitures de la SNCF (107 pour le service « Train + Auto ») et son nouveau système informatique Vizard, qui permet de louer une voiture en libre-service. La SNCF, qui a des nouvelles dispositions rendront bénéficiaire le service « Train + Auto ».

General Electric quitte l'Afrique du Sud

La firme américaine General Electric Corp. a vendu sa filiale sud-africaine South African General Electric (SAGE) aux cadres dirigeants de cette dernière, qui ont décidé immédiatement de changer le nom de la société en Genwest Industries. Les divisions de la SAGE fabriquant du matériel médical et des plastiques ont fait l'objet d'accords séparés et ont aussi été vendues à leurs cadres, tandis que la branche constructeur du matériel ferroviaire a été vendue au groupe sud-africain Dorbyl. — (AFP.)

Chantiers navals suédois : 518 millions de francs de pertes

Svenska Varv, l'entreprise nationale suédoise, a enregistré un déficit de 518 millions de couronnes suédoises (autour de 100 millions de francs) au cours de l'année 1985, une « amélioration » par rapport au déficit de 500 millions de couronnes de l'année précédente. Le 24 avril à Göteborg, Svenska Varv a enregistré un bénéfice de 37 millions de couronnes, les pertes exceptionnelles de 550 millions de couronnes n'ayant pas été prises en compte par la direction du chantier naval Kockums de Malmö, et la mise en faillite de Consaft, le premier groupe suédois de plates-formes de forage en mer du Nord. — (AFP.)

Rapprochement entre Auchan et la société Boulanger

Déjà emmenés à 30 %, le groupe Auchan (distributeur) vient de prendre le contrôle de la société Boulanger. Boulanger emploie près de mille personnes. Son chiffre d'affaires en 1985, de 1,1 milliard de francs, a été divisé en 1986 à près de 800 millions de francs, principalement dans le nord de la France. — (AFP.)

LE GOUVERNEMENT DEMANDE AU PRÉSIDENT DE LA RATP DE FAIRE DES ÉCONOMIES

« La RATP devra réaliser 80 millions de francs d'économies effectives sur son budget d'exploitation de 1986, notamment en maintenant l'effectif moyen des agents à un niveau ne dépassant pas celui atteint en 1985 », soit 38 990 personnes, a indiqué, le 25 avril, le ministre des transports dans un communiqué.

Cette décision remet en cause la création de deux cents emplois que M. Claude Quin, président (communiste) de la RATP, avait obtenu du précédent gouvernement au titre du budget 1986 de la Région.

Le communiqué du ministère souligne que les économies à réaliser doivent également aboutir à une réduction de 200 millions de francs sur un programme d'équipement évalué à quelque 1 milliard.

« L'indignation » des économistes de la RATP, la contrepartie que l'Etat demande à l'entreprise en échange de la hausse des tarifs de 8 % (en moyenne) accordée à compter du 1^{er} mai. Ces « objectifs » viennent d'être communiqués à M. Quin par le ministre de MM. Balladur, ministre de l'économie, et Jacques Douffagne, ministre délégué chargé des transports.

Dans un communiqué, M. Claude Quin a indiqué : « Les économies nouvelles possibles à la RATP ne peuvent être que limitées ; à moins de mettre en cause le niveau et la qualité du service public ». M. Quin, ajoute que d'« importants efforts de productivité ont été faits » et que « une grande rigueur de gestion a été observée en 1985 pour surmonter un contexte financier difficile ».

LE PS CRITIQUE TRÈS VIVEMENT LE PLAN DE RIGUEUR DU PRÉSIDENT DE LA SNCF

Le Parti socialiste « a pris connaissance avec surprise et indignation du nouveau plan de rigueur mis en œuvre par la direction de la SNCF sous prétexte d'une adaptation indispensable de sa politique économique et sociale », indique un communiqué publié le 24 avril.

Selon le PS, « rien n'empêche la remise en cause des décisions prises quelques mois auparavant seulement pour l'exercice 1986 ». Il souligne également la « contradiction » entre les prévisions d'augmentation des pertes du trafic faites par la SNCF d'une part, et les perspectives de relance de l'activité annoncées par le gouvernement d'autre part. « L'indignation » des économistes de la RATP, la contrepartie que l'Etat demande à l'entreprise en échange de la hausse des tarifs de 8 % (en moyenne) accordée à compter du 1^{er} mai. Ces « objectifs » viennent d'être communiqués à M. Quin par le ministre de MM. Balladur, ministre de l'économie, et Jacques Douffagne, ministre délégué chargé des transports.

« On notera que M. Philippe Enjalbal, président de la SNCF, qui a exposé son plan dans le Monde du 22 avril, a été nommé par le précédent gouvernement socialiste. »

Le gouvernement norvégien met fin au conflit de l'industrie pétrolière. Le gouvernement norvégien a, le 25 avril, mis fin au conflit social qui touchait l'industrie pétrolière de la mer du Nord, en ayant recours à l'arbitrage obligatoire. Un tribunal spécial doit maintenant trouver une solution qui sera proposée au Parlement norvégien. Le conflit, qui affectait quatre mille trois cents ouvriers, paralysait la production pétrolière (900 000 barils par jour) depuis le 11 avril.

LES RÉSULTATS DES BANQUES EN 1985

Un bon cru

L'exercice 1985 a été favorable pour les grandes banques françaises, le dernier, peut-être, avant que la baisse des taux ne ralentisse la croissance de leurs résultats. Au début du mois, le Crédit lyonnais a publié une augmentation de 20 % de son bénéfice consolidé, à 1,2 milliard, et ceux de la BNP et de la Société générale ne le cèdent en rien, avec cette particularité, déjà relevée en 1984, que les activités métropolitaines redevenaient plus profitables que celles exercées à l'étranger. Pour Indosuez, la progression a été moins sensible.

La BNP : + 21 %

Le bénéfice consolidé de la première banque française a augmenté de 21,6 % en 1985, passant de 1 634 millions de francs à 1 988 millions de francs. L'évolution a été plus favorable en métropole (+ 10,3 %) que dans les réseaux (+ 1,3 %) après réévaluation (en France), tandis que l'amortissement des frais généraux et des amortissements était limitée à 1,1 %. Les commissions ont progressé de 10 %, mais ne représentent que 17 % du produit net bancaire.

Fait notable, les provisions constituées pour les créances douteuses et les risques généraux ont diminué (4 876 millions de francs en 1985, contre 5 145 millions de francs en 1984), ce qui a contribué à l'augmentation du résultat total. Sur 28 milliards de francs de provisions globales en cours, 16 milliards de francs concernent les risques souverains (Amérique latine, Afrique, etc.) désormais provisionnés à 32 %. Les fonds propres s'élevaient à 18,45 milliards de francs (+ 14,3 %), et ils vont être renforcés par une émission de certificats d'investissement de 10 milliards de francs. Le personnel se verra résorber 10 % de l'émission, soit un maximum de 15 % pour l'étranger, a précisé le président, M. René Thomas.

Société générale : + 41,1 %

« Nos résultats ont été satisfaisants », a déclaré M. Jacques Mayoux, président de la Société générale, dont le bénéfice consolidé a progressé de 41,1 %, à 1 308 millions de francs contre 927 millions de francs. Cette progression a été due, en grande partie, à l'augmentation des participations dans les filiales (SOGENAL, SOGEBAIL), sans oublier le redressement de la filiale commune aux États-Unis, European-American Bank, très lourdement dévaluée en 1984. Au niveau de la maison mère, les mé-

taux de leurs résultats. Au début du mois, le Crédit lyonnais a publié une augmentation de 20 % de son bénéfice consolidé, à 1,2 milliard, et ceux de la BNP et de la Société générale ne le cèdent en rien, avec cette particularité, déjà relevée en 1984, que les activités métropolitaines redevenaient plus profitables que celles exercées à l'étranger. Pour Indosuez, la progression a été moins sensible.

A l'inverse de la BNP, les provisions ont augmenté (+ 20,8 %) à 5 607 millions de francs contre 4 643 millions de francs, celles sur les risques étrangers progressaient de 34 %, contre 13,8 % pour celles sur les risques commerciaux français. Les fonds propres ont un bond de 51 % à 9 835 millions de francs contre 6 511 millions de francs en 1984, ce qui, selon M. Mayoux, est encore insuffisant, car « nous nous étions fixés comme objectif, en 1982, de réunir en fonds propres 5 % de nos engagements clients et 0,5 % de nos engagements interbancaires », ce qui aurait dû porter les fonds propres à 15 777 milliards de francs en 1985.

Banque Indosuez : + 11,50 %

Les résultats de la Banque Indosuez ont été « globalement un peu décevants », ont déclaré le président, M. Jean Peyrelevade, et le directeur général, M. Antoine Jeacoum, Galigani : le bénéfice consolidé, après un bond de 40 % en 1984, n'a progressé que de 11,50 % en 1985, à 625,5 millions.

Une baisse de 22 % du dollar a affecté une maison dont la moitié des opérations s'effectuent en dollars, tandis que le fléchissement des activités au Moyen-Orient a impacté fortement les marges des filiales saoudiennes et libanaises. En revanche, un développement très sensible a été enregistré dans le domaine des activités financières, des opérations sur titres de la maison mère et des résultats des filiales spécialisées, CFI et CGM (marché monétaire et obligataire), LCL (Loca-france).

F. R.

REPÈRES

Commerce extérieur : fort excédent en RFA

La RFA a réalisé en mars un excédent commercial de 8,4 milliards de marks (12,3 milliards de francs) contre 6,4 milliards en février. Les exportations ont atteint 43,6 milliards et les importations 35,2 milliards de deutschmarks. Pour l'ensemble du premier trimestre 1986, le surplus commercial s'est élevé à 22,3 milliards de deutschmarks (13,6 milliards de francs en mars 1985). Les exportations ont atteint 130,3 milliards et les importations 108 milliards de deutschmarks. Pour sa part, la balance des paiements courants a, sur trois mois, été excédentaire de 16,2 milliards de deutschmarks. En 1985, la RFA a enregistré un surplus commercial record de 73,3 milliards de deutschmarks.

Paiements courants : déficit record en Grande-Bretagne

Après une année ininterrompue d'excédents, la Grande-Bretagne a enregistré en mars un déficit de sa balance des paiements courants de 538 millions de livres, qui bat le précédent record de 440 millions en février et 1,14 milliard en janvier. Ce retournement a été provoqué par la baisse du volume des exportations pétrolières, la chute des cours du baril et la dépréciation du dollar, qui en a entraîné la contrevaloir en sterling. Le déficit de la balance commerciale - 1,13 milliard de livres - a été compensé par un excédent de 592 millions en services - n'a pas été compensé par l'excédent des invisibles, soit 600 millions de livres. Tout en qualifiant ces résultats de décevants, le ministère du Commerce fait valoir que, pour le premier trimestre 1986, la balance des paiements courants reste excédentaire de 863 millions de livres contre un déficit de 374 millions en un auparavant.

Prix : + 3 % en un an

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,3 % en mars 1986, l'indice (base 100 en 1980) s'élevait à 160,4 contre 160 en février. En un an, de mars 1984 à mars 1985, la hausse est de 3 %. En mars, les prix de l'alimentation ont progressé de 0,2 %, ceux des produits manufacturés de 0,1 % et ceux des services de 0,4 %. On note une baisse de 1,8 % des produits pétroliers, tandis que de fortes hausses, par rapport à la moyenne, sont enregistrées dans le textile-habillement (+ 0,5 %), les services de transport (+ 0,7 %) et les services d'utilisation des véhicules privés (+ 1 %).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



BANQUE NATIONALE DE PARIS

RÉSULTATS 85

BILANS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE 1985 DU GROUPE B.N.P. ET DE LA B.N.P.

Le Conseil d'Administration de la BANQUE NATIONALE DE PARIS, réuni, le 24 avril 1986, sous la présidence de M. René THOMAS, a arrêté les comptes de la B.N.P. pour l'exercice 1985.

I - RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE B.N.P.

Le bénéfice net atteint 2.714 MF, en hausse de 19,6 %.

PRINCIPALES DONNÉES DU COMPTE DE RÉSULTATS (en millions de F.)	1984	1985	Progression (en %)
Produit net bancaire	25.336	27.587	+ 8,9
Résultats avant provisions, impôts et divers	8.340	8.778	+ 5,1
Charges nettes des provisions pour créances douteuses et risques généraux	6.545	4.876	- 25,8
Bénéfice net	1.789	2.114	+ 18,2
Bénéfice net (part du groupe)	1.884	1.988	+ 5,3

Le bénéfice net consolidé a atteint 2,714 MF, en hausse de 19,6 %, avec une contribution des commissions (près de + 10 %). Après 10,8 MF de Frais Généraux et Amortissements (+ 3,8 %), le résultat d'exploitation avant provisions, impôts et divers, atteint près de 8,8 MF, en hausse de 7,1 %. Le résultat d'exploitation en Métropole (+ 1,1 %) que dans les réseaux extérieurs dont les résultats convertis en Francs sont en hausse de 1,1 % (- 1,3 %).

Le net des dotations aux provisions pour créances douteuses et risques généraux a été de 4,876 MF, en hausse de 10,8 %, part importante de ces provisions a été affectée aux risques sur les pays qui éprouvent des difficultés de paiement. Compte tenu notamment des impôts dont le total s'élève à 1,570 MF, le bénéfice net consolidé s'élève à 2,114 MF (+ 19,6 %). Indépendamment des résultats de la B.N.P. (1,988 MF), en augmentation de 21,6 %.

Le total du bilan consolidé est en légère baisse, en raison du cours du dollar, le cours de change constant, il aurait progressé de plus de 5 %.

Après mise en réserve des résultats, les fonds propres, confortés par l'émission de 10 MF de Titres, s'élèvent à 9.835 MF, en hausse de 51 % par rapport au 31 décembre 1984.

II - RÉSULTATS DE LA B.N.P. MAISON MÈRE

Le bénéfice net s'élève à 720 MF, en hausse de 10,3 %.

PRINCIPALES DONNÉES DU COMPTE DE RÉSULTATS (en millions de F.)	1984	1985	Progression (en %)
Produit net bancaire	21.471	22.341	+ 4,1
Résultats avant provisions, impôts et divers	8.941	9.794	+ 9,5
Charges nettes des provisions pour créances douteuses et risques généraux	4.408	3.822	- 13,3
Bénéfice net	619	720	+ 16,3

En Métropole, les ressources de la clientèle en Francs de la B.N.P. ont augmenté de 6,3 %, les concours à la clientèle de 7,1 %. Le Produit Net Bancaire progresse de 5,4 %, tandis que l'ensemble des Frais Généraux et Amortissements s'accroît de 6,7 %. Le résultat d'exploitation de la Métropole s'élève en définitive à 5,311 MF. S'y ajoutent les résultats de nos succursales d'Outre-Mer et de l'étranger qui, converties en Francs, s'élèvent à 483 MF.

Les résultats avant provisions, impôts et divers de l'ensemble des réseaux, s'élèvent ainsi à 5.794 MF. Le résultat net de la banque s'élève à 1.988 MF contre 1.884 MF pour l'exercice 1984.

BNP, la banque est notre métier

UNITÉ CONTRE LE TERRORISME

Armées françaises de Méditerranée renforcées leurs défenses

[illegible]

QUATRE IRAKIENS DEMAN-
DENT LE DROIT D'ASILE EN
FRANCE

FRANCE

**permettra de mener à bien
que agricole commune**

1. The first step in the process of the investigation is the identification of the problem. This involves a thorough review of the available information and a clear definition of the issue at hand.

2. Once the problem is identified, the next step is to gather relevant data. This can be done through various methods, including interviews, observations, and the review of documents.

3. After gathering the data, the investigator must analyze it to identify patterns and trends. This step is crucial in understanding the underlying causes of the problem.

4. The final step in the process is to develop and implement a solution. This involves creating a plan of action and ensuring that it is effectively carried out.

5. Throughout the entire process, it is important to maintain clear communication and documentation. This ensures that all parties involved are kept informed and that the progress of the investigation is properly recorded.

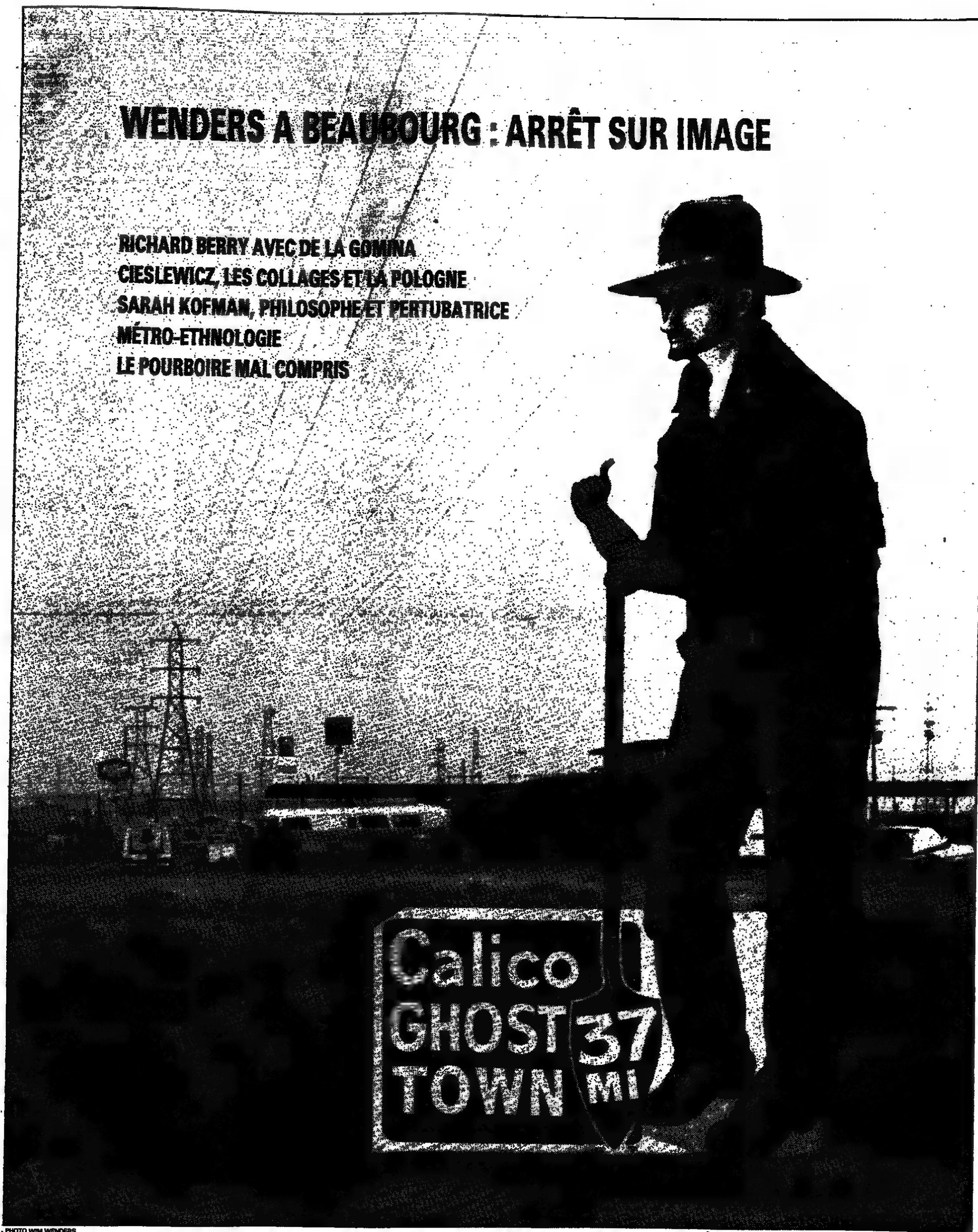
6. Finally, it is essential to evaluate the results of the investigation and determine whether the problem has been successfully resolved. If not, further action may be required.

**Le FNSEA et le CNJA demandent
des mesures nationales**

La discussion s'est terminée par la lecture d'un rapport de la commission de la part de son rapporteur, M. de la Roche. Ce rapport a été lu avec une certaine émotion, et a été l'objet de diverses observations. On a remarqué que le rapport était très bien rédigé, et qu'il contenait de nombreuses données intéressantes. On a également remarqué que le rapport était très complet, et qu'il couvrait tous les points importants de la question. On a enfin remarqué que le rapport était très clair, et qu'il était facile à comprendre.

WENDERS A BEAUBOURG : ARRÊT SUR IMAGE

**RICHARD BERRY AVEC DE LA GOMINA
CIESLEWICZ, LES COLLAGES ET LA POLOGNE
SARAH KOFMAN, PHILOSOPHE ET PERTUBATRICE
MÉTRO-ETHNOLOGIE
LE POURBOIRE MAL COMPRIS**



- PHOTO WTM WENDERS

DOCUMENT

Qui a livré à Barbie les chefs militaires de la résistance communiste en zone sud ?

ACCEPTÉES PAR LE CNPF

Les négociations sur les licenciements pourraient préciser le rôle de l'administration

L'annonce de la volonté du CNPF d'ouvrir des négociations sur les licenciements, dès lors que l'autorisation administrative de licenciement sera supprimée par la loi (le Monde du 26 avril) a laissé, les syndicats plutôt sceptiques.

Premier s'exprimer, M. André Bergeron, a fait la fois qu'il avait « l'intention de demander à Yvon Gattaz la portée exacte de la déclaration ». « Quel qu'il soit, les organisations de Force ouvrière seront naturellement parties prenantes dans les négociations qui pourraient s'engager », a déclaré le secrétaire général de Force ouvrière, qui avait auparavant déclaré : « Nous ne pouvons obtenir par des négociations collectives les garanties qui nous paraissent nécessaires en cas de licenciement ».

Plus réservée, la CFTC a souligné dans un communiqué que le président du CNPF avait « posé comme préalable à une discussion sur les garanties en cas de licenciement la suppression des dispositions actuelles ». « C'est parfaitement inacceptable et la CFTC, qui ne lâchera pas la proie pour l'ombre et demande au gouvernement de ne pas tomber dans le piège, en se chargeant du sale boulot pour laisser au patron le beau rôle d'essayer de réparer les dégâts ».

Réunie à l'occasion de son conseil d'administration, qui s'est tenu le 25 avril, la CFTC n'a pas pris position. Elle devrait le faire lundi au cours d'une conférence de presse.

Quel pourrait être le contenu de ces négociations destinées à préciser les garanties et les procédures qui régissent le licenciement ? « Nous négocierons sur le respect strict des procédures », a expliqué M. Gattaz à Desauville, convaincu qu'une « solution acceptable pour les deux parties est possible ». « Des garanties devront être trouvées pour éviter le piège du « libéralisme sauvage ». Le président du CNPF a ainsi évoqué les structures de concertation - à commencer par les comités d'entreprise - et les garan-

ties offertes par la loi et par les conventions - ou encore l'obligation d'un plan social.

Le cadre général du nouveau dispositif a été tracé par le ministre des affaires sociales. Il n'y aurait pas de seuil particulier en matière de licenciement sans se conformer à certaines règles. L'administration n'aura pas à se prononcer a priori mais disposera, si ce n'est d'un droit de veto, du droit de regard en cas d'abus ou de manquement à la procédure définie ; elle pourrait demander à l'employeur d'en revenir à la situation antérieure à l'erreur constatée, puis le reprendre la démarche normale. Dans le cas des entreprises qui, pour l'élaboration de leurs plans sociaux, ont recours aux aides publiques versées par le FNE (Fonds national de l'emploi), pour des retraits, des formations ou des congés de conversion, la négociation devra préciser les méthodes de contrôle appropriées. Une négociation générale pourrait être approuvée, sauf pour les grands groupes.

a été indiqué par erreur dans les éditions du 26 avril, permettant également de régler la situation de la Fédération des travaux publics que préside Jean-Louis Giral, démissionnaire du CNPF.

Cette fédération a signé, il y a un peu plus d'un an maintenant, un accord toujours en vigueur. Débarassé d'un seul point litigieux, cet accord pourrait être reconnu par la commission nationale des conventions collectives dans le cadre de la loi Delebarre. C'est du moins le souhait exprimé par M. Giral auprès de M. Delebarre, puis de M. Séguin ; ce dernier pourrait donner son accord prochainement, le CNPF paraissant disposé à démissionner.

Toutefois il ne semble pas possible que des négociations professionnelles puissent à leur tour négocier des aménagements du temps de travail, le CNPF, sur ce point, paraissant décidé à monter la garde.

ALAIN LEBEAUCHE

La deuxième ouverture de M. Gattaz

La fin de l'administration administrative entraîne le développement des recours en justice pour contester le cas échéant le bien-fondé du licenciement intervenu. Enfin, s'agissant des délais, rien ne serait prévu pour réduire ceux qui ont été définis par convention dans les branches et qui peuvent atteindre jusqu'à six mois dans la chimie.

« Nous défendons un principe », a expliqué M. Gattaz. Il s'agit de savoir si, quel qu'on le veuille ou non, on s'en va vers une « libéralisation » de l'emploi. « Nous défendons beaucoup à ce que les salariés soient protégés, a-t-il ajouté ; il faut des réglementations simples, rustiques, applicables ».

La deuxième ouverture faite par M. Gattaz, concerne le « soutien » du CNPF à l'industrie des industries métallurgiques et minières (UIMM) pour s'engager dans une négociation de branche, notamment sur l'aménagement du temps de travail demandé par les métallurgistes CFTD (et non par l'Etat, comme il

« Accords sur le temps de travail à la Sollec ». Un accord sur l'aménagement du temps de travail a été signé jeudi 24 avril à la Sollec (Société lorraine de laminage continu) par les syndicats CFTC et CFTD. Les salariés bénéficieront de postes supplémentaires les dimanches ou périodes de haute production (janvier à septembre) ; les dimanches ou périodes de haute production (octobre à décembre) sur des jours fériés, nuits et samedis. Les congés payés devront être pris en période de haute production correspond aux congés scolaires. La direction prévoit 12 postes supplémentaires par an. Pour la CGT, les salariés ne paient avec la suppression de la cinquième équipe et entraînent l'allongement des horaires.

« Trois années de suite, les dépenses de la Sécurité sociale ont été excédentaires : en 1983, 11,2 milliards ; en 1984, 16,6 milliards ; en 1985, 16,6 milliards. Ce que la droite n'avait jamais pu réaliser, nous l'avons fait : une Sécurité sociale en équilibre, dans le respect des principes posés en 1946. Un nouveau, on repart de zéro de la Sécurité sociale. La droite n'a même pas osé le faire l'an passé ».

« Les chiffres avancés par le premier ministre ministériel dernier des services qui ont permis de bouleverser la Sécurité sociale et réduire les prestations, pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la vérité des comptes. J'invite M. Chirac à les faire vérifier soigneusement ».

« En une qualité de membre de la commission des finances de l'Assemblée nationale, j'ai consulté la direction générale de la Caisse nationale d'assurance-maladie pour connaître les principes de la trésorerie de la Sécurité sociale. Le 14 avril, celle-ci était excédentaire de 47 milliards, 500 millions de francs, contre 44 milliards 12 millions au 24 avril 1985. Cela signifie que la Sécurité sociale évolue au même rythme que l'an dernier, et que les prévisions faites en janvier sont réalistes. La campagne actuelle n'a pas d'autre but que de permettre l'institution d'une sécurité sociale à deux vitesses ».

M. PHILIPPE SÉGUIN
invité du Grand Jury
RTL - le Monde

M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 27 avril, de 11 h 15 à 13 h 30.

Le maire RPR d'Espinal répondra aux questions d'André Fossion et de Michel Noblecourt du Monde et de Jeanine Perrinmond et de Jean-Yves Hollinger de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

Le Monde Infos-Spectacles
sur Minitel
36-15-91-77 + ISLM

A B C D E F G

LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Les unités anti-aériennes françaises de Méditerranée ont renforcé leurs défenses

Des manœuvres interalliées de grande ampleur - plus de 100 avions américains F-111 y ont participé - ont mobilisé les défenses anti-aériennes en Grande-Bretagne. Les défenses anti-aériennes de Gibraltar et de Chypre sont renforcées dans la crainte d'une riposte libyenne au raid récent des Etats-Unis sur Benghazi et sur Tripoli. Il n'en a pas fallu davantage pour que, le psychisme du terrorisme international aidant, on ait interprété ici ou là le renforcement de certaines unités anti-aériennes dans le sud-est de la France comme l'installation d'un « barrage » de missiles anti-Kadhafi.

La situation est à la fois plus simple et plus complexe. Depuis juillet dernier, le 54^e régiment d'artillerie, équipé de missiles sol-air Roland, a pris son cantonnement à Hyères (Var), non loin de la base aéronavale où sont entreposés des avions d'attaque Super-Éclair. Il y a quinze jours, ce même régiment a reçu sa cinquième batterie, c'est-à-dire qu'il est aujourd'hui doté de l'ensemble de ses missiles anti-aériens.

Dans le même temps, la base aéronavale a décidé de renforcer son entraînement à la marine

nationale a déployé au large de Toulon ses deux frégates lance-missiles, le Duquesne et le Suffren, qui participent indirectement à cet exercice. Des mesures de sécurité rapprochées ont été appliquées sur la base aérienne d'Isère (Bouches-du-Rhône) où sont stationnés des missiles anti-aériens Crotale. De son côté, le 54^e régiment d'artillerie a déployé, pour les tests, ses batteries Roland entre Hyères et Saint-Mandrier, soit sur une distance d'une vingtaine de kilomètres.

Alors que ces mesures de précaution et de vigilance sont prises, les transports d'assaut de la VI^e Flotte américaine en Méditerranée, le Guadalcanal et l'Ernest, sont à Toulon. Un autre transport d'assaut, le Fonce, et deux navires de débarquement de chars, l'El Paso et le Maniwoc, de la même VI^e Flotte, font une escale à Marseille, soit, dans ces deux ports, deux mille permissionnaires à chaque fois. Autant de « cibles » en puissance pour des terroristes, malgré les consignes spéciales de prudence données par l'état-major américain à l'ensemble de ses marins.

Telle est la situation avec ses risques d'attentat. Mais, de là à affir-

mer qu'un « barrage » de missiles anti-Kadhafi avait été dressé de Nice à Perpignan, il y a un pas que même le ministre de la défense, M. André Giraud, n'a pas osé franchir. « Kadhafi ne nous a pas menacé de ses commandos », a dit le ministre, vendredi 25 avril, à RTL. La possibilité qu'il y ait des dégâts en France de la part de la Libye est infime, pour ne pas dire nulle ».

J.L.

QUATRE IRAKIENS DEMANDENT LE DROIT D'ASILE EN FRANCE

Quatre passagers clandestins affirmant être des irakiens ayant fui leur pays puis l'Iran, ont demandé asile politique, vendredi 25 avril, à la préfecture de la Seine-Saint-Denis (Paris-de-Calais) et ont demandé le droit d'asile en France.

Ces quatre personnes, arrivées d'Afrique du Sud, après une escale à Dunkerque, ont été retenues dans la nuit de la Seine-Saint-Denis à la préfecture de la Seine-Saint-Denis (Paris-de-Calais) et ont demandé le droit d'asile en France.

L'accord de Luxembourg permettra de mener à bien la réforme de la politique agricole commune

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - « Nous sommes parvenus à un résultat assez exceptionnel », a déclaré M. François Guillaume, ministre de l'Agriculture, lors de la signature de l'accord de Luxembourg. La satisfaction du ministre est légitime, car la France, comme il l'a dit, a convenablement tiré son épingle du jeu. Grâce à la dévaluation, elle a pu servir à ses agriculteurs, et moins à ses électeurs, des ajustements de prix qui devaient permettre d'enrayer la chute des revenus.

La maintien d'une partie des montants compensatoires monétaires (MCM), créés après le réajustement d'Oostmarsum, est certes com-

mercialement gênant ; ces MCM jouent en effet en faveur de l'exportation. Mais il était difficilement évitable, face à des partenaires aussi puissants, de ne pas être en situation de force. La France, qui, tout en ayant ramené son inflation au-dessous de la plus basse, pouvait offrir à ses agriculteurs un cadeau qu'ils ne pouvaient pas refuser, a eu, de refuser à leurs troupeaux.

A cet égard, le compromis de lundi est avant tout un succès collectif. Pour son baptême du feu, l'Europe verte du Douze, pesant sur l'appareil difficile à manoeuvrer, bien conduit par M. Gerit Braks et Frans Andriessen, le président du conseil et le commissaire chargé des affaires agricoles, tous deux Néer-

landais, s'est plus qu'honorablement comporté. L'accord de Luxembourg ne compromet pas les principes de la politique agricole commune (PAC) accomplis depuis 10 ans, mais il y apporte une contribution nouvelle et déterminante. Beau succès, même si, de voir la retraite de la PAC se dérouler en bon ordre, il n'aurait pas été de la surprise. Mais, compte tenu de la surproduction généralisée que connaît le monde agricole, tout dérapage pourrait être fatal au Marché commun agricole.

Deux décisions courageuses viennent d'être prises. La production laitière, qui, par des ajustements divers, s'était installée un peu trop à l'aise dans le système des quotas, sera réduite de 3 millions de tonnes en 1985. Surtout, les producteurs de céréales seront assujettis à une taxe de corresponsabilité qui, grâce à un système d'aides, épargnera les plus modestes. Par touches successives, les Européens ont avec prudence mais détermination une réforme agricole qui apparaît plus sage et moins brutale que celle actuellement mise en œuvre aux Etats-Unis.

C'est la chance de la France que cette entreprise de modernisation implique une plus grande spécialisation, autrement dit donne une chance supplémentaire à ceux qui

travaillent dans des conditions naturelles propices à une production organisée.

L'opération est moins favorable aux agriculteurs allemands, qui éprouveront une nouvelle diminution de l'ordre de 10 % des prix des céréales. M. Ignaz Kisch, leur ministre, s'est battu avec acharnement pour que la réforme du programme d'austérité qui proposait la Commission. Il a marqué des points, sans pour autant infléchir la tendance.

En laissant passer le compromis de vendredi, la République fédérale a donné un gage de sa bonne volonté communautaire. Bien comme il faut, elle a montré qu'elle n'est pas prête à se laisser entraîner par les exigences budgétaires de la Commission. Elle a marqué des points, sans pour autant infléchir la tendance.

Les finances, qui prennent à leur tour, lundi, le chemin de Luxembourg, auront du mal à se mettre d'accord sur la répartition, entre les différents secteurs agricoles, des aides nécessaires, une manne qui, compte tenu de l'élargissement, a été comptée trop chichement. L'accord agricole permet cependant d'envisager ces débats avec plus de sérénité.

PHILIPPE LEMAITRE

La FNSEA et le CNJA demandent des mesures nationales

La satisfaction exprimée par le ministre français de l'Agriculture, après le compromis de Luxembourg sur les prix agricoles, contraste avec les réactions des centrales syndicales, FNSEA et CNJA. M. Guillaume n'a pas l'ancien président de la FNSEA, qui demandait à ce titre qu'il y ait une augmentation des prix de 4,7 %, ou pourrait dire que le contraste entre le jugement du ministre et celui des paysans n'est pas une surprise.

A l'issue du marathon, M. Guillaume a qualifié d'« assez exceptionnel » le résultat de ces négociations, estimant que la délégation française avait « bien tiré son épingle du jeu ». Il s'est notamment félicité d'avoir atteint son objectif, qui était « la réduction de 3 % des montants compensatoires monétaires négatifs ».

Le ministre a encore indiqué qu'il n'y avait pas de problème lorsqu'il s'agit de transformer la suspension obtenue pour un mois des MCM sur le porc et les volailles en suspension définitive.

Les syndicats proches de M. Guillaume ont, eux, fait valoir la conclusion de cet accord que c'était désastreux au gouvernement français de compenser ses insuffisances. Certes, la FNSEA ménage son ministre, puisqu'elle attribue à la « conjonction de facteurs conjugués » la faiblesse du compromis. De même, elle reconnaît « les efforts déployés par la délégation française, qui a réussi ainsi à sauvegarder les points essentiels, comme la suspension de certains MCM ». Mais, dans le même temps, elle souligne « les insuffisances en matière de négociation des MCM », et elle indique qu'elle continuera de prendre des

mesures nationales compensant les insuffisances en même temps que les secteurs de production, des paysans, dans le cadre de l'accord ».

La réaction du CNJA paraît moins mesurée. Les jeunes agriculteurs sont globalement insatisfaits. « Le CNJA apprécie que l'agriculture ne soit pas le seul secteur économique à ne pas bénéficier des effets positifs de la dévaluation du franc. Le démantèlement insuffisant des MCM ne répond pas à cette attente. Les réformes des réglementations de marché, notamment pour les secteurs des céréales, du lait, du porc, du bœuf, du mouton, du poulet, du canard, du dindon, du gibier, ne vont entraîner, comme le CNJA le craignait, non pas une baisse des prix, mais une nouvelle baisse des prix insupportable, compte tenu de l'évolution négative du revenu agricole ».

La CNJA demande « une action rapide et vigoureuse pour réduire les charges des exploitants ». C'est d'ailleurs au premier ministre que le CNJA en appelle. M. Chirac, en effet, d'accepter l'invitation du président du CNJA, M. Michel Teysseaud, qu'il recevrait vendredi 25 avril à l'hôtel Matignon, à participer au prochain congrès de Montauban le 22 mai prochain. La présence d'un premier ministre au congrès du CNJA est rare. La dernière remonte à 1976, au congrès de Bordeaux. Louis Langa, aujourd'hui député RPR, quittait alors la présidence de l'organisation syndicale. Le premier ministre était Jacques Chirac.

J.G.

Le numéro du « Monde » daté 26 avril 1986 a été tiré à 520 947 exemplaires

CINÉASTE

WIM WENDERS :
ARRÊT
SUR IMAGE

par Patrick Roegiers



Wim Wenders, metteur en scène allemand, auteur notamment de « Alice dans les villes », « Au fil du temps », « L'Ami américain », « Hammett »...

Wim Wenders, le réalisateur de *Paris, Texas*, expose à Beaubourg. Quoi ? Des photos. Clichés pris dans l'Ouest américain en 1983, en amont des véritables repérages du film et qui l'acclimateront aux paysages et à l'utilisation de la couleur. Photos d'un cinéaste, mais propos aussi d'un créateur largement désabusé sur le septième art, et qui n'hésite pas à dire : « Les photographes ont une conscience, une morale de ce qu'ils font, alors que le cinéma a été profondément atteint, vidé, par la publicité et la télévision. Il y a une éthique dans la photo. »

« On ne retrouve jamais ce qu'on a vu », dit en contemplant ses clichés le réalisateur allemand. Les photos de Wim Wenders, exposées au Centre Georges-Pompidou, sont le fruit d'un voyage en Ouest américain en 1983. Le cinéaste y a rencontré de son rêve que pendant trois mois, dans un mobile-home, en compagnie d'un chef de production, puis de son assistante Claire Denis, Wim Wenders a parcouru 2 500 miles dans l'Ouest américain, prenant près de trois mille diapositives et aussi des photographies qu'il réalise pour son compte personnel et dont il présente une sélection au Centre Pompidou (1).

L'entretien a eu lieu dans une « bulle » surchauffée au premier étage du Centre où, durant une heure et demie, assis de profil, la barre brune des lunettes Wenders sur son nez, le regard fixé sur la légende, un ton égal, d'une voix douce et plaintive, presque chantante, s'explique en ne vous regardant qu'une ou deux fois comme pour visser un point d'appui.

Après avoir créé une tension jusqu'au malaise, le cinéaste quadragénaire, solitaire et sourd, vous remercie de votre patience et disparaît comme il est venu ; il est déjà ailleurs, intense et mélancolique, flottant entre deux rêves, entre deux continents, entre deux films.

« Durant deux mois, vous avez fait des repérages pour *Paris, Texas*, mais les photos que vous exposez au Centre Pompidou ne sont pas des photos de repérage. Quel statut leur accordez-vous ?

« C'était une autre manière de préparer le film. Ces photos ont toutes été prises en 1983 avec un appareil grand format, pour mon seul plaisir personnel, et pour saisir les couleurs et la lumière de

l'Ouest américain. Il y a vingt-cinq ans que je fais des photos, presque toujours en noir et blanc, et puisque *Paris, Texas* est un film en couleurs, je me suis dit qu'il fallait aussi faire en couleurs les photos de préparation du film.

« Cela m'a demandé du courage parce que, pour moi, la photo, c'est le noir et blanc. En plus, le grand format oblige à trouver un point de vue, on avance, on recule, on attend que la lumière tombe juste, on prend seulement une photo, pas plus. C'est pour cela que j'ai accepté de faire une exposition. Montrer des photos de repérage aurait doublé le travail du film.

« Le noir et blanc était pour vous la couleur du voyage. Comment s'est fait le passage à la couleur ?

« Avant, je me perdais dans les couleurs. Mes films en couleurs ne m'appartenaient pas de la même façon que les films noir et blanc. C'est aussi pour ça que j'ai fait tant de photos de préparation.

« Les couleurs de l'Ouest américain sont particulières. D'abord, le ciel est presque toujours bleu, mais d'un bleu qui n'existe pas en Europe. Et il y a les autres couleurs ; elles sont sans relation entre elles, mais chacune est si forte qu'on pense : « Voilà la couleur verte, ou bleue, ou rouge, voilà le rouge même. » Ainsi, peu à peu, j'ai pris confiance en mon droit de prendre les couleurs, et, durant le tournage, j'ai été tout à fait à l'aise avec elles.

« La couleur était pour moi une abstraction, le noir et blanc me semblait plus réaliste, la couleur me paraissait quelque chose de rajouté. Ça s'explique. Si on regarde l'histoire du cinéma, on voit que la couleur est une chose qui a été ajoutée. C'est ce qui s'est passé pendant que je faisais toutes ces photos. Si bien que lorsqu'on a commencé le film la couleur ne me donnait plus l'impression d'être en plus, elle était devenue évidente, il ne fallait plus en parler, elle était là.

« N'est-ce pas dû aussi au fait que, après six ou sept ans passés aux États-Unis, vous avez approché votre regard sur l'Amérique ?

« Je ne crois pas, et je me demande si ça existe un regard sur l'Amérique. Surtout dans l'Ouest. Face à ces grands espaces vides, on se rend compte qu'on n'a rien de regard. C'est différent dans les villes, mais on y a vécu quelques années, mais dans l'Ouest, si on arrive sans un regard, on ne voit plus rien. Seulement ce qu'on connaît déjà.

« Bien sûr, on voit toujours ce qu'on veut voir, et on ne photographie que ce qu'on connaît déjà, mais dans l'Ouest américain, quand on voyage seul, qu'on se réveille le matin, rien n'est jamais pareil, on se sent pour la première fois sur la Lune.

« Vous avez avec vous deux appareils. Un Leica pour le repérage, les prises de vue rapides, et un autre pour fixer la mémoire. Qu'est-ce qui déterminait l'usage de l'un ou de l'autre ?

« Prendre une photo avec un Leica est facile, efficace. Entre l'instant où l'on voit ce qu'on veut photographier et le déclenchement, il n'y a même pas une seconde. Tout va à la vitesse de la lumière, on ne pense pas à la photo qui suit. J'ai fait ainsi mille ou trois mille diapositives pour me rappeler certains détails.

« L'autre appareil est tout à fait différent. D'abord, il est lourd, on hésite avant de regarder dedans, son cadre n'est pas celui du cinéma, il a un format 6x7, presque carré, comme une toile, et permet un travail sur la forme qui n'existe pas ou qui est à peu près inconnu avec le Leica ou n'importe quel autre appareil reflex.

« Qu'est-ce qui vous engageait à photographier un paysage plutôt qu'un autre ?

« Je crois que mes photos ont toutes plus ou moins la même source. Dans la plupart d'entre

elles, il y a l'écriture qui se détache, il y a l'horizon à quelque chose d'humain par les hommes. Il y a des stations-service, des cinémas, des panneaux publicitaires, des boutiques, des maisons. Ce qui frappe dans l'Ouest américain, c'est que tout ce que l'homme a construit périclité vite. Ce n'est pas à cause du soleil ou du climat, mais parce que le paysage n'est pas viable, il y a cent ou deux cents ans, il a été conquis comme un nouveau continent avec un optimisme énorme, mais ce n'est pas une réussite.

« Aujourd'hui, l'Ouest redevient un désert. Il y a encore quelques autoroutes, mais les routes disparaissent, c'est trop grand, les gens prennent l'avion, toute la civilisation - les petites villes, les stations-service - est en train de rétrécir, il n'y a plus rien d'imaginer qu'il n'y aura bientôt plus rien, que l'Ouest redeviendra comme il était il y a deux cents ans lorsqu'il appartenait aux Indiens.

« Il me semble que cela se voit surtout à tout ce qui est écrit dans le paysage, les panneaux, l'écriture, une façon de conquérir le monde, elle demeure là, mais elle est écrite sur un papier qui est déjà plus là. On dirait qu'il y a une catastrophe, mais c'est la nature, la plus forte, qui m'a beaucoup attendu.

« Quelquefois, dans une maison ou à un endroit du paysage, on voit un objet qui se détache. C'est là que je me suis arrêté pour faire des photos, à l'époque où j'étais peintre et m'arrêtais avec des couleurs et des papiers. C'est une autre manière de faire des photos, la photo de repérage. Les deux ou trois mille diapos sont des photos pour lesquelles on ne s'arrête pas vraiment s'arrêter. Bien sûr, on s'arrête, mais à l'instant où l'on prend la photo on est déjà à nouveau en mouvement.

« La photo de repérage est donc une première mise en place du décor, de la couleur et aussi,

évidemment, de la lumière du film. Dans quelle mesure vous êtes-vous arrêté lors du tournage ?

« Pour *Paris, Texas*, j'ai vraiment fait un repérage excessif. Plus de trois mois, du Texas à l'Arizona. Si vous voyiez les cartes, je suis allé partout. J'avais une liste de trente-trois films avec la mémoire de ce repérage dans la cas de *Paris, Texas*, c'était vraiment utile parce que toute la deuxième partie du film a été plus ou moins improvisée, et que mon repérage excessif m'a finalement sauvé la vie : je savais toujours qu'il y avait un endroit proche où on pouvait tourner telle ou telle scène. J'en gardais une en réserve, d'autres étaient dans le premier instant où je les avais vues. Quelquefois, j'ai même inventé des scènes pour pouvoir tourner.

« Existe-t-il pour vous un lien entre le repérage et l'écriture du film ?

« Oui. Tout à fait. Et plus particulièrement pour ce film-là qui est à un point lié au repérage que les lieux ont été écrits dans les scénarios. Les cinq premières minutes du film sont écrites par ce lieu qu'on a trouvé par hasard, il n'était même pas sur un plan, il n'y avait pas de routes pour y arriver. Sam Shepard ne s'arrête pas dans ces lieux de tournage, alors je lui envoyais des photos, et il écrivait les dialogues d'après la description de l'endroit.

« Vous l'avez dit, il y a beaucoup de mots, d'images (publicitaires) et de signes dans vos photos. Pour *Au fil du temps*, vous vous référez à Walker Evans. Est-ce que pour *Paris, Texas* vous avez pensé à Robert Frank ?

« Non, parce que justement le travail de Robert Frank n'est pas imaginable en couleurs. Je n'ai pas essayé de dépasser l'Ouest. Au contraire, j'ai attendu que quelqu'un finalement apparaisse, il y a du vide dans mes photos parce que c'est comme ça,

c'est pour ça que ce n'est pas viable. Il est impossible de faire des photos qui ne soient pas des projections, chaque photo donne une définition de la relation soi-même et le monde, c'est sûr que là il y a beaucoup à apprendre de Robert Frank.

« Vous avez vécu trois mois dans un mobile-home qui remplissait toutes les fonctions, à la fois bureau de production et chambre à coucher. Est-il vrai que vous mettiez une musique différente à chaque paysage ?

« On ne peut pas le dire de cette façon, mais si c'était un mobile-home, la musique et le regard vont ensemble. Il y a une affinité entre le rock'n roll et la photo qu'on but pendant plusieurs mois. Chaque matin, on peut choisir ou ne pas choisir où on va, la musique définit une ambiance au hasard d'une cassette, il y a un accord ou il n'y en a pas. C'est parfois un hasard, la musique est en trop, elle renforce une ambiance qu'il y avait déjà, et pourtant, un jour, en écoutant du blues en voiture avec Sam Shepard, on s'est rendu compte qu'on avait les mêmes cassettes. Donc, ce n'était pas tellement un hasard.

« Vous avez été peintre, ou plutôt, je crois, peintre propagandiste. Que vous en reste-t-il lorsqu'on vous regarde un paysage ?

« Il reste l'envie de mettre un cadre. Pour un peintre, il y a toujours d'abord un truc blanc, de telle dimension, le cadre est là par le blanc du papier, et on met quelque chose dedans. C'est une façon de cadrer, mais de celle du photographe. Pour le photographe, le cadre est donné quand il regarde dans le viseur, il ne définit par l'extérieur, mais par le peintre lui-même le cadre.

« Un peintre quel qu'un qui se trouve dans une chambre à coucher ne voit rien et qui ouvre un rideau. Le photographe n'a pas de rideau, il a une fenêtre, il a une ouverture, mais la fenêtre est déjà ouverte. C'est vague.

(Lire la suite page IV.)

par Bruno Freppé

(1) Wim Wenders, « Written in the West », Centre Georges-Pompidou, grand foyer, 1^{er} sous-sol, jusqu'au 23 mai.

GRAPHISTE

L'ACTUALITÉ COMME UN COLLAGE

entretien avec Roman Cieslewicz

par Olivier Schmitt

Tandis que le Musée de l'affiche présente à Paris le travail des graphistes polonais (1), nous avons rencontré dans son atelier, à Malakoff, Roman Cieslewicz, qui parle de son pays d'origine, de son art et de son goût pour les photomontages. Pour lui, « l'actualité elle-même est un collage ».

DANS son atelier, à Malakoff, parmi les feutres, les stylos et les rouleaux d'affiches, Roman Cieslewicz, cinquante-six ans, parle de la Pologne, qu'il a quittée en 1963 et dont il garde en mémoire l'odeur particulière de terre noire.

Il a cinquante ans quand il naît à Lvov, ville universitaire de cinq cent mille habitants (aujourd'hui annexée par l'URSS) où son père, petit patron comme il n'en existe plus, répare les chemises. Il a neuf ans quand éclate la guerre. Sa famille est toute sa famille disparaît.

Il rejoint le sculpteur Alina Szapreznikow, sa première femme, à Paris, en 1959. Il s'installe définitivement en 1971, adopte la nationalité française en 1971. Mais avant cela il rencontre Knapp, directeur artistique de *Elle*, qui lui donne sa chance. De *Vogue* en 1966, à *Opus International* en 1968, il y a le Festival d'automne, les catalogues fameux du Centre Pompidou, les campagnes publicitaires pour Charles Jourdan, les éditions Hazan, il rénove l'image depuis 1983.

Raoul Hausmann disait : « Dada n'est qu'un petit cheval de bois ». Cieslewicz en fait un che-

val de Troie. Bille en tête, ce gloton optique, tout en pointe et en déflagrations, recrée le monde avec des ciseaux.

« Vous êtes installé en France depuis 1963. Quel rapport entretenez-vous avec votre pays d'origine et avec les artistes qui y résident, ainsi qu'avec ceux qui sont nés en France ? »

« Je n'ai pas un maître suivi. Les artistes polonais vivant en France, je connais Mroczek, Jan Lénica, l'acteur Pzoniak, qui jouait Robespierre dans *Danton*, et aussi Polanski, avec qui je n'ai eu l'occasion de travailler qu'une fois. C'était pour *Amadeus*, dont j'ai réalisé l'affiche. J'ai gardé beaucoup d'amis là-bas, on s'écrit, on se voit dans les expositions, mais c'est tout.

« Les artistes polonais ne peuvent sortir que si le ministère de la culture le juge vraiment indispensable. Ils sont alors en visite officielle, ce qui est de plus en plus rare, et cela pour des raisons moins politiques qu'économiques. Mais je me souviens d'un beau coup de retenue. J'ai appris à me méfier des autorités qui nous parviennent.

« Seuls ceux qui vivent là-bas ont le droit de témoigner. La Polo-



Roman Cieslewicz, chez lui, à Malakoff.

gne est un pays très exalté et très pieux. Nous, ici, nous ne savons rien du tout.

« Dans quelle mesure vos origines polonaises nourrissent-elles votre création et en quoi votre style se distingue-t-il de celui des graphistes français ? »

« Je suis né dans une enclave de l'ancien Empire austro-hongrois. C'est là qu'on vécu ou qu'on a passé Bruno

Witkiewicz. Toute ma sensibilité artistique vient de là. Nous étions très influencés par la culture viennoise. A tel point que lorsque je suis à Vienne je me sens presque comme dans mon village natal.

« Quant à la distinction avec les graphistes français, ce n'est pas à moi de le dire, mais je crois qu'elle se situe dans la noirceur du regard, le scepticisme et le sarcasme plutôt que dans le didactisme et la surenchère, dans le système commercial.

« En Pologne, comment voyez-vous ce qui se passe actuellement sur le plan graphique par rapport au temps où vous étiez ? »

« Il y a des tendances nouvelles, principalement en ce qui concerne l'affiche, mais elles restent très classiques, presque académiques comme l'était la culture viennoise, qui a subi elle aussi l'influence austro-hongroise. En dehors de cela, on retrouve les habitudes des surréalistes et l'humour grinçant.

« Dans les années 50, nous étions victimes du danger du stalinisme. Il y avait une censure théorique puissante durant la période stalinienne, alors que maintenant il n'y a pratiquement plus qu'une tendance, à savoir le monde la copie. Je m'en méfie. Ce sont de faux amateurs de printemps.

« Vous avez été un des premiers à rompre avec les moyens d'expression traditionnels et vous partagez votre temps entre la conception de livres et de catalogues, les affiches et le photomontage. Comment conciliez-vous ces trois activités ? »

« Dans les trois domaines, je travaille avec le plus grand plaisir et, hormis les impératifs techniques, on ne m'impose rien ; j'échappe à toutes les contraintes commerciales. Un graphiste doit pouvoir contrôler. Je ne confonds pas ces trois activités, mais je ne vois pas leur différence.

« Passer de l'un à l'autre est pour moi une hygiène, mon seul problème est la coordination. S'il fallait choisir, je dirais que, pour le goût, je préfère l'affiche.

« Vous faites des montages et non pas des collages. Quelle est la différence ? »

« Les nous a-t-elle dit que ce sont des cubistes et quel-

ques dévotions alternées qui ont inventé le collage. On cite Juan Gris, Braque, Picasso, Miro, et, bien sûr, Max Ernst. Le collage était pour eux un assemblage de divers matériaux. Par contre, le photomontage tel que l'ont pratiqué Rodchenko dès 1918, et ensuite Heartfield, était fait d'éléments réels et entiers. Deux éléments contraires collés ensemble en créant un troisième : c'est le photomontage.

« Vers 1925, il y avait à Paris le groupe P.A., avec les grands maîtres de la photographie à Berman, qui était le plus actif après les surréalistes. Mais ce qui était important, c'était la photographie allemande au Bauhaus. Il est certain qu'ils m'ont beaucoup influencé. Eux-mêmes étaient d'ailleurs les fils spirituels de Colin de Cassandre.

« Il y a beaucoup d'imaginaire mais aussi de douleur dans vos images. Vous exprimez ainsi bien la turbulence de notre monde intérieur que celle de l'actualité. Comment arrivez-vous à les montrer sur un même plan ? »

« La vie est un collage extrêmement bizarre... et épouvantable. Comment comprendre que des avions aient soudain envahi la Libye ? Et, parallèlement, comprendre la disparition de Simone de Beauvoir et de Genet ? Et pourquoi même prendre simplement le temps qu'il fait ? Tout cela forme un curieux mélange dans ma tête et en ressort sous des formes différentes.

« Je peux en faire aussi bien un photomontage qu'une affiche. La réalité est par elle-même un matériau fabuleux dont je me nourris sans cesse.

« Pourquoi ne créez-vous pas vos propres documents pour réaliser vos montages ? »

« Je préfère fouiller dans les poubelles. On y trouve les goûts du moment. Il a ses idoles, ce ne sont pas les miennes, mais je m'en sers pour fabriquer mes images. *Play Boy* est la plus obscure revue littéraire d'avant-garde, le moindre colporteur de bon Dieu. Tout ce qui est dans mon cerveau pénètre nos cellules, a déjà été vu quelque part. Les clichés sont les images pieuses du monde moderne.

« Vos photomontages des années 70 étaient surtout gra-

phiques et conçus en noir et blanc alors que vos dernières créations sont presque toutes en couleurs et se réfèrent d'abord à la peinture. Comment s'est produite cette évolution ? »

« Par goût de couleurs. Le noir et blanc m'est apparu un jour un peu trop mécanique. Je ne l'ai pas abandonné complètement car on ne peut pas modifier son style du jour au lendemain vis-à-vis du client. J'utilise cependant la peinture de la Renaissance italienne pour son côté idolâtre. C'est l'hyperréalisme du quinzième siècle qui remplace un peu les photos d'aujourd'hui. Les personnages peints par Carpaccio ou les grands maîtres flamands étaient tous des célébrités de l'époque.

« Vous avez plusieurs fois représenté le pape dans vos photomontages. Il est polonais comme vous et nous ne semblons pas l'apprécier particulièrement. Que lui reprochez-vous ? »

« Absolument rien. Je l'utilise parce qu'il pèse un poids politique considérable dans la vie de certains peuples. C'est une idole. Je ne le critique pas et je suis plutôt ébloui par son dynamisme. C'est un activiste qui méprise le danger.

« Jerry situait l'action de *Ubu Roi* en Pologne, l'œuvre d'un homme qui ne fait rien. C'est un activiste qui méprise le danger.

« Sans aucun doute. Quand arrive en Pologne, on ne sait jamais où on va. Vous attendez un taxi et, quand il arrive, il y a déjà cinq personnes devant. Vous êtes le sixième. Personne ne demande si vous voulez monter, mais on vous oblige à monter, tout le monde s'agrippe à vous, on monte pas. Le mot « pagaille » est le seul qui convienne actuellement à mon pays.

« En Pologne, on passe sans cesse à l'éblouissement le moins prévisible à la douche froide. Ce n'est pas dramatique mais les gens restent éveillés, éveillément gênés. Lorsque je séjourne en Pologne, j'ai chaque fois une surprise totale.

Propos recueillis par
PATRICK ROEGERS.

(1) « Les graphistes polonais, maquettes originales et affiches », éd. du publiciste, 18, rue Paradis, Paris-10^e. Jusqu'au 25 mai. Et aussi : Roman Cieslewicz, *Affiches, photomontages, éditions Hazan*.



« Transitville », étrange émigrant de l'Est, 1982. Photomontage de Roman Cieslewicz.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

A PRES deux semaines consacrées à consolider très sommairement ses positions, la Bourse de Paris a été reprise ces derniers jours d'une irrésistible envie de monter. Elle n'y a pas résisté. L'enthousiasme a été surpris, les cours ont progressé, s'élevant à des hauteurs inédites. Elle n'y a pas résisté. L'enthousiasme a été surpris, les cours ont progressé, s'élevant à des hauteurs inédites.

Insulte de la précéder, les cinq séances consécutives ont donné l'occasion au marché d'administrer la preuve de sa vigueur. Chaque fois la Bourse a donné l'impression d'éprouver un certain mal à s'échauffer, elle a toujours « fini très fort ». Les mises en route y sont, il est vrai, toujours rendues laborieuses par l'avalanche des ordres. La liquidation mensuelle, qui est bien mardi 22 avril, ne pose aucun problème, aucun bilan complexe, le gain moyen atteignant 13,7 % en un mois. C'est un des meilleurs scores jamais enregistrés rue Vivienne, avec un temps fort les deux premiers jours (+ 3 %) ; quant au bilan hebdomadaire, il est à peu près insignifiant. Les valeurs françaises ont en moyenne gagné de 8,5 %.

Décidément, la communauté financière est bien versatile. Après avoir, huit jours auparavant, par la décision de M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, d'aligner sur le régime commun la taxation des plus-values provenant des SICAV et FCP à court terme en incluant désormais la partie du compte courant dans le calcul, elle n'a retenu de l'ensemble des dispositions arrêtées que ses aspects positifs, à savoir, pour les particuliers la possibilité de reporter sur les actions, dans certaines conditions, l'abatement accordé aux obligations et de pouvoir manœuvrer à l'avenir d'une marge de 10 000 F au lieu de 5 000 F. En outre, avec la baisse généralisée des taux d'intérêt dans le monde, suivie à Paris à la fin de semaine précédente, il est rapidement apparu que si le marché obligataire n'est pas MATIF n'était

Tous records battus

menacé de déviation. « Ce n'est pas l'alerte Bérégovoy de novembre 1984 », glissent-ils de façon pas toujours très innocente.

En outre, comme il n'y a pas de vases communicants, les capitaux « collés » sur le marché obligataire et sur le MATIF n'ont guère la possibilité de s'échapper. L'incident fut donc vite oublié, et la détente monétaire aidant, le baromètre a pu en grand mal à retrouver un deuxième souffle. L'encouragement est d'abord venu du côté des entreprises avec des résultats excellents dans la plupart des cas. L'augmentation a été de 40 % chez Sanofi, de près de 41 % chez Merle-Gérin, de 23,4 % chez Sagem, de 20 % chez Bouygues. Schneider a passé la surmultiplicité et déçu ses profits, presque nuls l'an dernier, il est vrai. Havas a fait un retour très remarqué dans l'ère des bénéfices et ajouté encore à la bonne impression causée en reprenant la distribution de son dividende. Seules les Presses de la Cité ont déçu avec une faible progression de 4,2 %. Elles sont allées rejoindre La Redoute, au piquet pour la même raison.

Les rumeurs sur les rentrées de capitaux assez massives — on parle de l'équivalent de 7 milliards de dollars (50 milliards de francs) — ont également contribué au raffermissement des cours. Autour de la corbeille, on tient le raisonnement suivant : cet argent viendra inévitablement se placer en actions. Autant devancer tout de suite le mouvement. M. Jacques Chirac a lui aussi joué indirectement un rôle moteur. Son intervention à « L'heure de vérité » était attendue. Elle a porté. Le premier ministre a en effet insisté sur la priorité à donner à l'emploi. La Bourse en a immédiatement déduit que de nouvelles mesures favorables aux entreprises allaient être prises.

Mais ce sont encore une fois les étrangers qui ont fait battre les records. Ils s'en sont rendus compte à l'instant leur pression. Aux investisseurs habituels (britanniques, américains, allemands, italiens) se sont joints des Japonais — le syndicat en a reçu vendredi — mais aussi, c'est nouveau, des Australiens. Le phénomène « bouée de neige » s'est donc tout naturellement développé, prolongeant la pénurie de papier, déjà sévère, dont la hausse se nourrit elle aussi en bonne partie. C'est le cycle infernal.

Il n'est guère étonnant dans ces conditions que le marché n'ait réagi, ni au refus des Allemands d'abaisser

leurs taux directeurs, ni à la tension observée à Paris sur le loyer de l'argent au jour le jour, technique il est vrai (voir d'autre part). Pour la même raison, la Bourse a ignoré les tourments causés à Wall Street par la faiblesse du marché du crédit américain et ne se sont pas inquiétés un seul instant des lourdeurs dont les places financières étrangères sont victimes ces derniers temps. « Les malaises américains n'arriveront qu'à retarder », assurait un gérant de portefeuille qui s'ennuyait quand même des excès commis sous les lambris. Mais sa remarque est tombée à plat. Elle n'a pas fait écho.

Subjugués, les professionnels se laissent porter par la vague. Aucun n'aperçoit le bout de la hausse, du moins jusqu'à l'été. « Les étrangers défont les vases communicants », entendait-on près des piliers. Autrement dit, la durée du mouvement est liée à leur bon vouloir d'investir en Bourse à Paris.

Et puis, ajoutait-on, d'une façon générale, le marché français sur les privatisations et l'alignement à l'été de la loi sur le remembrement des actions qu'il déduit dans le capital de Havas, d'Europe 1, de Dassault, d'ELF. « Indirectement, disait-on encore, les sociétés de portefeuille vont profiter de la réorganisation des compagnies d'assurances ».

Bref la Bourse, pour l'appeler par son nom, favorise l'émulation parmi les investisseurs, qui se livrent à des jeux subtils d'arbitrage. C'est ainsi qu'on a vu Peugeot, vedette de ces derniers semaines, piquer un peu du nez car jugé trop cher et sans dividende pour l'instant. En revanche une valeur assez « remuée » comme Cofimec, s'est envolée à la veille du week-end. De la même façon, jusqu'au passablement délaissée, l'Air Liquide s'est remise à frémir. Que dire des pétrolières, comme Elf, en pleine ébullition, et de Total qui a crevé pour la première fois le plafond des 400 F. « Le CAC et total même combat », assurait un commis en plaisantant. A la reprise de son cotation, Valeo a gagné 18 %. Autre phénomène curieux : on lit en rendre les investisseurs prudents, le finissage, avant l'heure, de la 400 pour par l'indice CAC semble bien au contraire les galvaniser. C'est l'ivresse de l'altitude. « Plus dure sera la chute », murmurent entre ses dents un spécialiste, qui ne voulait pas se démorale : « Les arbres ne montent pas jusqu'au ciel. La Bourse est faite du même bois ».

ANDRÉ DESSOT.

Semaine du 21 au 25 avril

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Tassement

Après avoir battu un nouveau record lundi avec le « Dow » à 1855,90, Wall Street s'est très vivement replié puis est remonté, enfin a évolué de façon très irrégulière. Vendredi, l'indice des industriels s'élevait à 1835,56, en recul de 4,84 points par rapport à son niveau de 18 avril dernier. La chute a été amortie, mais les échanges ont été vifs. D'abord bien soignée, la baisse des taux d'intérêt n'a pas eu de prolongements bénéfiques. Elle avait été, il est vrai, déjà anticipée. Mais les investisseurs ont craint que, avec la baisse du dollar, les capitaux étrangers ne commencent à quitter les États-Unis. Les appréhensions se sont avérées avec l'abaissement du marché du crédit.

Ajoutons à cela les ventes bénéficiaires habituelles qui suivent un mouvement de hausse prononcé. En l'espace de quinze jours, ce dernier avait permis au « Dow » de progresser de plus de 101 points. La demande sélective, donc, ont bénéficié les valeurs de haute technologie mais aussi les actions des entreprises travaillant pour les loisirs avec les nombreuses annulations de voyages en Europe, a permis à la résistance de s'organiser.

	Cours 18 av.	Cours 25 av.
Alcoa	41 3/4	41
ATT	24 1/2	24 7/8
Bell	38 3/8	38 3/8
Boeing	58 3/8	56 3/8
Chase Man. Bank	48	47 3/4
De Post de New York	79 3/4	79 3/4
Eastman Kodak	58 3/4	58 3/4
Exxon	57 3/8	57 1/4
Ford	83 3/8	80 3/4
General Electric	77 1/4	75 3/8
General Motors	61 1/2	61 1/8
Goodyear	33 3/8	32
IBM	122 5/8	119 1/2
ITT	46 1/8	46
Mobil Oil	28 3/4	28 1/4
Pfizer	63 7/8	61 3/4
Schlumberger	30	30 3/8
Texaco	32	31 1/8
UAI Inc.	61 3/4	61 3/8
Union Carbide	41 3/4	41 1/4
US Steel	19 7/8	19 1/2
Westinghouse	56 5/8	54 7/8
Xerox Corp.	60 1/8	59 1/2

LONDRES

Moins 3 %

Comme sur presque toutes les places étrangères, la tendance s'est sensiblement alourdie cette semaine sur le marché londonien. Une légère reprise s'est produite à la veille du week-end, mais cela n'a pas permis, et de loin, d'effacer les pertes initiales. En moyenne, les industriels ont baissé de 3,2 %. La baisse du dollar et de Wall Street, l'annonce d'un déficit record de la balance des paiements en mars, surtout la chute pour le premier trimestre des profits d'ICI, premier groupe industriel privé et baromètre du marché, ont constitué autant de raisons qui expliquent les dégonflements enregistrés.

Indices « F.T. » du 25 avril : industriel, 1357,9 (contre 1403,1) ; mines d'or, 257,2 (contre 271,7) ; « Total » d'Etat, 54,1 (contre 54,5).

	Cours 18 av.	Cours 25 av.
Bentham	423	416
Bovater	321	328
Brit. Petroleum	530	528
Charter	238	248
Imperial Chemical	282	284
De Beers (C)	765	735
Free State Gold (C)	117 1/4	n.c.
Glan	10 1/2	9,35
Gl. Univ. Store	14 1/2	10 1/2
Imp. Chemical	92	92
Shell	758	750
Unilever	165 1/4	164
Victors	508	n.c.
War Lord	42	45

(*) En dollars.

FRANCFORT

Baisse

Après avoir assisté de nouveaux sommets, le marché allemand s'est replié cette semaine sous la pression des ventes bénéficiaires favorisées par la baisse du dollar. Les valeurs « exportatrices » ont été les plus touchées. D'un vendredi à l'autre, la baisse atteint 2,8 % en moyenne.

Indice de la Commerzbank du 25 avril : 2 193,2 (contre 2 255,9).

	Cours 18 av.	Cours 25 av.
AEG	348,70	339,70
BAF	331,80	318,50
Bay	342,60	311,50
Commerzbank	360	348,50
Deutschebank	893,50	864
Hochst	328,20	308
Karstadt	370,80	359
Mannesmann	264	250
Siemens	716,50	667
Volkswagen	661	631,50

TOKYO

Stabilité

Le marché de Tokyo a été relativement stable cette semaine. Si la hausse du yen a favorisé des dégonflements initiaux, les craintes suscitées par les dégonflements prévisibles aux sociétés exportatrices se sont un peu calmées avec le retour du dollar aux alentours de 170 yens. Les achats d'actions ont repris, notamment samedi, permettant à la Bourse de se retrouver à ses niveaux précédents.

Indices du 26 avril : Nikkei Dow Jones, 15707,34 (contre 15758,61) ; indice général, 1246,32 (contre 1243,94).

Euromarché

Bain de sang

Le marché des valeurs étrangères a été marqué par une série de baisses. Les investisseurs ont été touchés par la baisse du dollar et de Wall Street, l'annonce d'un déficit record de la balance des paiements en mars, surtout la chute pour le premier trimestre des profits d'ICI, premier groupe industriel privé et baromètre du marché, ont constitué autant de raisons qui expliquent les dégonflements enregistrés.

Les investisseurs ont été touchés par la baisse du dollar et de Wall Street, l'annonce d'un déficit record de la balance des paiements en mars, surtout la chute pour le premier trimestre des profits d'ICI, premier groupe industriel privé et baromètre du marché, ont constitué autant de raisons qui expliquent les dégonflements enregistrés.

Les investisseurs ont été touchés par la baisse du dollar et de Wall Street, l'annonce d'un déficit record de la balance des paiements en mars, surtout la chute pour le premier trimestre des profits d'ICI, premier groupe industriel privé et baromètre du marché, ont constitué autant de raisons qui expliquent les dégonflements enregistrés.

Les matières premières

Hausse de l'aluminium

Le prix de l'aluminium a augmenté de 1,5 % à 1 000 \$ par tonne. Les investisseurs ont été touchés par la baisse du dollar et de Wall Street, l'annonce d'un déficit record de la balance des paiements en mars, surtout la chute pour le premier trimestre des profits d'ICI, premier groupe industriel privé et baromètre du marché, ont constitué autant de raisons qui expliquent les dégonflements enregistrés.

Le prix de l'aluminium a augmenté de 1,5 % à 1 000 \$ par tonne. Les investisseurs ont été touchés par la baisse du dollar et de Wall Street, l'annonce d'un déficit record de la balance des paiements en mars, surtout la chute pour le premier trimestre des profits d'ICI, premier groupe industriel privé et baromètre du marché, ont constitué autant de raisons qui expliquent les dégonflements enregistrés.

Le prix de l'aluminium a augmenté de 1,5 % à 1 000 \$ par tonne. Les investisseurs ont été touchés par la baisse du dollar et de Wall Street, l'annonce d'un déficit record de la balance des paiements en mars, surtout la chute pour le premier trimestre des profits d'ICI, premier groupe industriel privé et baromètre du marché, ont constitué autant de raisons qui expliquent les dégonflements enregistrés.

Le prix de l'aluminium a augmenté de 1,5 % à 1 000 \$ par tonne. Les investisseurs ont été touchés par la baisse du dollar et de Wall Street, l'annonce d'un déficit record de la balance des paiements en mars, surtout la chute pour le premier trimestre des profits d'ICI, premier groupe industriel privé et baromètre du marché, ont constitué autant de raisons qui expliquent les dégonflements enregistrés.

Le prix de l'aluminium a augmenté de 1,5 % à 1 000 \$ par tonne. Les investisseurs ont été touchés par la baisse du dollar et de Wall Street, l'annonce d'un déficit record de la balance des paiements en mars, surtout la chute pour le premier trimestre des profits d'ICI, premier groupe industriel privé et baromètre du marché, ont constitué autant de raisons qui expliquent les dégonflements enregistrés.

Matériel électrique

services publics

	25-4-86	Diff.
Alstom-Atlantique	560	+ 84
CTT-Alcatel	238	+ 10
Croizat	329	+ 15
Général des Eaux	1590	+240
IBM	1150	+ 46
Interchemie	2184	+232
ITT	111	+ 14
Legrand	111	+125
Lysiane des Eaux	111	+ 14
Matra	2490	+ 14
Meris-Gérin	111	+ 43
Motom Leroy-Somer	111	+ 43
Moncler	106,50	+ 5,60
Philips	180,50	- 6
PM Labinal	845	+ 36
Radio-technique	875	+ 44
SEB	681	+ 41
Siemens	2220	- 75
Schlumberger	218,50	- 1,20
Signaux	565	+ 16
Télédiff. Eclair	3470	+ 187
Thomson-CSF	1130	- 111

Filatures, textiles, magasins

	25-4-86	Diff.
André Rouiller	261	+ 42,60
Agache Wilot	980	+ 132
BEV	720	+ 174
CFAO	1898	+ 83
Danart-Servipont	1988	+ 162
Darty	2118	+ 143
DMC	519	+ 19
Galeria Lafayette	1600	+ 280
La Redoute	1872	+ 113
Nouvelles Galeries	898	+ 187
Printemps	710	+ 95
SCOA	132,90	+ 13,90

Pétroles

	25-4-86	Diff.
Elf-Aquitaine	373	+ 53,10
Esso	460	+ 5
Exxon	457	+ 15
Franceoil	1185	+ 25
Petrolfin	1185	+ 25
Pétroles B.F.	126	+ 14
Primagaz	540	+ 71
Raffinage	133,10	+ 6,30
Royal Dutch	566	+ 23
Sogehap	522	+ 13
Total	404	+ 41

Produits chimiques

25-4-86 Diff.

BASF	1040	- 30
Bayer	1046	- 29
Hoechst	1026	- 29
Imperial Chemical	105,90	- 3,10
Institut Merieux	4450	+ 650
Laboratoire Beller	1435	- 140
Norsk Hydro (1)	132	- 4,40
Roussel-Uclaf	1680	- 70

(1) Compte tenu d'un coupon de 5,1.

Métallurgie

25-4-86 Diff.

Alpi	409	+ 14
Arco	1875	- 80
Chiers-Châtillon	72,40	+ 3,60
FAOM	1845	+ 220
Fives-Lille	619	+ 72
Fonderie (Générale)	156	+ 11
Marcegaglia	369	+ 36,5
Penhoit	1510	+ 210
Poussin SA	1020	- 5
Poelain	102,90	- 7,30
Proter	2580	+ 330
Valco	105,10	+ 2,40
Vallourec	198	+ 6,30

Bâtiment, travaux publics

25-4-86 Diff.

Auril-Entreprises	1325	+ 35
Bouygues	1250	+ 100
Ciments Français	890	+ 100
Dumez	1439	+ 189
Marcegaglia	369	+ 36,5
J. Lefebvre	890	+ 81
Laforge	1525	+ 25
Maisons Patin	319	+ 28
Proter	1591	+ 159
SGREG	105,10	+ 2,40
SGESB	76	+ 6,40

Mines, caoutchouc

25-4-86 Diff.

Chatter	28	+ 0,20
Géophysique	435	+ 6
Isotral	99,70	+ 4,90
MC	101	+ 1,1
Michelin	3490	+ 305
M. Penaroya	71,30	+ 1,30
RIT	75	- 3
ZCI	1,51	- 0,62

Valeurs à revenu fixe

on indexé

25-4-86 Diff.

4 1/2 % 1973	1 575	- 38
7 % 1973	7 510	- 65
10,30 % 1975	103,00	+ 1,20
PRF 10,4 % 1976	120,00	+ 0,50
10,30 % 1977	120,00	+ 0,50
10 % 1978	106,40	- 0,10
9,80 % 1978	105,70	+ 0,10
9,80 % 1978	105,90	+ 0,13
9 % 1979	103,90	+ 0,17
10,80 % 1979	109,30	+ 0,80
13,80 1980	108,85	+ 1,14
16,75 % 1981	111,45	+ 1,14
11 % 1982	125,40	+ 1,40
11 % 1982	127,20	+ 1,20
11 % 1982	125,15	+ 1,85
CNE 3 %	4 065	- 2
CNE 5 %	103,90	+ 1,70
CNE Paris 5 000 F	106,90	+ 4,10
CNE Suez 5 000 F	106,90	- 2,60
CNI 5 000 F	103,60	+ 1,00

Valeurs diverses

25-4-86 Diff.

Acor	486	+ 32
Agence Havas	1760	+ 230
Ajcomar	199	+ 221
Bic	675	+ 13
Bis	1575	+ 140
Carat	1270	+ 6
Club Méditerranée	2 605	+ 25
Emilor	1 460	+ 220
Europe 1	1 460	+ 220
Hachette	1 460	+ 220
L'Air Liquide	875	+ 95
L'Oréal	3 415	- 275
Navigation Marse	1 280	+ 272
North-East	345	+ 45,50
Proter de la Cité	245	+ 114
Sanofi	840	+ 114
Sisla Rougier	1 380	+ 23

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES

Valeurs	Haut %	Valeurs	Bas %
A. Danzani	+ 44,9	L'Oréal	- 7,5
Amsted-Roy	+ 36,7	Danart	- 7,4
B. Equipement	+ 29	CSF	- 6,7
Carat	+ 23,3	Imperial	- 6,6
Crd. Nat.	+ 29,1	Seligne	- 5,8
CFDE	+ 27	Redoute	- 5,7
Stalor	+ 25,7	Ficht-Benche	- 2,7
Comp. Ecl.	+ 24,7	Imperial	- 2,4
Nord-Est	+ 24,5	Sogehap	- 2,4
Nouv. Cal.	+ 22	Crd. Nat.	- 0,6
Bouygues	+ 21,1	Proter	- 0,5
Proter	+ 21,1	Proter	- 0,5
Sommer	+ 21,1	Proter	- 0,5

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Cours 18 av. 25 av.

Or fin (1000 g)	78 100	77 900
Déle au lingot	78 000	77 800
Pièce française (10 g.)	800	800
Pièce française (20 g.)	1600	1600
Pièce suisse (10 g.)	845	840
Pièce suisse (20 g.)	1690	1680
Souverain (100 g.)	820	810
Souverain (20 g.)	1640	1630
Demi-souverain	343	340

NOUVELLE

JEUDI MATIN AU CAFÉ DU COMMERCE

par Annie Saumont

Il est arrivé à 7 h 47. Il portait une veste de tweed beige et gris, un pantalon de velours côtelé brun. Autour du cou, une écharpe vert vif. Il avait un journal à la main (*"l'Expansion"*). Il s'était installé à une table du fond. Les clients au comptoir se sont tus, les habitués de la salle ont tendu le cou; tout le monde l'a vu. A l'exception de la non-voyante, qui était assise à la table voisine et buvait un schweppes-citron. (Drôle d'idée. Une boisson glacée lorsqu'on vient d'affronter les frimas de novembre.)

Il a tapoté sur la table. Il a dit: « Pour moi, un chocolat au lait et un croissant, merci. » Il a ôté son écharpe, l'a pliée soigneusement; il a posé sur la banquette.

Il avait dû se couper les cheveux récemment. On reconnaissait la main du maître. Mais tout de même pas extravagant. En dégradé sur les côtés. Un soupçon de crête. De la modernité avec modération.

Un mec.

La non-voyante — ou c'est ainsi qu'il faut s'exprimer — présent: question de respect pour les infirmes, oh! pardon, les handicapés, — la non-voyante tournait légèrement la tête dans sa direction, comme si elle savait qu'il était là, qu'il feuilletait *"l'Expansion"*. En veste de tweed et pantalon marron. Avec une écharpe verte. Et une coiffure Orlando.

La serveuse est venue lui apporter sa tasse de chocolat. Ou plutôt une tasse vide et, dans un pot de tulle blanche, le chocolat fumant. Elle a posé le pot, la corbeille sur un plateau barré de rouge de l'inscription RICARD-PERNOD. La serveuse n'était pas une serveuse de métier, une jeune fille qui se faisait un peu d'argent en donnant des matins, entre 6 h 30 et 8 heures, un coup de main à Jo, un vrai serveur, lui, déjà quinze ans d'ancienneté.

Lorsqu'il est arrivé le type coupe Orlando, l'étudiante avait, en principe, le boulot. A 8 heures un quart, elle était encore là. Mais au même, elle a dit: « Je vais me tirer. » Le serveur l'a regardée sur les deux joues en soupirant: « A demain, bonne nuit » (et c'est vrai qu'elle était très belle). Le type à l'écharpe verte n'a pas levé les yeux de son journal. Elle a dit: « Je me tire », mais elle Mall allée s'accouder au comptoir. La non-voyante du braille, ses doigts agiles glissaient sur les pages cartonnées du livre gros comme le dictionnaire Larousse en deux volumes (gros comme un seul des deux volumes); en même temps, elle remuait les lèvres.

La non-voyante était mince, pas toute jeune mais le teint encore frais, les cheveux bruns et longs, tombant sur la nuque par une barrette. Posé sur sa poitrine, un petit sac de verni noir, la fermeture éclair en partie ouverte dans l'entre-baillement on voyait un mouchoir froissé, une boîte ronde laquée, peut-être un poivrier. Difficile pour une non-voyante de se maquiller comme il faut. Celle-ci était impeccable, pas un grumeau de poudre dans les narines et non plus sur les joues où la peau en général est moite et réagit mal. Une femme extrêmement soignée. L'étudiante la regardait.

L'étudiante (la serveuse) était blonde et ses cheveux tombaient librement sur ses épaules. Ses yeux gris, les pommettes hautes, le nez droit, les dents blanches. Lorsqu'elle s'approchait de lui, elle s'immobilisait, comme subjugué, et le plateau frémissait sous ses doigts (un

meuble plateau-réclame RICARD-PERNOD). La non-voyante avait certes un physique agréable mais on avait l'impression que ces yeux morts encore en place ou bien des orbites vides. C'était peut-être de lui demander d'ôter ses lunettes. Pour permettre une vérification. Elle paraissait absorbée dans sa lecture. Elle ne penchait pas la tête sur son livre mais ses doigts bongaient machinalement sur la page.

C'était un jeudi au Café du Commerce.

Bon. C'était encore un jeudi. La semaine suivante. Même chose. La non-voyante avait flancé grise. D'une élégance de bon aloi. La serveuse (l'étudiante) jolie comme un cœur. Le type à la coupe Orlando, les cheveux sans doute un peu plus longs (juste la d'une semaine). Toujours en novembre, mais plus pour longtemps. Le type portait la même veste de tweed dans les tons beige et gris, un pantalon de velours

brun. On voyait sur l'écharpe verte la trace d'une brûlure de cigarette. Peut-être y était-elle déjà la première fois. Même si l'on observe les gens avec une grande attention, on ne remarque jamais tout.

Le serveur a dit à la serveuse: « T'es d'accord pour ce soir? » Elle a souri; elle n'a pas répondu. Bon Dieu! ce qu'elle était belle! La non-voyante avait toujours le même charme discret dans un genre plus classique. Mais sans vraie curiosité, sans malveillance, on continuait à se demander ce qu'elle camouflait derrière ses lunettes. Des yeux à jamais fermés ou des yeux sans regard baignant dans une eau glauque? On avait deux prothèses de verre à la pupille sombre, il y avait noisette, entre les bourrelets rouges des paupières.

La non-voyante a apporté le livre pour la non-voyante elle s'est assise un moment à sa table. Elles ont parlé du temps bien de saison, du prix des choses, de fringues et du gouvernement. Pour un

temps sans pourri, on a servi de se ressembler moins triste et tout va encore augmenter c'est la faute au gouvernement. Et puis la non-voyante a posé une question, l'étudiante pensait-elle vraiment que la perception fait l'être? Ce qu'on ne voit plus peut-être d'exister. C'est l'opinion de Berkeley, a dit la serveuse (étudiante en philo?): « C'est possible — mais il — son opinion — elle. La non-voyante hochait la tête.

Le type à la coupe Orlando faisait l'Economist. L'étudiante n'arrêtait pas de lui jeter des coups d'œil, et peut-être de lui faire de l'œil. Mais Jo, le garçon de café, s'était déjà précipité pour le servir. Le type a regardé l'anneau qu'il portait à la main gauche. Il nous a dit: « Vous êtes marié? ». Le serveur a répondu: « Non, pas encore », c'était l'anneau de sa mère. Il a dit qu'elle était morte l'année d'avant, d'une crise cardiaque. Il a ajouté que lui avait quel- que chose au cœur, un souffle. Il

devait faire des efforts trop tenus, les épaules violentes. Il a conclu que ce qu'il lui fallait c'était une vie bien tranquille. Une vie à deux? Oh! pourquoi pas! Et plus tard un enfant, une vie à trois. La vie de famille.

La non-voyante est entrée dans la salle sans son livre par la main. Un même extra, blond et bouclé avec de grands yeux bleus. Ce jeudi, au Café du Commerce, il y avait de la foule en rab. Les autres jours, allez savoir! Il peut-être ne voyait que du laid. L'un d'eux l'autre, ça faisait une moyenne. Le pas trop facile après tout de la vie dans son ensemble. La dame était de celles dont on ne dit rien comme un dit, mais le garçon lui, était super. La serveuse (l'étudiante) l'a contemplé un instant et puis elle a souri. Déjà, le gosse avait en lui. Ce jeudi-là, pourtant, il faisait plutôt froid. Même au Café du Commerce.

Jo le serveur s'est approché. Jo avait roulé les manches de sa chemise rose sur ses bras nus bien

musclés, à peine poilus. La peau encore brunie par le soleil de ses derniers congés payés.

La non-voyante a relevé la tête. Le petit garçon a dit: « Pourquoi que l'aveugle elle nous regarde de travers? », sa mère lui a donné une tape, le petit a pleurniché bien quoi qu'il lui rien fait. La mère a dit: « Tu veux te taire? » Il a eu droit à une vraie baffa.

Là, le temps s'est arrêté. Le serveur observait l'étudiante qui s'était approchée de la table habituelle, en veste de tweed et coiffure Orlando. L'écharpe était pliée avec soin, posée sur la banquette. Le type a repris le journal, il a dit à mi-voix: « Un autre chocolat », d'un air désabusé. Il a ajouté: « S'il vous plaît ». Et puis, « merci ». L'étudiante a hésité. Elle a demandé: « Voulez-vous des... ». Le type a souri dans sa gorge. Le type a levé la main gauche pour dire non. Il avait un peu posément à l'index. La fille a voulu savoir ce qui lui était arrivé. Il a dit qu'il était blessé en nettoyant son revolver. Il a dit que c'était un engin qu'on doit toujours garder en bon état. Vu les circonstances, juste au cas où. En temps troublés, ça pouvait être utile. La fille l'écouait bouche bée. Comme s'il lui murmurait des mots tendres.

La non-voyante elle aussi restait immobile, le menton sur sa main, comme lorsqu'on est aux aguets, lorsqu'on attend que se passe quelque chose. Elle a levé son verre, une gorgée de schweppes.

Jo le serveur a dit: « Bordel de merde! ». La serveuse (étudiante en philo?) l'a regardé un instant et elle a dit: « Tais-toi, l'es con. » Un langage qui surprenait la non-voyante et tranquille s'était remise à sa lecture, sa main suivante, légère, le relief de la page. Le type à la veste de tweed et à l'écharpe trouée par une brûlure de cigarette, à la coupe de cheveux Orlando qui lui donnait vraiment un look de jeune premier, a pris l'air satisfait du mec qui lui a pagaille sur un coin de la planchette (ici le Café du Commerce) rien qu'en lui le petit doigt. On plût en levant une main avec un posément à l'index. De l'autre main, il feuilletait le supplément de l'Express sur les placements immobiliers, les SICAV à terme, mais sans paraître intéressé. Il a fouillé dans sa serviette.

On a entendu un bruit sec. La détonation d'une arme à feu. Quelqu'un a dit: « C'est dans la rue. » La fille à l'enfant blond lui a marmonné quelque chose de complètement idiot sur le démarrage des camions-citernes. La serveuse a tressailli, comme secouée par un sanglot sans larmes. La non-voyante, visage tendu vers la table au coin de la salle, disait non, qu'elle n'avait rien vu. Le type à la coupe Orlando s'était seulement affaissé un peu sur la banquette. Il penchait le front vers son journal (*"l'Express"*).

Quelqu'un a répété que ça venait de la rue. Le petit garçon a crié: « Maman! », et puis encore: « Maman, regarde! » Il montrait du doigt le serveur qui, l'air hagard, brandissait le couteau, poing serré sur la manche luisant. La lame était terne, engluée de rouge sombre. Le serveur venait de découper une tarte aux groseilles.

[Annie Saumont a publié plusieurs recueils de nouvelles: *La Vie à l'enfer* (Mercure de France), *Enseigne pour une école de maîtres* (Gallimard), *Des regards et se voit* (Gallimard), *Quelqu'un dans les arbres* (Gallimard), *Si on les traitait* (Lautaud-Asco). Deux nouvelles d'elle sont parues dans les tomes III et IV des 40 nouvelles de Monde.]



APPRENDRE

«... de conférences...» Sarah Kofman est de nos jours une philosophe que l'on trouve dans les colloques de Carley... sur les campus américains... Soixante ans après l'écriture de *«Pourquoi n'ont-ils pas le droit de cette inviolabilité...»*

«Je ne suis pas philosophe. La nature humaine est...» Sarah Kofman est de nos jours une philosophe que l'on trouve dans les colloques de Carley... sur les campus américains... Soixante ans après l'écriture de *«Pourquoi n'ont-ils pas le droit de cette inviolabilité...»*

«... de conférences...» Sarah Kofman est de nos jours une philosophe que l'on trouve dans les colloques de Carley... sur les campus américains... Soixante ans après l'écriture de *«Pourquoi n'ont-ils pas le droit de cette inviolabilité...»*

QUINZE TITRES

«... de conférences...» Sarah Kofman est de nos jours une philosophe que l'on trouve dans les colloques de Carley... sur les campus américains... Soixante ans après l'écriture de *«Pourquoi n'ont-ils pas le droit de cette inviolabilité...»*

PHILOSOPHE

APPRENDRE AUX HOMMES A TENIR PAROLE

portrait de Sarah Kofman par Roland Jaccard

par Annie Saumont

Maître des conférences à l'université de Paris-I, Sarah Kofman est de ces rares femmes philosophes que l'on croise aussi bien aux colloques de Carisy que sur les campus américains. Seize ans après l'Enfance de l'art, Pourquoi rit-on ? est le titre du dernier ouvrage de cette intellectuelle « perturbatrice ».

« Je ne suis pas mère. La vie, je suis une inconditionnelle de la culture. J'adore les grandes villes, le cinéma, la peinture, les musées et j'ai horreur de la campagne. Je ne me sens pas proche de la nature. Je n'ai aucun désir de maternité. Je ne suis pas une femme, on entend par là un être soumis au sentiment, amoureux de son corps, allié de la nature ou éprouvé dans la maternité. » A cinquante et un ans, avec son lourd bagage de quinze livres déjà publiés, Sarah Kofman passe pour une femme originale, mais plus encore pour une « perturbatrice » en philosophie.

L'université de Montréal la fête, celle d'Amherst attend sa visite, mais le Tout-Paris ne prête pas toujours une oreille assez attentive à ses propos. Femme philosophe, Sarah Kofman se demande parfois si elle est femme, si elle est philosophe : « Si on oppose la femme à la philosophie, c'est parce que la philosophie on entend système philosophique. Or rares sont les femmes qui échafaudent des systèmes, le système étant ce qui est paranoïa. » L'écriture faite femme, la mièvrerie philosophique, elle justifie cependant que ricane de sa part : « Je n'admets pas qu'il y ait une écriture propre aux femmes. Je suis partisans de la clarté, j'aime les discours rationnels et bien construits. »

Alerte, chaleureuse, Sarah Kofman s'enthousiasme pour la diététique comme pour les expositions des musées viennois. Elle vante les vertus de la tomate et de l'artichaut et analyse, avec la même aisance, l'extase érotique qui anime des tableaux d'Egon Schiele, son peintre préféré. A ses heures perdues, il lui arrive même de jeter aux oubliettes folie et philosophie pour tâter du pinceau et réaliser quelques dessins inspirés par Egon Schiele. Mais sa grande passion fut de tout temps la lecture, et elle évoque la violence

qu'elle mettait au travail et à la lecture, dès la petite enfance : « J'empruntais des livres à la bibliothèque et je lisais, la nuit, sur une chaise, à côté de la cheminée. Un jour, j'étais plongée dans ce que je lisais que, me balançant sur ma chaise, j'étais tombée dans la cheminée. Le feu était allumé. J'avais continué à lire, sans me rendre compte du feu. Je me suis retrouvée le soir-là avec une jesse entièrement brûlée. »

La seconde guerre mondiale, survenue alors qu'elle avait à peine dix ans, fut le premier traumatisme de sa vie. Les oukashans et les catastrophes se succédèrent à un rythme infernal. Son père, qui était rabbin, fut déporté à Auschwitz. Il n'en revint jamais. Durant toute l'Occupation, obligée de se cacher, elle fut séparée de sa mère et recueillie par une femme qui devait par la suite l'aider à entreprendre des études poussées : « Ma mère ne voulait pas que ses enfants fassent des études. Lorsque j'étais au lycée Jules-Ferry à Paris, elle venait me chercher en pleine classe pour me ramener de force à la maison. Je n'avais pas d'argent, mais pas un sou pour prendre le métro. Je me mangeais qu'à midi, à la cantine du lycée. Faute d'argent, je ne possédais aucun livre, j'étais obligée de les emprunter à mes camarades ou de les apprendre par cœur, ce qui a d'ailleurs développé chez moi une mémoire prodigieuse. Je fréquentais beaucoup les bibliothèques et empruntais des livres que je lisais la nuit, dans mon lit, à la lumière d'une lampe ou poche cachée sous mon draps, car mon père formait le compteur d'électricité pour m'empêcher de lire. J'avais même ainsi, en classe terminale, les deux volumes des Chemins de la liberté de Sartre. Je mangeais, j'avais, littéralement, les livres pour pouvoir m'en servir. »

Platon, ou comment s'en sortir

La découverte de la philosophie, en classe de terminale, fut décisive pour Sarah Kofman. Comment s'en sortir ? Telle était la question que se posait cette jeune fille de dix-sept ans en proie à des difficultés psychiques, à des conflits intérieurs et à une lancinante culpabilité. Platon, lu et relu en grec, fut la première révélation. Elle couvrait, trente-deux ans plus tard, un livre à Platon intitulé précisément *Comment s'en sortir ?*, ouvrage qui lui est le plus cher. Platonisme convaincu, Sarah Kofman s'avoue pour une fois fascinée par la figure imposante de Sartre dans les années 60 : « Les Chemins de la liberté a été pour moi un grand livre. Je me disais que je pouvais m'en servir, à condition d'être libre. »

Trois événements ont marqué son itinéraire : la guerre, la philosophie et son analyse. Pourtant, son premier livre, *l'Enfance de l'art*, fut publié avant qu'elle n'entreprene une analyse. La lecture, en allemand et en anglais, des textes complètes de Freud la conduisit sur le divan du psych-

analyste : « L'analyse comme telle ne m'a jamais aidée à lire les textes, je crois même que ce sont mes recherches théoriques qui ont alimenté mon analyse. »

Peut-on même lire Sartre, après une analyse ? Surtout, pendant près de vingt ans, Sarah Kofman, deux fois mariée, après s'être allongée sur un divan, ne pouvait plus croire une minute à la philosophie de l'Etre et le Néant, ni lire une ligne de Sartre : « Je ne me suis rendu compte, au bout de huit années d'analyse, que la psychanalyse m'a permis de m'assumer, d'orienter ma vie en pleine lucidité. C'est avant l'analyse que l'on est moins libre. J'arrive en fait à concilier ce qu'il y a d'intéressant en Sartre, c'est-à-dire la possibilité de la liberté, et une analyse. »

L'alliance de la philosophie et de la psychanalyse devait conduire Sarah Kofman à s'intéresser aux philosophes du soupçon, ceux qui représentent Nietzsche et Freud. Sauver Freud fut l'origine de la passion qu'elle voua, depuis vingt ans, au père de la psychanalyse. *L'Enfance de l'art* répondait à ceux qui traitaient Freud de petit bourgeois inculte. *L'Enfance de la femme* était du naufrage de la science de Freud, noyée dans le flot des critiques de la philosophie qui haïssaient le fondateur de la psychanalyse un misogynne rétrograde et phallo-

En même temps que le sauvetage de Freud, Sarah Kofman cherche à serrer le psychisme de plus près, à définir son habitat et ses insuffisances. Dans *Pourquoi rit-on ?*, son dernier livre au sujet apparemment futile, Sarah Kofman s'interroge sur les raisons qui ont poussé Freud à brûler, en 1907, un recueil d'histoires juives qu'il conservait depuis dix ans : « L'identité juive de Freud est en

jeu dans son travail. Dans le Mot d'esprit et ses rapports avec l'inconscient, l'objet du texte, c'est-à-dire le mot d'esprit, est à l'œuvre. L'auteur du texte, c'est-à-dire Freud, a découvert une double face dans le mot d'esprit : la face paternelle. Mais, ce dont il ne s'est peut-être pas rendu compte, c'est qu'il est lui-même un Janus, avec une face juive et une face paternelle. L'auteur du texte est l'objet du texte, selon moi, totalement inséparables. »

Sarah Kofman ne serait-elle pas elle-même un Janus bifrons, regardant à la fois du côté de Nietzsche et du côté de Freud ? « Je tiens Nietzsche et Freud des deux mains et simultanément. Quand je me penche sur Freud, je le lis à la lumière de Nietzsche, c'est-à-dire en faisant une lecture généalogique des textes psychanalytiques. Quand je m'intéresse à Nietzsche, je me suis mon savoir analytique au service de ma lecture. »

En définissant ainsi sa lecture, Sarah Kofman, qui soupçonne, Sarah Kofman cherche, derrière les affirmations théoriques, à deviner les positions pulsionnelles, politiques ou humaines. Son ambition est de lire et d'apprendre à lire au nom d'une certaine vérité et de la probité : « Je suis un professeur, et j'initie mes étudiants à la lecture des textes philosophiques. Apprendre à lire équivaut pour moi à un geste politique. Nietzsche en cela, je pense, est l'homme qui a le plus fixé les règles de multiples pouvoirs de l'homme, le pouvoir de lire et le pouvoir de faire parler (c'est-à-dire de parler et de laisser parler, mais aussi de faire des promesses) sont les deux pôles importants. Or

apprendre à bien lire, c'est apprendre aux hommes à tenir parole. En essayant de tenir parole, on empêche le pouvoir de tuer, c'est-à-dire qu'on retarde le règne d'Auschwitz. C'est cela, mon geste politique dans l'apprentissage de la lecture. »

Entre la panique et l'extase

La lecture est synonyme de symbiose chez Sarah Kofman. Elle a la sympathie, point de salut. Aussi, la différence entre Nietzsche et Freud, elle l'apprécie guère. Schopenhauer, trop misogyne, trop antisémite. Heidegger, non plus, ne trouve pas grâce à ses yeux : « Je l'ai beaucoup pratiqué. Mais il est, quelque part en moi, totalement étranger. Je le lis comme un effet de culture qui m'est imposé à moi, comme la reliure d'une belle encyclopédie. Je n'ai pas l'impression de former mon texte en le lisant, et mon texte ne me transforme pas non plus. Or, quand je me relis, je me transforme et je me transforme. »

Grâce à son père, qui lisait et relisait le Talmud, Sarah Kofman avait appris que la lecture est une traversée infinie, qu'il ne faut jamais s'arrêter de lire, mais, au contraire, interpréter, réinterpréter. A force de se pencher sur les textes de Nietzsche, Freud, Nietzsche, Nerval et Auguste Comte, le risque de dépersonnalisation s'insinue en elle : « Je suis mi-chemin entre l'homme et la philosophie, entre la panique et l'extase. »

On se heurte, confie-t-elle, non sans une vague effroi, à un danger de folie plus grand dans la répétition, dans la déconstruction comme je fais, que dans une

lecture originale. Heidegger, et Blanchot l'a fort bien souligné, nous livre l'envahissement, non pas dans la connaissance, mais dans ses poèmes, dans ses traductions. La folie l'avait atteint lorsqu'il se livrait à la traduction d'Antigone, de Sophocle. Cette écriture mimétique, ou hystérique, implique un risque de folie, non seulement parce que nous sommes sur lesquels j'écris, mais parce que cette mimétisme conduit à une désappropriation permanente. Je ne suis qu'un être, peut-être ne suis-je rien, d'où mon désir de m'identifier à des multiples. J'ai consacré au Chat Murr, d'Hoffmann, un texte, *Autobiographies*. Je suis comme le Chat Murr, dont l'autobiographie n'est qu'un assemblage de citations d'auteurs divers. Il cherche à affirmer son identité par cette autobiographie, mais il ne peut pas compter qu'il la perd par l'écriture même. »

Sarah Kofman, Janus bifrons, le Chat Murr toujours en quête de son identité, nous livrera-t-elle un jour une autre face de son personnage, non pas celle de l'énigme de Freud, ni celle de la nietzschéenne, mais le vrai visage de Sarah elle-même ? « Je suis parvenue à un moment où je me suis sentie la nécessité d'écrire une autobiographie, biographique qui ne soit pas simplement une autobiographie à l'usage des autres. J'ai l'impression de n'avoir plus rien à dire et, pourtant, je me sens obligée de faire une autobiographie qui serait mon œuvre. Mais moi-même, n'est-ce pas un leurre ? N'est-ce pas un leurre de croire que j'ai une autobiographie, que celle qui transparaît dans ma bibliographie ? »



« Je n'admets pas qu'il y ait une écriture propre aux femmes. Je suis partisans de la clarté, j'aime les discours rationnels et bien construits. »

QUINZE TITRES

- Enfance de l'art*, 1970, Gallimard, 1985.
 - Nietzsche et la métaphore*, 1972, Gallimard, 1983.
 - Comment s'en sortir ?*, De l'analyse, Gallimard, 1973.
 - Quatre romans analytiques*, 1974, 1975.
 - Autobiographies*, 1976, 1977.
 - Le Respect des femmes*, 1982.
 - Comment s'en sortir ?*, 1983.
 - Un métier impossible*, 1983.
 - Leçons de Derrida*, 1984.
 - Pourquoi rit-on ?*, 1985.
- Les pages blanches blanches sont parues aux éditions Gallimard.

QUAND LE PLEIN TARIF NE SUFFIT PLUS

Si le pourboire est souvent une petite chose, il n'en est pas pour autant une mince affaire. Comment nous engageons-nous dans cette toujours et très délicate procédure, comment nous sortons-nous de ce piège subtil et grossier à la fois que proposent les marchandages non-dits de la journée ?

(2) Cf. les revues *Que choisir?*, novembre 1982, et *50 millions de consommateurs*, août 1983. Le Centre d'études des revenus et des coûts a réalisé plusieurs enquêtes qui font allusion au pourboire.



La qualité du « merci » n'est pas la même avec ou sans pourboire.

Un entretien avec Marc Augé

DOCUMENT

DE LA RÉSISTANCE COMMUNISTE EN ZONE SUD ?

par Roger Faligot et Rémi Kauffer

CHIEFS MILITAIRES

mission d'infiltration dont Leber l'a chargé, à cause... de la vigilance de la police de Vichy ! Repéré comme agitateur communiste, Ilitis est interné le 7 juillet 1941 par décision du préfet de l'Hérault. Au camp du Vernet puis, à compter du 4 septembre 1941, à celui de Saint-Sulpice-la-Pointe, il retrouve nombre de militants du parti.

Le 12 octobre 1942, « mesure de dévotion » du maréchal Pétain : Ilitis est libéré. Presque aussitôt, il se rend à la Gestapo de Montpellier, 4, ancien chemin Castelnau, et demande qu'on prévienne Johannes Leber de sa libération. Parce qu'il a choisi définitivement le camp des nazis ?

« Non, expliquera-t-il plus tard. Pour tenter de sauver ma vie et celle de ma famille. »

Pour le compte de la division « renseignement » de Strasbourg, il rédige un premier rapport sur l'organisation communiste des camps du Vernet et de Saint-Sulpice-la-Pointe.

Et voici que, brusquement, la carrière de Lucien Ilitis bascule dans l'insupportable, l'incompréhensible ! Un courrier du Komintern se présente à son domicile.

Comment l'appareil secret de l'Internationale communiste a-t-il eu vent de l'adresse du clandestin ? Par son propre beau-frère, dont Ilitis expliquera après guerre qu'il n'était autre que le secrétaire du mouvement communiste de Zurich, en Suisse ! Sans en révéler l'identité exacte...

« J'ai accepté de travailler pour la Gestapo conformément aux instructions. Le Kriminal Inspektor Leber a confiance en moi. C'est une excellente raison pour que l'organisation m'envoie travailler à nouveau en Alsace. Je pourrais ainsi bénéficier de la protection de Leber », affirme Ilitis à l'envoyé du Komintern. Celui-ci disparaît presque aussi mystérieusement qu'il était venu.

Une filière suisse du Komintern ?

Qui était le beau-frère de Lucien Ilitis, lié à l'appareil secret de l'Internationale communiste ? Après-guerre, une lettre anonyme est parvenue au tribunal militaire affirmant qu'il s'agissait de Léon Nicole. Celui-ci, dirigeant communiste suisse, a servi de support au réseau d'espionnage soviétique dirigé depuis Genève par le Hongrois Sándor Rado. Mais Léon Nicole, de vingt-trois ans plus âgé qu'Ilitis, n'a jamais été responsable à Zurich. La « lettre anonyme » a, selon nous, eu comme fonction de masquer l'identité du vrai beau-frère de l'Alsacien. Il pourrait s'agir d'Edgar Woog, alias « Stimer », né en 1898, vieux routier du Komintern, responsable de Zurich pour le PC suisse avant-guerre et député au Parlement fédéral de 1947 à 1955. Il est aujourd'hui décédé.

En attendant de nouvelles consignes, Ilitis s'installe à Casteljaloux, dans le Lot-et-Garonne. Il est employé dans une scierie et, selon ses propres aveux, reçoit une nouvelle visite : celle d'un envoyé de Johannes Leber. Bien que, si l'on en croit ses dires, Ilitis ait cessé de se considérer comme communiste à partir de 1940, il se garde bien d'informer l'homme de la Gestapo de ses contacts avec le Komintern. Entre deux affiliations désormais contradictoires - depuis juin 1941, une lutte à mort est engagée entre URSS et Allemagne - Ilitis a choisi celle de sa jeunesse : le Komintern.

L'organisation communiste internationale est dissoute par Staline en juin 1943. Mais son appareil secret continue à fonctionner, y compris dans les pays occupés par l'Allemagne. En voici un exemple : au printemps 1943, un second courrier

communiste se présente à Casteljaloux.

« L'organisation ne t'envoie pas à Strasbourg comme tu l'as suggéré. Tu te présenteras à l'endroit que je vais t'indiquer, près de Lyon... »

Le destin de Lucien Ilitis et celui du comité militaire de zone sud des FTP est désormais scellé.

A la mi-octobre, selon ses dires, Lucien Ilitis rencontre dans un petit village des bords du Rhône, pas loin de Vienne, un « responsable de l'organisation militaire du Komintern ».

Celui-ci, dont Ilitis n'a jamais révélé l'identité, lui indique que le mouvement communiste international lui a affecté une « mission honorable ». L'ancien cadre du Parti communiste allemand, l'ancien officier de l'armée rouge, doit devenir responsable des parachutages.

III. - QUARANTE ANS DE MYSTÈRE
ET UN DOSSIER DÉLICAT POUR LE PC

À l'automne 1943, Lucien Ilitis entre par la grande porte dans les Franco-tireurs et partisans de zone sud. A peine installé, il rencontre André Jacquot, le numéro un des FTP de zone sud. Un militant directement « branché » sur la direction nationale.

Officiellement, Ilitis est chargé de la « section G », celle des parachutages. Le doute subsiste donc sur la nature exacte de ses activités. Après guerre, il affirmera qu'il s'agissait de préparer des terrains d'atterrissage pour l'armée rouge.

Fin 1943, il change d'attribution. Le voici commissaire technique interrégionale de Lyon. Autant dire : « homme à tout faire » de l'organisation où il est connu sous le pseudonyme de « Boulanger ».

En sous-main, Ilitis continue ses contacts avec la Gestapo. Il se rend à plusieurs reprises à Strasbourg, ce qui, dans un système d'organisation aussi structuré que celui des FTP, suppose une marge de manœuvre assez inhabituelle. Dans la capitale de l'Alsace, il retrouve Johannes Leber, son « officier traitant ». Les deux hommes tiennent leurs réunions au 8, faubourg de Saverne, chez une cartomancienne du nom de Kombraden. Bien sûr, cela peut paraître rocambolesque. Mais, nous savons déjà que, dans cette affaire, le ridicule cède à la tragédie. Et que ce dernier finira par l'emporter.

Le Kriminal Inspektor est un peu déçu des performances de son agent en milieu communiste. Il y a de quoi : voilà un monsieur qui a ses entrées au plus haut niveau de l'organisation FTP de zone sud, qui côtoie les plus hauts dirigeants... et ne ramène que des renseignements fragmentaires, souvent dépassés ! Il pourrait mettre les nazis sur la piste d'André Jacquot, donc sur celle de la direction nationale du mouvement de résistance communiste. Il ne le fait pas. De quoi penser qu'il ne donne que le strict minimum à la Gestapo. Qu'il conserve ses liens pri-

vilégiés avec ce qu'il nomme « appareil militaire du Komintern » - services secrets soviétiques probablement. Rappelons qu'il n'a pas informé Leber de ces contacts.

Désormais méfiant, le Kriminal Inspektor lui envoie un de ses adjoints, Buchner. Le nouveau venu attaque l'Alsacien « bille en tête » : il l'accuse de ne fournir à la Gestapo que des renseignements de faible valeur. Mais, Ilitis trouve rapidement un moyen de neutraliser l'empêchement de tourner en rond :

« Il m'avait emprunté de l'argent pour acheter des œuvres d'art. Ainsi, je le tenais à ma merci... », affirme-t-il à l'après-guerre.

A n'en pas douter, les instructeurs des services secrets de Staline auraient applaudi à une telle ingéniosité ! On est même en droit de penser qu'ils l'ont fait. Il y a, en effet, une faille dans le raisonnement d'Ilitis : est-ce avec sa maigre « solde » de combattant FTP, à peine suffisante pour subsister, qu'il peut ainsi acheter la conscience de Buchner ? Difficile à croire. A moins qu'une source de financement extérieure intervienne pour assurer le complément. Posons la question encore plus nettement : Lucien Ilitis reçoit-il d'agents soviétiques les sommes qui lui permettent de faire patienter plusieurs mois les « hommes pressés » de la Gestapo ?

En mai 1944, l'Alsacien effectue une volte-face impressionnante puisqu'il livre enfin aux nazis les renseignements dont ils ont besoin pour décapiter les FTP en zone sud. Là encore, on est en droit de s'interroger : agit-il par faiblesse personnelle ou sur ordre ? La suite, nous la connaissons. Les militants FTP sont rattrapés par Barbie. L'appareil du Parti communiste est épargné et reprend les leviers de commande.

Ilitis disparaît alors complètement. Derrière lui, le cadavre de sa maîtresse, une Française surnommée « Marie-Claire ». On le retrouve



L'Ecole de santé, siège de la Gestapo à Lyon, bombardée le 26 mai 1944.

risque sa tête. On ne peut donc m'inculper pour haute trahison. Encore moins pour intelligence avec l'ennemi ! Agent de la Gestapo, je travaillais en fait pour mon pays... »

La manœuvre est habile, Ilitis pourrissant avec brio qu'il jongle, au besoin, avec les nationalités. Deux avocats sont commis à sa défense. A Paris, M^{re} Jacques Pascal, que les Eglises protestantes ont pressenti pour assister les criminels de guerre.

A Lyon, M^{re} Cornagère, qui a déjà assuré la défense de son ancien condisciple de lycée Francis André, dit « Gueule tordue », un des auxiliaires français de Barbie.

Au fort de Montluc, Lucien Ilitis s'adapte tant bien que mal à la vie de prison. Il parvient même à glaner quelques menus avantages, apprend le droit pénal et pratique l'aquarielle. Le 7 mars 1955, la chambre d'accusation de la cour de Lyon statue enfin : c'est un non-lieu ! Ilitis était allemand au moment des faits, n'ayant pas en connaissance de l'arrestation de « réintégration » dans la nationalité française dont il avait bénéficié en 1935.

Le Parti communiste reste de bois face à cette décision de justice. Il ne bouge pas plus quand Ilitis sort de Montluc, le 15 novembre 1955. Attitude étonnante qui s'explique sans doute par l'arrière-plan de l'affaire qui met en cause l'appareil du Komintern et les services secrets soviétiques. Toutes choses dont les dirigeants du Parti ont horreur qu'on parle en public.

L'affaire Ilitis, fin ? Pas encore. Suivons un instant les traces de l'Alsacien. Quittant la France, il s'installe en Allemagne fédérale, à Francfort, 160, Schwartzwaldstrasse. En 1956, il vient loger au 11, Battenstrasse, toujours à Francfort.

Lors du recensement de 1970, il n'est plus enregistré. Ce qui signifie, en clair, qu'il n'est ni décédé, ni présent sur le territoire de la RFA, ni émigré dans un autre pays occidental de façon régulière.

Voici ce que disent les fonctionnaires ouest-allemands de l'état civil : « Dans ce cas de figure, nous considérons que les personnes sont passées à l'Est... »

A l'Est ! Lucien Ilitis, l'ancien « révolutionnaire professionnel » du PC allemand, l'officier de l'armée rouge des années 1929-1930, l'agent de l'appareil secret du Komintern, la « taupe » qui a provoqué la chute de la moitié de la direction des FTP a-t-il trouvé refuge en Allemagne de l'Est ?

Dans ce cas, la responsabilité de la rafle de mai 1944 à Lyon ne pourrait qu'incomber aux services spéciaux de Staline... et Klaus Barbie n'aurait été, à son insu, que le bras armé des volontés du dictateur soviétique. L'ironie de l'Histoire est toujours amère.

(1) Mémoire et histoire des FTP, bulletin trimestriel, c/o Roger Castel, Le Bignon, 18, promenade Cervantes, 30000 Nîmes.

(2) Les souvenirs de Raymond Guynet ne concordent d'ailleurs pas, quant à la date de ce parachutage, avec ceux des responsables anglais de l'opération 138, qui étaient chargés de ces opérations. Raymond Guynet est décédé à Paris le 17 avril 1986.

[Roger Faligot et Rémi Kauffer sont les auteurs de « Service B », l'histoire du service secret des FTP (Fayard, 1985), 357 p., 98 F.]



Boris Guimpel, seul rescapé de la rafle de mai 1944.

dans le Rhône peu après la libération de Lyon.

L'ancien Kominternien s'est découvert une nouvelle vocation : le vol patriotique ! Il se retrouve dans les rangs de la 1^{re} armée française du général De Lattre de Tassigny qui fonce... droit sur l'Alsace. Lors d'une poussée sur Mulhouse, Ilitis est même chargé par un tribunal militaire improvisé d'une mission de confiance : il s'agit de faire fusiller deux personnes, dont un Suisse, accusés d'avoir prélevé les troupes allemandes par signaux lumineux ! Peu après, il réapparaît furtivement dans le village de son père, Kirchberg. Il porte l'uniforme de l'armée française et les galons d'adjudant-chef.

A l'insu des dirigeants du Parti communiste ? A première vue, on pourrait le croire. Mais, en 1946, un fait surprenant - pour ne pas dire plus - remet cette thèse en question. Georges Beyer, l'ancien chef du Service secret communiste, le service B, envoie un de ses subordonnés en mission spéciale. André Teuléry, ancien du service B, doit se rendre à Walmathingen, près de Constance. C'est dans une caserne qu'il rencontre... Lucien Ilitis. Mais, l'entrevue ne donne aucun résultat concret. Méfiant, Beyer n'a pas raconté toute la vérité à Teuléry. Celui-ci n'est donc pas en mesure de confondre l'Alsacien.

Pourquoi cette méfiance ? Depuis 1945, Georges Beyer est chargé par la direction du PC d'enquêter sur la chute du Comité militaire zone sud. Mais, il s'agit là d'une enquête-boomerang : en réalité, l'ingénieur chimiste sait fort bien que plusieurs rescapés de la rafle l'accusent d'avoir « objectivement » introduit Ilitis dans leur organisation. Il le confiera d'ailleurs par la suite à un haut dignitaire communiste, André Marty.

On va de paradoxe en paradoxe : Ilitis est devenu un « super-patriote » et travaille dans les organismes de sécurité de l'armée française d'Allemagne. Beyer, dirigeant communiste d'importance et ancien membre du Comité militaire national des FTP, sait où se trouve l'homme qui a « donné » une partie de ses camarades de zone sud... et ne fait strictement rien ! De quoi désorienter : on a vu le Parti communiste moins indulgent envers les « traîtres ». A moins, précisément, qu'Ilitis soit protégé par une instance supérieure pour avoir obéi à des ordres venus « d'en haut ».

Le 29 novembre 1946, Lucien Ilitis est pourtant arrêté à Stras-

bourg. Mais le Parti communiste n'y est pour rien ! C'est son ancien officier « traitant », le Kriminal Inspektor Leber, qui, capturé par la DST, a jeté du lest pour sauver sa mise et livré son agent.

Les hommes du contre-espionnage français recherchent également Buchner, l'amateur d'art. Ils perdent sa trace dans un camp américain. Un mystère de plus : l'ancien subordonné de Leber est-il passé au service secret des Américains comme Barbie et beaucoup d'autres nazis ? Dans ce cas, les Etats-Unis seraient bien informés sur les circonstances exactes de la chute du Comité militaire de zone sud.

Témoignage de Guy Serbat sur l'attitude du PC par rapport à la chute du comité zone sud des FTP.

« A VANT même la libération, le PC s'attacha à accabler les responsables FTP qui étaient morts : Dolze vite, mépris des mesures de sécurité, etc. Bref, ils avaient mérité leur triste fin. Je peux affirmer, pour avoir vu vivre pendant des mois les Jomard, Puyo, Guimpel, Jacquot, Livet, Perrin et d'autres, que ce sont des calamités infernales, tout à fait dans le style de ce que certains proches ultérieurs ont révélé au monde. Après guerre, cette attitude ignoble resta celle du PC.

Ilitis enfin sous les verrous, le Parti communiste devrait pavoiser. Au contraire : il fait le gros dos. L'Humanité ne signale pas l'arrestation de celui que les militants du parti devraient considérer comme un super-traître. Officiellement, rien ne bouge. C'est la « loi du silence », rompu seulement par quelques isolés qui n'admettent pas. Le 16 décembre 1946, Manon Guimpel écrit au président du tribunal militaire de Lyon, exigeant que « Boulanger » - Ilitis soit jugé. Le 4 novembre 1948, Charles Perrin l'attaque à son tour dans « France d'abord », le journal des anciens FTP. Mais, visiblement, tous deux ignorent la véritable personnalité d'Ilitis : un agent de longue date du Komintern et non un nazi infiltré en milieu communiste.

Pour sa part, la justice militaire établit, grâce aux aveux de Leber, la culpabilité d'Ilitis. Commence cependant un long péripète juridique qui va durer neuf ans !

Je ne suis pas français mais alle-

